

Numéro double 219/220
27.02.2005 4 euros

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



Forum Social Mondial 2005

Que m

Le cinquième forum Social Mondial s'est déroulé à Porto Alegre (Brésil), du 26 au 31 Janvier 2005. 155 000 personnes sont venues y représenter 6 588 organisations de 135 pays lors de 2 500 ateliers, séminaires et autres formes de réunions.

Espace tourné intégralement vers l'auto-organisation et les convergences pour être le plus propositionnel possible, le forum a débouché sur 4121 propositions d'actions coordonnées au niveau international.

Que milles fleurs ...

La démarche revendiquée par les organisateurs de ce forum est, dans une certaine mesure en rupture avec les forums précédents. Ainsi, outre sa capacité d'échange, de convergence et de co-organisation, les Forums précédents étaient aussi des lieux de manifestation publique de l'existence d'alternative au discours libéral. Il s'agissait, au travers de grands meetings consensuels et d'apparitions de vedettes, telles Arundathy Roy, Vandhana Shiva, Noam Chomsky, Naomi Klein ou Ignacio Ramonet, de montrer au plus grand nombre, (en particulier aux dirigeants réunis à Davos, aux médias et aux militants progressistes sur le reste de la planète) que l'altermondialisme construisait un projet conséquent.

Les temps changent. CNN et la BBC se sont vus refuser l'accès aux ateliers « pour ne pas perturber les réunions ». Les vedettes sont retournées à la vie civile (conviées à participer au forum sans chaises à porteurs) et la date du

Carne

Le forum au jour le jour

Depuis le troisième forum international, la délégation des Alternatifs qui suit l'événement tente de partager sur la liste de diffusion des Alternatifs un peu du forum. Extraits de ces messages écrits sur le vif et subjectifs :

FSM#1: PORTO PAS SI ALEGRE

Le 5eme Forum Social Mondial devait être un « retour au pays »: après s'être exporté avec succès en Asie (Mumbai 2004), le FSM revenait dans « sa ville ». Mais ce n'est pas la même ville qu'il retrouve.

Mêmes rues en pente, même lagune aux eaux grises, mêmes grands immeubles en briques à l'américaine, et mêmes églises « gâteau à la crème » à la mexicaine. Mêmes favelas, mêmes hôtels chics. Pourtant ce n'est pas la ville des premiers forums.

40, rue de Malte 75011 Paris
Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
site : www.alternatifs.org

Commission paritaire n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

P.Balbo, F.Baudet, M.Buisson, B.Carraz,
M.Colloghan, N.Lechat, B.Macret, N.Marcu,
R.Mérieux, R.Neuville, E.Ronchon, N.Simon-Lafaye,
E.Sotteau, et Winterhalter

Les photographies de ce numéro sont
de M.Colloghan, N.Marcu et E.Ronchon pour
Rouge&Vert ou tirées de la banque d'image du
FSM (BiFsm)

Edité par la SARL SECA
(Société d'Édition et de
Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€
RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063.
Gérant : Roland Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 70 80 96

ABONNEMENT

Abonnement d'un an à Rouge&vert, le Journal des Alternatifs et La lettre des élus Alternatifs

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....
CP Ville

Bulletin à renvoyer à l'adresse suivante :
Abonnement Rouge et vert
Les Alternatifs
40 rue de Malte
75011 Paris

ville fleurs...

forum a été arrêtée bien avant que ne soit connue la date de la réunion de Davos. Le forum s'est tourné vers lui-même et s'est intéressé à lui-même, à son efficacité.

Un projet : Construire

Tout a été fait pour soutenir les convergences. Dans les 11 espaces thématiques, des « murs de propositions » très bien indiqués permettaient d'engager des initiatives communes, de faire connaître ses propositions, de fixer des rendez-vous. Plusieurs centaines de salles étaient disponibles tous les soirs pour accueillir toutes les réunions possibles. Héritage de l'expérience indienne, tout le forum était réuni en un lieu (tout le forum, mais aussi, le campement de la jeunesse, l'off –les caracoles- et les structures de commerces équitables).

Pas de grandes conférences, pas de meeting d'importance initié par les organisateurs du forum, mais une organisation la plus horizontale possible pour permettre de multiplier les rencontres.

Pas étonnant alors, que certaines vedettes de l'altermondialisme aient été tentées de faire émerger une réunion de la persona grata, un moment plus productif à la fois en termes de lisibilité politique, mais aussi en termes de légitimation personnelle.

Un chemin : essayer

Le forum a aussi été le cadre de nouvelles expérimentations réussies (la bioconstruction, l'auto-construction et l'auto-organisation du campement de la jeunesse, la « consommation éthique » ou les logiciels libres), ou ratée (la monnaie du forum, les réseaux de traducteurs bénévoles).

Un gros travail aussi, inspiré de Mumbai, sur le fonctionnement communautaire : temps de délibération, espace de modération, pratiques autogestionnaires.... En innovant dans les pratiques communautaires et d'autogestion.

Voilà pourquoi un numéro complet de Rouge & Vert méritait, comme pour les forums précédents, d'être consacré à cet événement d'importance.

En 2006, le forum sera décentralisé. L'initiative, qui se déroulera en même temps que Davos, aura lieu en Amérique Latine, en Afrique et en Asie. Déjà, le Venezuela et le Maroc sont candidats pour accueillir l'événement. Quant au forum 2007, qui se déroulera à nouveau dans un seul espace, il devrait avoir lieu en Afrique. Le Kenya et le Mali sont déjà candidats, l'Afrique du Sud est elle aussi pressentie. ■

Mathieu COLLOGHAN

Édito «*Que mille fleurs...*» P.2-3
 Sommaire P.3
 Le Carnet de route..... P.2-9
 Appel des mouvements sociaux P.4-7
 Réseau des partis radicaux P.9
 Bilan partagé P.10-11
 Les migrants au Brésil .. P.11
 Réflexion sur l'immigration P.12
 Paroles de femmes P.12
 Quelle émancipation sociale et personnelle P.12
 Un camp pour les jeunes P.13-15
 Les enfants des fleurs P.14-15
 Gus et Chico P.16-19
 Société civile P.16-17
 Ocupação! P.18
 Si tous les mous du monde P.19
 La DNG P.20-21
 La croisade mondiale contre la pauvreté P.21-22
 La place des ONG P.22-23
 La culture P.23
 Les femmes au forum P.24-25
 Une autre presse P.24-25
 Pro-choix P.26-27
 Un bateau féministe P.26
 Catholiques pour l'avortement P.28-29
 La charte Mondiale des Femmes P.30-33
 Dialogues féministes P.33
 L'économie solidaire P.34
 La maison de la Paix P.35
 Pouvoir, avoir, savoir P.36-37
 Souveraineté alimentaire P.38-39
 Les riziculteurs nigériens P.39-40
 Les Accords de Lomé P.40-41
 U.E -ACP P.41-43
 Surveiller les négociations commerciales P.43-44
 Résistances populaires . P.44-47
 Chapeco P.44-45
 Lulisme P.48-49
 Réforme agraire P.49-50
 Le MST, le mouvement .. P.51
 les objectifs P.52
 le campement P.53
 L'école P.55
 L'installation P.57-60
 l'autogestion P.61-62
 Chavez P.62
 Chavez P.62
 Abonnement P.64

t de route

Après avoir perdu l'Etat du Rio Grande do Sul, le Parti des Travailleurs a perdu Porto Alegre. Quinze jours après l'investiture du nouveau maire, la ville semble anesthésiée sous les coups lourds du résultat électoral. Après 16 ans de gestion pétiste, Porto Alegre (PoA) est redevenue une ville de droite. Les rues se sont dépouillées des affiches, autocollants, peintures et graffitis politiques. Ces ponctuations aux couleurs des partis, associations et syndicats, ont fait place aux affiches publicitaires. Comme si, avec l'ancienne majorité, toute l'agitation politique avait quitté la cité.

Malgré le changement de climat politique, le Forum est en route avec comme première constance pas mal de retard. Le passage par l'Inde a aussi modifié

l'organisation spatiale du Forum : lors de premiers FSM, les lieux de réunions étaient dispersés dans la ville. Aujourd'hui, ils sont concentrés sur une langue de 5 Km le long de la lagune. Et ça pousse dans tous les sens : des chapiteaux en bâches jaunes .../...



Installation des tentes

Photo:MC/R&V

Appel des mouvements sociaux

A la mobilisation contre la guerre, le néolibéralisme, l'exploitation et l'exclusion
Pour un autre monde possible

Nous sommes des mouvements sociaux réunis dans le cadre du Ve Forum Social Mondial. La grande réussite en termes de participation, plurielle et massive, au FSM, nous donne la possibilité et la responsabilité de rendre plus nombreuses et meilleures nos campagnes, pour étendre et renforcer nos luttes.

Il y a quatre ans, le cri collectif et global **un autre monde est possible**, a brisé le mensonge selon lequel la domination néolibérale est inévitable, ainsi que celui de la "normalité" de la guerre, des inégalités sociales, du racisme, des castes, du patriarcat, de l'impérialisme et de la destruction de l'environnement. A mesure que les peuples s'approprient cette vérité, leur force devient irrésistible et se matérialise en des faits concrets de résistance, de revendication et de proposition.

En cela, la nouveauté de notre époque

est l'explosion et l'extension des mouvements sociaux sur tous les continents et leur capacité à construire dans la diversité, des convergences nouvelles et des actions communes au niveau global.

Dans ce cadre, des dizaines de millions d'hommes et de femmes se sont mobilisés partout dans le monde pour la paix, contre la guerre et l'invasion menée par Bush contre l'Irak. Les sommets comme le G8, l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale, où un petit nombre prétend décider pour toutes et tous, ont été questionnés et délégitimés par l'action des mouvements sociaux. Les luttes populaires en défense de la nature, des droits des peuples et des biens communs, contre leur privatisation, telles que les luttes menées en Bolivie, en Uruguay et par d'autres peuples, ont démontré la possibilité de mettre la domination néolibérale en crise. Des nouveaux espaces de lutte politique et sociale se sont ouverts.

Le néolibéralisme est incapable d'offrir

un futur digne et démocratique à l'humanité. Cependant, aujourd'hui il reprend l'initiative, en répondant à sa crise de légitimité par la force, la militarisation, la répression, la criminalisation des luttes sociales, l'autoritarisme politique, et la réaction idéologique. Des millions d'hommes et de femmes souffrent chaque jour. Nous voulons ici rappeler la guerre au Congo qui a déjà fait quatre millions de victimes. Pour tout cela, un autre monde non seulement est possible, mais il est nécessaire et urgent.

Conscients du fait que le chemin à parcourir est encore long, nous appelons tous les mouvements sociaux du monde à lutter pour la paix, les droits humains, sociaux et démocratiques, le droit des peuples à décider de leur destin, et l'annulation immédiate de la dette externe des pays du Sud, à partir du **calendrier** que nous partageons au sein du Ve Forum Social Mondial :

CALENDRIER DE LUTTE

Nous appelons toutes les organisations et mouvements sociaux participant au Forum Social Mondial ainsi que ceux qui n'ont pas pu être présents à Porto Alegre, à travailler ensemble une campagne pour **l'annulation immédiate et inconditionnelle de la dette** externe et illégitime des pays du Sud, en commençant par les pays victimes du tsunami, et d'autres qui ont souffert de terribles catastrophes et crises au cours des derniers mois.

Nous appuyons les Mouvements Sociaux du Sud qui se déclarent créanciers des dettes historiques, sociales et écolo-

giques. Nous exigeons la reconnaissance internationale de ces dettes pour en stopper l'augmentation, et la restauration de nos écosystèmes et l'indemnisation des peuples. Nous exigeons l'arrêt de l'exécution de projets et « d'accords d'intégration » qui facilitent le pillage des ressources naturelles dans les pays du Sud.

Nous appuyons l'exigence des Mouvements Sociaux de paysans et pêcheurs des régions affectées par le tsunami, afin que les ressources pour l'urgence et la réhabilitation soient administrées directement par les communautés locales, et

ainsi éviter de nouvelles dettes, colonisation et militarisation.

Deux ans après l'invasion de l'Irak, l'opposition globale à la guerre est plus forte que jamais. Pour le mouvement contre la guerre il est temps d'augmenter les actions et de ne pas reculer. Nous exigeons **la fin de l'occupation de l'Irak**. Nous exigeons que les Etats-Unis en finissent avec les menaces à l'encontre de l'Iran, du Venezuela et d'autres pays. Nous nous engageons à établir davantage de contacts avec les forces anti-occupation en Irak et au Moyen-Orient. Nous renforcerons nos

.../... et bleues, des stands en plastique, des amphithéâtres, des podiums .



Campement de la jeunesse

Photo:BiFsm

Une série de bâtiments attirent particulièrement l'attention : il s'agit de bioarchitecture.

Ce projet, mené par l'Institut Permaculture, consiste à mêler différentes techniques traditionnelles, issues de toute la planète, pour construire des bâtiments à base de produits recyclés et naturels. Mélange de traditions et de débrouillardises, le résultat de ces constructions est magnifique.

Le campement de la jeunesse se construit aussi. Encore dispersées, des tentes regroupées par affinités politiques ou par nationalités essayent d'organiser un grand village très largement autogéré.

Et cette ruche qui pousse dans tous les sens promet au moins et le nombre et la diversité.

Le soir, des habitants nous apostrophent :

«Vous êtes là pour le FSM ? C'est bien.» Finalement le Forum est tout de même de retour à Porto Alegre. [...]

FSM#3: MANIFESTATION D'OUVERTURE DU FSM LE CADAVRE A LA FORME !

«Le forum est-il en crise ?» s'interrogent, comme tous les ans, les analystes autorisés. La manifestation d'ouverture du 5^e FSM pourrait, à elle seule, être une réponse : «ça va très bien, merci.» 200 000 personnes (chiffres de la presse de droite) ont manifesté du centre ville à la place Pôr-do-Sol. De 16h à 21h30, ce défilé - le plus gros qu'aient connu les FSM - a brassé des cortèges jeunes, dyna-

campagnes contre les transnationales impliquées dans l'occupation, nous soutenons les militaires qui refusent de participer à la guerre, et nous défendons les activistes poursuivis pour être contre la guerre.

Nous appelons les mouvements sociaux à se mobiliser le 19 mars lors d'une grande journée d'action globale, pour exiger le retrait des troupes d'occupation en Irak. Plus de guerres !

Nous appuyons toutes les campagnes pour le désarmement et la démilitarisation, y compris la campagne contre les bases militaires des Etats-Unis dans le monde, les campagnes de désarmement nucléaire, pour le contrôle du commerce des armes et pour la réduction des dépenses militaires.

Sous le prétexte du "Libre Echange", le capitalisme néolibéral avance en affaiblissant les Etats, en dérégulant les économies et en « légalisant » des privilèges pour les corporations transnationales grâce aux Traités de Libre Echange (TLB). Après l'échec de la ZLEA, grâce à la pression populaire, on oblige aujourd'hui l'Amérique centrale et d'autres pays à se soumettre à

des Traités de Libre Echange bilatéraux, que nous, les peuples, nous rejetons. En Europe, la directive Bolkestein de l'Union Européenne veut imposer la privatisation complète des services publics. Dans ce contexte, **nous appelons à ce que toutes et tous se mobilisent pendant les Journées d'Action Globale, du 10 au 17 avril** ; au Sommet des Peuples des Amériques, à Mar de Plata, en Argentine, en novembre 2005,

kina Faso, afin de réaffirmer leur engagement dans la lutte contre le néolibéralisme, le patriarcat, l'exclusion et la domination. Nous convoquons tous les mouvements sociaux à mettre en place durant cette période des actions féministes contre le libre-échange, le trafic sexuel, la militarisation et pour la souveraineté alimentaire.

Nous appuyons les efforts des mouvements sociaux et organisations qui promeuvent **la lutte pour la dignité, la justice, l'égalité et les droits humains**, particulièrement les Dalits, les Afro-descendants, les peuples indigènes, les Roms, les Burakumins et les secteurs les plus opprimés et réprimés de la société.

Nous appelons à la **Nobilisation de masse contre le sommet du G8 en Ecosse du 2 au 8 juillet**. Nous irons dans les rues et nous participerons au contre-sommet à Edinburg et Glouceagles. Nous exigeons

que : la pauvreté passe à l'histoire, que la guerre s'arrête, que la dette soit annulée et que soit imposé un impôt global sur les transactions financières pour financer le développement.

Nous protestons contre les politiques néolibérales et les appuis militaires de l'Union Européenne vers l'Amérique latine. Nous convoquons à une .../...



Manifestation d'ouverture

Photo: NS/R&V

et face à la VIe réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce, à Hong Kong, en Décembre 2005.

Nous appuyons la Marche Mondiale des Femmes, qui réaliseront **une nouvelle campagne d'actions féministes globales**, en parcourant le monde, au départ de São Paulo le 8 mars et pour arriver le 17 octobre au Bur-

miques, mélangés et radicaux. L'image des altermondialistes, telle qu'elle est trop souvent véhiculée par les médias français (le cadre quadra bac+4, de gauche mais pas trop), est ici totalement balayé.

Un tour, forcément partiel, de la manif : Le cortège comprenait des représentants des différents continents.

- Le Forum Social Africain et des délégations de certains pays d'Afrique aspirant à l'organisation en Afrique du prochain FSM en 2007.

- Les Asiatiques, particulièrement représentés par des délégations de l'Inde, du Japon et de la Corée du Sud.

- Le continent américain avec un cortège



Manifestation d'ouverture

Photo: NS/R&V

conséquent du Québec (pour l'Amérique du Nord) et de nombreuses délégations regroupées par pays pour l'Amérique Latine :

Les Chiliens étaient très nombreux et très dynamiques ; Les Uruguayens, les Paraguayens, les Vénézuéliens, les Guatémaltèques, Les Péruviens étaient également en nombre ; L'Argentine était représentée par diverses organisations : Attac, le mouvement Piqueteros (Barrio de Pie et le Courant Classique Communiste), la centrale syndicale CTA et la coalition politique Izquierda Unida.

Enfin, le Brésil était représenté par une multitude d'organisations couvrant tout l'éventail politique, syndical et associatif. .../...

.../... **mobilisation pour la solidarité entre les peuples** à l'occasion du Sommet des Présidents d'Amérique latine et de l'Union Européenne en Mai 2006 à Vienne, en Autriche.

Nous luttons pour le droit universel à une alimentation saine et suffisante. Nous luttons pour le droit des peuples, des nations et des paysans à produire leurs propres aliments. Nous nous manifestons contre les aides à l'exportation qui ruinent les économies des communautés rurales. Evitons le dumping alimentaire.

Nous rejetons tous les aliments transgénétiques, car outre le fait de mettre en danger notre santé et notre environnement, ils sont l'instrument pour le contrôle des marchés par cinq entreprises transnationales. Nous rejetons les brevets sur toute forme de vivant, en particulier sur les semences, car les breveter c'est aussi prétendre s'approprier nos ressources et le savoir qui y est associé.

Nous exigeons la Réforme Agraire comme stratégie qui permette de garantir l'accès des paysans à la terre, et qui soit la garantie d'une alimentation saine et suffisante, et non que la terre soit concentrée entre les mains de transnationales et de latifundistas.

Nous exigeons la fin des actions contre les paysans dans le monde entier, la libération immédiate des paysans et prisonniers politiques qui existent de par le monde, et l'arrêt de la militarisation des zones rurales.

Nous appuyons la production durable basée sur la préservation des ressources naturelles : sol, eau, forêt, air, biodiversité, ressources aquatiques, etc. Nous appuyons la promotion de la production biologique et agro-écologique.

Nous appelons à la mobilisation le 17

avril, **journée mondiale des luttes paysannes**, et le jour anniversaire de la mort de Lee, le 10 septembre, contre l'OMC.



Manifestation d'ouverture Photo:MC/R&V

Nous appuyons les campagnes et les luttes en **défense de l'eau** comme bien commun public, contre sa privatisation et pour la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit humain, telle que la campagne 'Non à la Suez en Amérique latine'. Nous invitons à participer au Forum International du 18 au 20 mars à Genève.

Nous partageons l'exigence de construire une alliance entre mouvements sociaux et réseaux pour un **"Contrat Mondial pour le climat: un monde solaire est possible"**. L'énergie est un droit à la vie et un bien commun. La lutte contre la pauvreté et le changement climatique exige que l'énergie durable soit dans les priorités

des initiatives et campagnes du mouvement social. Nous appuyons la marche internationale sur le climat en novembre.

La **"Responsabilité Sociale des Transnationales"** n'est pas parvenue à éliminer les abus et les crimes des transnationales. C'est pourquoi elle doit être sérieusement mise à l'épreuve. Les mouvements travaillent ensemble pour retirer du pouvoir aux transnationales, stopper leurs abus et leurs crimes. Les communautés doivent être libres pour se protéger elles-mêmes, leur environnement et la société de la domination des transnationales.

Nous appuyons les campagnes **contre les transnationales qui violent les droits humains, sociaux et syndicaux**, telles que celles contre Nestlé et Coca Cola en Colombie, Pepsi et Coca Cola en Inde.

Nous appuyons la lutte du peuple palestinien pour ses droits fondamentaux et nationaux, y compris le droit au retour, basés sur le droit international et les résolutions de l'ONU.

Nous demandons à la communauté internationale et aux gouvernements d'imposer des sanctions politiques et économiques à Israël, y compris l'embargo sur les armes. Nous appelons les mouvements sociaux à se mobiliser également pour les désinvestissements et les boycotts. Ces efforts ont pour objectif de **faire pression sur Israël pour qu'elle applique les résolutions internationales** et respecte l'avis de la Cour internationale de Justice de stopper la construction et détruire le mur illégal de l'apartheid et en finir avec l'occupation.

Nous appuyons les activistes israéliens qui luttent pour la paix, et les

.../... *À noter qu'une importante délégation d'indiens d'Amazonie représentait le Forum Social Amazonien.*



Cortège de la CUT Photo:MC/R&V

- *L'Europe, quant à elle, était peu visible et moins présente que lors des précédents forums. Seules quelques délégations syndicales constituaient un semblant de cortège : CGIL, CGT-PTT, SUD PTT, etc. Il convient*

d'ajouter quelques drapeaux d'ATTAC, basques, d'EUiA. Petit plaisir : les Alternatifs formaient un cortège bien visible autour d'une quinzaine de drapeaux. Curieusement, les Alternatifs étaient d'ailleurs la seule organisation politique européenne présente dans le défilé. Rifundazione comunista, très présente il y a 2 ans, était totalement absente; de même que les COBAS.

Outre les délégations des différents continents, plusieurs collectifs regroupaient des milliers de personnes : solidarité avec la Palestine, solidarité avec le peuple irakien, collectif pour la paix. Différentes coordinations nationales ou internationales contre l'ALCA (accord de libre-échange des Amériques) et pour l'annulation de la dette constituaient

de gros bataillons. La Marche mondiale des femmes avait également un cortège important et très festif. La légalisation de l'avortement était un thème revendiqué.



Cortège des Alternatifs Photo:MC/R&V

refusniks dans leur lutte contre l'occupation.

Nous condamnons le blocus injuste contre Cuba et demandons un jugement juste pour les cinq cubains emprisonnés aux Etats-Unis. De même, nous exigeons le retrait immédiat des troupes militaires étrangères en Haïti.

Nous reconnaissons la diversité de choix sexuel comme une expression d'un monde alternatif, et nous en condamnons la marchandisation. Les mouvements sociaux s'engagent à partager **la lutte contre les exclusions pour des raisons d'identité, de genre et d'homophobie.** Nous joindrons nos voix contre toutes les formes de marchandisation du corps, des femmes et des personnes GLBT.

Nous appuyons le processus de construction d'un réseau global de mouvements sociaux engagés dans **la défense des migrants, des réfugiés et déplacés.** Le néolibéralisme et les politiques de "guerre contre la terreur" ont conduit à l'augmentation de la criminalisation des migrants, de la militarisation des frontières,

du nombre de clandestins, et de la disponibilité d'une main d'oeuvre bon marché. Nous appuyons la campagne pour la ratification de la Convention des Nations Unies pour les droits des migrants, qu'aucun gouvernement du Nord ne veut accepter. Nous appuyons la campagne pour l'établissement d'un organisme indépendant qui sanctionne les gouvernements ne respectant pas la Convention

de Genève pour les réfugiés et les droits des migrants et migrantes.

Nous appuyons les campagnes et les luttes pour **les droits des enfants, contre l'exploitation par le travail et sexuelle,** contre le trafic d'enfants et le tourisme sexuel.

Nous appuyons l'appel des exclus, des sans-voix, pour développer une campagne de solidarité active et impulser une marche mondiale où les opprimé(e)s et les exclu(e)s élèvent leur voix pour conquérir le droit à une vie digne.

Du 14 au 16 septembre, à l'Assemblée Générale de l'ONU, les chefs de gouvernements du monde entier ont pris des décisions sur la réforme des Nations Unies, et ont révisé leurs engagements pour éradiquer la pauvreté. Ce sont eux les principaux responsables de la situation critique actuelle de l'humanité. Nous



Photo:MC/R&V

appuyons l'appel de réseaux internationaux qui invitent à se mobiliser de façon globale le 10 septembre pour un nouvel ordre mondial démocratique, contre la pauvreté et la guerre.

Nous appuyons l'appel pour une mobilisation le 17 novembre, jour international des étudiants, en défense de l'éducation publique, contre la privatisation et la transnationalisation de l'éducation.

En solidarité avec le Venezuela, la jeunesse du monde est appelée à participer au 16e festival mondial de la jeunesse et des étudiants au Venezuela, du 7 au 15 août.

La communication est un **droit humain fondamental.** Nous appuyons l'appel pour les mobilisations dans le cadre du Sommet Mondial de la Société de la Communication, à Tunis, du 16 au 18 novembre. Nous appuyons l'appel à une forte convention internationale sur la Diversité Culturelle, et nous nous opposons à la marchandisation de l'information et de la communication par l'OMC.

Nous appuyons **l'économie sociale** comme expression concrète d'une alternative de développement juste, solidaire, démocratique et équitable.

En **défense de la santé publique et contre sa privatisation,** nous appelons tous les peuples du monde à une lutte permanente. Nous appelons à la mobilisation

dans le cadre de l'Assemblée Générale en Défense de la Santé des Peuples, à Cuenca, Pérou, en 2005, et dans le cadre du Forum Mondial de la Santé, lors du Forum Social Mondial en Afrique en 2007.

Ceci est un petit échantillon des mouvements sociaux en lutte.

GLOBALISONS LA LUTTE, GLOBALISONS L'ESPOIR ! ■

Le secteur de l'économie solidaire était très présent : comités de base, mouvement coopératif. Le secteur environnementaliste, en revanche, peu visible hormis le cortège de Greenpeace. Les mouvements caritatifs étaient beaucoup plus représentés : Caritas, mouvement des chrétiens pour la paix, Emmaus international, etc.

Les syndicats brésiliens étaient très présents et en force (CUT, sa tendance de gauche, MST, COMTAG). Citons également d'autres syndicats sud-américains comme la CTA argentine, le PIT-CNT uruguayenne et des syndicats asiatiques comme la KTCU coréenne et le NTUI indien. Pour les partis brésiliens, tout le spectre de la gauche était représenté. Mais seul le PT, ses tendances de gauche, ses

alliés locaux (PCdoB et PCB) et ses scissions (PSTU et PSOL) avaient des cortèges conséquents. Les cortèges du PSTU (ancienne scission de démocratie socialiste) et du PSOL (récemment sorti du PT) qui avaient pour



Photo:ER/R&V

objectif dans cette manifestation de dénoncer la politique de Lula étaient séparés par les NOVOX.

Il y a deux jours, lors d'une réunion du CRIID, Chico Withaker du comité organisateur inter- rogeait les partici-

pants: «on dit le FSM en crise. Combien d'entre-vous sont nouveaux ? (Une majorité de mains se lèvent) Combien sont fatigués ? (Peu de mains)».

La manifestation d'ouverture apporte un démenti encore plus fort. [...]

FSM#4 : PLACE AUX DÉBATS

Après la manif festive et colorée de Mercredi, une fois les brumes du concert de Gilbert Gil et Manu Chao dissipées, les choses "sérieuses" ont débuté.

Plus de 120 000 personnes, cela fait du monde. Sauf qu'elles sont éparpillées sur 11 espaces thématiques repartis sur 5 Km le long de la lagune. Chaque espace est organisé autour de grands chapiteaux bordés de plus petits. .../...

.../... Il s'agit de gros bourgs, avec ses buvettes (on dit "lanchonettes" ici) officielles ou informelles, son bureau d'information, tout est très formalisé, repéré. Les tentes sont équipées de gros ventilateurs, sorte de gigantesques hannetons diffusant en prime une brume rafraîchissante. Tout est prêt donc. Les débats commencent. Quelques problèmes techniques : sonorisation défaillante, ou, à l'inverse, voisins omniprésents. On doit vite stopper les hannetons pour s'entendre ! Mais le principal problème est la traduction : elle est très souvent absente, non faute de traducteurs mais faute de casques. Du coup, les non-lusophones ou non-anglophones se retrouvent totalement dépendants de quelques volontaires autour desquels ils se regroupent.



Photo:BiFsm

Les Brésiliens sont bien évidemment très dominants, mais la délégation française est également très nombreuse. Pour les débats eux-mêmes, qu'il s'agisse de "grand messe", de séminaires, d'ateliers, on n'a que l'embaras du choix. Certains s'incrument, d'autres papillonnent ... Des grands chapiteaux quasi vides, des tentes hyper bondées : visiblement ce sont les réseaux qui font les succès ou non de tel ou tel débat. Il est vrai que le programme, deux cahiers de 130 pages plus le programme culturel, peut tout à la fois effrayer ou nourrir une joyeuse boulimie. La plupart des participants semblent avoir en main une liste beaucoup plus limitée. Ceux venus par les réseaux disposent d'une pré-sélection. Pour nous Alternatifs nous tentons de faire une sélection large, chaque soir selon les passions de chacun(e).

Mais le FSM c'est aussi un événement politique. Et le plus marquant, hier, la venue de Lula. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il s'agissait là d'un véritable test de popularité. Dans le stade une dizaine de milliers de militants arborant "100% Lula". En dehors, une forte délégation de dissidents du PT (PSTU et P-Sol) dénonçant le "traître Lula" et brûlant son effigie ... "Ambiance". [...]

LES ATELIERS

Souveraineté alimentaire

Pour la 1ere fois lors des FSM, les Alter-

natifs ont pris l'initiative d'organiser, ou plutôt de co-organiser, des débats. Hier, il s'agissait de la souveraineté alimentaire. La co-organisation, avec notamment le CRID (Collectif d'ONG de solidarités Nord Sud), la FETRAF (Syndicat d'agriculteurs familiaux brésiliens), la Confédération Paysanne Européenne, a permis de réunir un large panel d'intervenants, brésiliens, nigériens, européens ... et même chinois. [...]



Campement de la jeunesse

Photo:BiFsm

Réflexion sur l'immigration animée par George Castella Sarriera de l'Université catholique de PoA. Une assistance très jeune (3/4 de 25 ans). Des échanges de ce débat ressortent les problématiques suivantes :

- la discrimination des personnes est universelle, et l'image négative des migrants est accentuée par les médias.

- a contrario l'influence de l'Eglise catholique en Amérique du Sud qui facilite, malgré tout, l'acceptation de l'autre par cette culture chrétienne

S'intégrer sans perdre son identité, créer une image positive, lutter pour l'égalité des droits. Reconnaître les compétences des uns et des autres. Un groupe de femmes péruviennes l'ont mis en pratique et ont abouti à une déclaration des droits des migrants et se sont mobilisées pour venir au Forum tout en ayant que 2 Reals par jour pour y vivre, mais elles sont la et témoignent. [...]



Photo:MC/R&V

Fantaisie et Irrévérence

C'est sur des slogans : "nous sommes des femmes, pas des marchandises" "Nous les femmes nous faisons le monde que les gens aiment" chantés sur un air de samba que l'atelier de la Marche Mondiale des femmes a commencé, comme dans la manif.

[...] Sans les femmes, sans la culture, pas d'autre monde possible.

Des femmes de tous les pays d'Amérique et d'Europe se succèdent sur le podium, symbolisant le parcours de la charte des femmes pour les droits de l'humanité dans les prochains mois. Cette charte partira le 8 mars de Sao Paulo pour arriver à Ouagadougou le 17 octobre. [...]

Création d'une monnaie sociale mondiale

Tel était le thème du séminaire que animé par Heloisa Primavera, qui a expérimenté cette pratique en Argentine. Comme grande vulgarisatrice, nous nous sommes vite retrouvés sur la même longueur d'onde avec un public attentif et convaincu.

La monnaie est avant tout un moyen d'échange, un déclencheur d'activité et non un outil de spéculation. Sur place, dans le cadre du Forum, une expérimentation a été mise en place. Elle permet de démontrer que la monnaie peut effectivement provoquer du lien social entre les individus et que le lien est plus important que le bien.

Reste maintenant à réfléchir au moyen de relier ces différentes expériences et créer une monnaie sociale, mondiale, vecteur de lien et de rencontres et non une monnaie virtuelle, type carte à puce, qui nous replacera dans un rôle de consommateur. [...]

FSM#6: LA GAUCHE DANS LE MONDE ARABE.

Le forum de Porto Alegre n'est pas seulement l'occasion de se retrouver entre Français hors du cadre habituel ou de rencontrer les Brésiliens. Il permet aussi de connaître les luttes à travers le monde et notamment dans le monde arabe. Des représentants Libanais, Egyptiens, Tunisiens et Marocains ont pu exposer la situation de cette région du globe : exécutions, emprisonnement, torture des opposants... Une opposition qui résiste malgré tout et qui arrive aux mêmes conclusions quant au problèmes du Maghreb et cela quel que soit le pays représenté dans cette conférence.

Une gauche divisée, éclatée qui ne trouve pas de base commune pour lutter, le danger que représente l'Islam politique, la condition des femmes (absente, notamment de toute décision politique, tout comme les jeunes) et le manque de liberté traduit par l'absence de démocratie. La majorité s'est accordée pour dire que les gauches Arabes ont besoin de trouver de nouvelles pratiques et de nouvelles formes de luttes. Le Forum doit aussi être un réseau d'entraide : les autres pays doivent connaître la situation et l'opposition maghrébine afin d'agir efficacement.

FSM#7: UN FORUM RÉDUIT AU 19/160 000^{ME} ?

Depuis la fin du FSM 2004 à Mumbai, nous avons évoqué les divergences parmi les membres du comité organisateur du Forum entre les partisans d'un renforcement démocratique de la rencontre et les partisans d'un débouché politique immédiat pour le mouvement altermondialiste. Alors que le déroulement du forum pouvait faire penser que le débat était tranché, un appel relance, au moins médiatiquement, le débat.

Deux positions

Parmi les membres du comité organisateur, des personnalités telle que Chico Whitaker - de l'ABONG - défendait un renforcement de l'auto-organisation des activités, la multiplication des espaces et des opportunités de voir converger les initiatives et les débats de la façon la plus horizontale qui soit. C'est ce qui prédominait dans le déroulement de ce FSM. Ainsi, les grands messes avec vedettes et thèmes consensuels marginalisant (potentiellement) les petits ateliers éclatés dans de multiples salles dans la ville ont été remplacés par une multitude de salles, pour plusieurs milliers de réunions dans un lieu unique (avec, par exemple, des salles libres tous les soirs pour permettre des réunions plus spontanées). Ainsi aussi, le comité organisateur s'est interdit de proposer ses propres réunions car «elles auraient semblé plus légitimes que les autres aux yeux de certains» (C.Grzybowski).

Comme ponctuation des articles sur le FSM dans les journaux locaux, c'est bien «Autogestão» qui revient toujours.

Autres organisatrices du forum, des personnalités telles que Casen ou Sader prônaient la production d'une base commune à la majorité des participants du forum : un «consensus de Porto Alegre» à opposer à l'autre consensus, le libéral, celui de Washington ou Davos.

Pour eux, il y avait urgence à faire fructifier le travail des précédents forums en produisant un outil symbolique et politique utile,

quitte à s'asseoir un peu sur la réalité du forum, parce qu'on ne fait pas rentrer 160 000 réalités dans 12 points sans forcer un peu.

L'avantage d'un compromis en petit nombre, c'est qu'il y a moins de monde à convaincre. C'est à l'hôtel Plaza San Rafael (le genre d'hôtel où l'on croise rarement des damnés de la terre se mettant debout) qu'a eu lieu la conférence de presse des 19 signataires de l'appel.

Une tête pour 8400 altermondialistes (160 000/19^{me})

On pourrait débattre longtemps sur la prétention de 19 personnalités à parler au nom de l'incroyable diversité du forum. On peut surtout s'interroger sur le contenu de cet appel. En effet les 12 points sont, pour le moins, en retrait au vu des débats en cours.

La semaine de promotion du commerce équitable

Les 12 points sont positifs, mais à avoir tant visé au consensus, leur incroyable modération est loin de faire l'unanimité. Ainsi, à côté de l'annulation de la dette des pays du sud, on retrouve le démantèlement des paradis fiscaux («progressivement»), la «promotion d'autres formes de commerce»...

Le tout présenté comme une alternative crédible au libéralisme. Cela peut paraître un peu court...

A la gauche de Chirac

Surtout, quel décalage ! Dehors, sous un soleil costaud, le forum, dans son animation désordonnée, sa diversité (avec de vraies idées novatrices et d'authentiques propositions saugrenues, avec ces micro-réseaux et ses grosses machines internationales) n'a de cesse de remettre en question la logique libérale et de douter de ses propres solutions, à remettre sans cesse sur le chantier. Malgré la chaleur, on est mieux dehors! ■

**La délégation
des Alternatifs
au FSM 2005**

Réseau des partis radicaux

Initié à Mumbai, lors du Forum Social Mondial précédent, le réseau des partis radicaux organisait à nouveau une réunion cette année. Même si l'intérêt d'un tel réseau n'a été remis en cause par personne, ses limites actuelles sautent aux yeux de tous. En effet, le bilan d'un an d'activité est bien morose. Le réseau devait permettre de développer un forum sur la toile et de développer des actions communes. En fait, il s'est presque limité aux mêlès de son animateur français, Pierre Rousset, pour fixer la date et le lieu de la prochaine réunion...

Les raisons de ces difficultés sont nombreuses : barrière de la langue, absence de moyens financiers, réalités locales fondamentalement différentes ... Un autre obstacle, les différences de sensibilité politique des organisations impliquées (marxistes, maoïstes, trotskistes, communistes, progressistes ou autogestionnaires), représente tout autant un handicap que l'intérêt principal de ce réseau.

Parmi les organisations présentes pour cette deuxième rencontre, on notera une dizaine d'organisations européennes dont deux organisations françaises (la LCR et les Alternatifs), deux organisations de l'état espagnol (les Catalans du POR et Espacio alternativo), deux organisations suisses (le MPS et Solidarités), ainsi que le Bloc de Gauche (Port), le SWP (GB), Synaspismos (Gr) et le SAP-POS (Bel).

Pour l'Amérique Latine, on trouvait des organisations et des courants : les Brésiliens du PT (tendance DS et MUS) et ses scissions (Psol et PSTU) et le PST uruguayens. Notons aussi la présence des mouvements états-uniens (FSP et ISO).

Malgré la distance, plusieurs organisations asiatiques étaient présentes : le PT P et le PRT-Mindanao philippin, Tous ensemble et Pouvoir de la classe ouvrière (Corée du Sud) et le NSSP (Sri Lanka).

Absents, le Labour Party (Pakistan) le PCI-ML et le PCI-ML Liberation (Inde) ont fait parvenir un message de soutien à la rencontre.

Enfin, d'Afrique, seul l'APDUSA sud-africain était présent.

Deux déclarations communes ont été faites lors de cette réunion : une déclaration demandait la libération de trois membres du Centre d'études Socialistes arrêtés en Egypte, la deuxième concernait le Parti Communiste Philippin. La déclaration exprime notre solidarité avec les organisations progressistes des Philippines. En effet, le Parti Communiste Philippin a condamné à mort tous les « agents contre-révolutionnaires » du pays (comprendre tous les militants progressistes non-adhérents de cette organisation).

Reste qu'il est impératif que la prochaine réunion du Réseau débouche sur des éléments plus concrets pour ne pas condamner l'avenir même de cette initiative. ■

Bilan partagé

« **Q**uelle analyse collective du Forum ? »,

c'est la question que nous nous sommes posée le temps d'un échange rapide.

Les attentes des différents membres de la délégation des Alternatifs étaient multiples. Le Forum, quant à lui, fut suffisamment protéiforme pour que chacun y trouve son intérêt. Quelle analyse en commun entre ceux qui auront choisi les grands-messes avec Lula ou Chavès et ceux qui se seront investis dans le Off, avec les No-Vox et le Mouvement Hip-Hop brésilien ? Quelle convergence entre la préparation d'une réunion internationale sur la souveraineté alimentaire et la visite d'un campement des Sans terre ? Quel lien entre le forum sur l'immigration et la rencontre des partis radicaux ? Pourtant, rapidement, ce sont des analyses très proches qui émergent.

Globalement positif

Le bilan est globalement positif pour tout le monde. Pour Bernard Macret, qui vit son premier FSM, « *Le Forum Social a été un temps fort, il est porteur d'espoir et de changements profonds* ». Pour Roger Winthaler et Brigitte Carraz, « *En fait, en ce qui nous concerne, on peut dire qu'après le Forum Européen de Florence, de Paris, le Forum Mondial de Porto Alegre de 2003, c'est sans contestation le dernier, celui auquel nous venons d'assister, qui a été le plus porteur, le plus positif* ». Pour Roland Mérieux aussi « *il y a un saut qualitatif par rapport à Mumbai, même si ça s'est aussi traduit par une perte de la dimension profondément populaire du Forum à Mumbai* ». Le débat s'engage sur cette dimension plus ou moins populaire, mais tout le monde tombe d'accord sur un autre trait marquant quant aux participants : à propos de leur âge : « *Et puis des jeunes, des jeunes, des jeunes !* » s'enthousiasme Bernard. « *Il y avait du monde, beaucoup de monde, et notamment des Jeunes* » acquiesce Brigitte.

Belle ouverture

Les analyses convergent aussi sur la manifestation d'ouverture. « *Je n'ai pas ressenti la présence en principe massi-*

ve des participants (150 000 inscrits, 35 000 jeunes) ... Excepté lors de la manif d'ouverture » explique Michel Buisson. « *Personnellement, j'ai été frappé par les groupes palestiniens, mais également par une forte délégation juive, dont les membres vêtus de tuniques bleues, portaient l'étoile de David, et chantaient des chants hébreux pacifistes.* » raconte Roger. Il continue : « *Il y avait beaucoup de personnes issues de mouvements de la société civile. Par contre, les politiques étaient nettement moins présents que par le passé. Nous n'étions pas en période électorale et ceci explique cela* ». Pour Émile Ronchon, il s'agit d'un retour en arrière : « *Lors du FSM à Mumbai, les organisations politiques avaient été intégrées au Forum sans que cela ne pose de problème* ».

Le forum

Pour Roger, « *Les ateliers étaient nombreux, animés, souvent intéressants. Les thèmes des ateliers étaient variés et correspondaient aux propositions faites par les participants, ce qui a effectivement permis d'être au plus près des préoccupations populaires.* ». Bernard ajoute : « *Ce qui m'a frappé, c'est le mode d'organisation de ce Forum : des ateliers et des séminaires entièrement préparés par les associations participantes où chacune et chacun pouvait prendre la parole et être écouté avec respect. Terminées et disparues les conférences magistrales !* ». Michel est plus dubitatif. Même si, la diversité des thèmes aux propositions largement spontanées de qui voulaient en faire a conduit à une grande richesse au moins potentielle des débats » mais cela a aussi entraîné « *des thèmes un peu limites par rapport à l'altermondialisme* ». Toujours d'après Michel, « *Beaucoup de séminaires ont eu lieu avec au fond une banderole proclamant "permettre à chacun de saisir ses opportunités" et ont traité de gouvernance ou encore de responsabilité sociale des entreprises.* » « *Parmi les nombreux séminaires sur l'économie solidaire, certains relevaient aussi du gadget.* »

Quelques couacs

Les réserves de Roland sur la traduction sont partagées : « *bien sûr le manque de traductions, a parfois rendu la participation difficile* » raconte Michel, « *Mais*

cette fois-ci la disponibilité du programme dès la veille, le regroupement de tout le forum en un lieu unique au bord de la lagune avec le camp de la jeunesse en son milieu ... rendaient l'espace du FSM très sympa ». »

Bernard ajoute aussi, à propos du cadre : « *Chaque participant(e) avait la possibilité de se restaurer sur des "places d'alimentation" proposant des produits éthiques, biologiques et provenant du Commerce Equitable* ».

La démocratie aussi

Roger : « *Les plénières et les séminaires, par contre, étaient en nombre nettement réduit par rapport aux forums précédents, ce qui n'était pas plus mal dans la mesure où il y avait nettement moins de discours, de blablabla souvent inutiles et inintéressants. En d'autres termes, moins d'effets de parole mais plus de réflexions, de témoignages liés à des actions concrètes* ». Michel : « *L'absence de plénières proposées par les organisateurs a encore amplifié cette liberté, basée sur l'auto-organisation* ».

Bernard va dans le même sens : « *La démocratie active a été mise à l'ordre du jour, mais oui c'est possible, même à plus de 100 000 personnes. J'ai pu constater une forte participation populaire* ».

« *Cette forme d'atelier-séminaire sur plusieurs jours débouchant sur des propositions concrètes est vraiment novatrice et très efficace* ».

Nouvelle étape

Tous partagent aussi l'idée que ce forum engage une nouvelle étape de construction. Brigitte et Roger expliquent : « *nous pensons très sincèrement que nous sommes passés à une phase nouvelle qui permet maintenant de tisser des liens, de nous mettre en réseau. [...] Mais là aussi, il faut s'entendre sur les finalités recherchées, les mots employés. Mise en réseau ne doit pas signifier mise en place d'une super structure capable de couvrir, de coordonner, de contrôler l'ensemble des secteurs concernés* ». Pour Michel aussi, il y a une nouvelle étape : « *ce type de FSM à Porto Alegre me semble marquer la fin d'une étape qui a été fort utile pour la constitution et pour l'efficacité de l'altermondialisme* ». Tout comme Roland, Michel se félicite des décisions prises pour le prochain FSM : « *Il me paraît positif que pour 2006 (FSM éclaté) et pour 2007 (FSM en Afrique) des formes et des lieux dif-*

Les migrants au Brésil

Tel était le titre du Forum, auquel un petit groupe d'entre nous a participé, un peu par hasard, il faut bien le dire. Et nous n'avons pas été déçus. Il était question de réfugiés, d'accueil, de travail temporaire, de trafic d'organes, de logement, de discrimination, etc.

Nous avons appris qu'il y avait au Brésil des personnes qui venaient d'ailleurs (d'autres pays), mais aussi d'autres qui, à l'intérieur du Brésil, voyagent d'une région à l'autre. A Porto Alegre, Le record national a été battu : selon les statistiques, il y a environ 38,7% de migrants. Ici comme ailleurs, les autorités locales, la police en particulier, est très dure à leur égard. La pastorale des migrants qui était à l'origine de cette rencontre, essaie de remplir un rôle d'accueil.

Nous avons particulièrement apprécié le thème consacré aux médias dans le but d'analyser leur rôle et de constater que bien souvent, à travers eux, le mot étranger est lié aux mots : voleur – drogué – prostitué-e – fainéant – profiteur...

Cette approche fait, semble-t-il, recette auprès du public et contribue à installer un climat de rejet, de méfiance de l'autre. Et face à cette situation, le travail des chercheurs que nous avons rencontrés, consiste à rechercher les moyens, les méthodes qui devraient donner une autre image de l'autre, de l'étranger, avec des mots différents, des images expressives et porteuses d'espoir. On peut arriver à changer la vision du public, de l'homme de la rue.

Faut-il rajouter que les convictions fortes, le professionnalisme de nos interlocuteurs, nous ont fortement impressionnés ? Et après avoir été personnellement interviewés pour témoigner du travail que nous effectuons dans le cadre de la Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse, nous nous sommes promis de garder le lien, de travailler ensemble, d'échanger nos réflexions et nos pratiques.

La jeune psychologue (de mère brésilienne et de père allemand) nous a promis de participer au Colloque que nous organisons à Mulhouse en Automne et d'entrer en contact avec nos amis Allemands et Suisses.

A mon avis, c'est cela, la mise en réseau. Elle passe par des actions concrètes, car ne l'oublions pas : le lien est plus important que le bien. ■

Roger WINTERHALTER

férents soient retenus. Pour que le FSM continue de remplir sa fonction d'échanges, de débat, de confrontation. L'idée de mettre des campagnes à l'ordre du jour du FSM peut aussi permettre de mieux organiser et de faire progresser le débat altermondialiste. ».

Michel conclut sur le sujet : « Sans doute la lecture des propositions issues de différentes activités fera apparaître un bilan plus positif et justifiera la satisfaction de Gus Massiah, fin connaisseur en matière de FSM, qui déclarait lors du bilan organisé par le CRID, que ce FSM 2005 était à ses yeux le meilleur de tous ».

Brésil aux mille salaires

Mais il est impossible de ne parler que du Forum en faisant l'impasse sur le reste du Brésil ; sur ce que les membres de la délégation on pu voir et qui les a remué: Roger raconte : « La visite d'un petit quartier populaire avec notre ami Marcelo nous a permis de constater qu'au Brésil (comme ailleurs), les quartiers riches vivent retranchés dans de beaux immeubles grillagés, gardés, sécurisés et côtoient des quartiers pauvres où des hommes et des femmes trient les déchets (des riches) pour essayer de survivre ». Il continue : « nous avons été profondément choqués par certaines images. [...] En fait, nous avons été frappés, littéralement suffoqués par ces pauvres, ces exclus, ces habitants des favelas qui ramassent, trient les déchets des autres et notamment des riches ». « Pour nous c'était insoutenable, intolérable et on ne peut tolérer l'intolérable. »

Bernard lui aussi parle de cette pauvreté : « Nous avons aussi rencontré Anto-

nio de Carboneiro, président de l'association de recyclage écologique de la " vila dos papeleiros ". Cette visite m'a beaucoup marquée.

Antonio est un militant chaleureux et sincère vivant un quotidien plus que difficile dans une favela. Il nous a fait part de son découragement en ce qui concerne leurs faibles revenus et leurs conditions de travail extrêmement pénibles. Le témoignage d'Antonio et ses conditions de vie m'ont profondément interrogés. Il m'a paru complètement insupportable qu'on puisse laisser des êtres humains dans une telle misère. Au Brésil comme ailleurs, c'est aussi cela: les inégalités sont criantes et d'une violence incroyable ». Brigitte renchérit sur les inégalités : « A côté de ces cabanes apparaissent de belles villas, des immeubles de luxe gardés, protégés, sécurisés, qui nous rappellent que le Brésil est un pays riche dont les richesses ne profitent hélas qu'à une petite minorité qui évidemment se garde bien de partager. Ceci n'est pas nouveau mais au Brésil c'est particulièrement flagrant ».

Malgré cela, les impressions générales quant à leur séjour sont positives : pour Roger et Brigitte, « c'est aussi un peu ça l'enjeu du forum. En fait, il s'agit de se laisser surprendre, interpellé par des rencontres multiples. C'est effectivement dans cet état d'esprit que nous sommes allés à la rencontre de l'autre, de la ville, du forum. Et nous sommes allés de surprise en surprise. ». Bernard conclut « l'impression générale de mon séjour au Brésil, c'est que le changement, la radicalité, l'alternative au capitalisme peuvent venir de ce continent ». ■

Propos recueillis par MC

Réflexion sur l'immigration

Animée par
George Castella Sarriera
(Professeur à l'Université
catholique de Porto Alegre)

D'emblée, il est à relever la présence de Jeune : sur 24 participants, 18 de moins de 25 ans, fait révélateur des forums sociaux, mais encore plus particulièrement de celui-ci.

Des échanges de ce débat ressortent les problématiques suivantes :

- La discrimination des personnes est universelle.
- L'image négative dans la population est accentuée par les médias.
- Impact de l'Eglise en Amérique du sud et Amérique latine, qui facilite malgré tout l'acceptation de l'autre par cette culture chrétienne à l'opposé de l'Europe, où deux cultures se heurtent, chrétienne et musulmane. Et pourtant, les diversités ne sont-elles pas nos richesses ?
- S'intégrer sans perdre son identité.
- Créer une image positive.
- Lutter pour l'égalité des droits.

Reconnaître les compétences des uns et des autres. Tout ceci, un groupe de femmes péruviennes l'a mis en pratique et a abouti à une déclaration des droits des migrants. Ces femmes se sont mobilisées pour venir au Forum tout en n'ayant que deux Réais par jour (soit 0.60€) pour y vivre, mais elles sont là et témoignent. ■

Brigitte CARRAZ

Paroles de femmes

Rose, Rwandaise : « *le génocide, ce sont nos propres frères et sœurs qui ont tué nos propres frères et sœurs. Et si vous échappez au génocide, vous êtes emportés par la guerre.* »

Une histoire très traumatisante.

« *Je me suis engagée dans la vie, dans une Association de défense des droits des femmes et des enfants, parce que ce sont eux qui en ont le plus souffert. Une Association créée en 1991 (la guerre a débuté en 90): les personnes, du fait de la guerre, étaient déplacées, les femmes subissaient des viols tout au long de ces déplacements ; les enfants mouraient de faim et de soif. Puis, après la guerre et le génocide, beaucoup de femmes se sont retrouvées seules et les enfants orphelins. Plus de logement, plus rien pour vivre.* ». L'Association développe les rencontres. « *Les personnes s'ouvrent, chacun peut parler de son propre problème, se sent soulagé, peut continuer à vivre et retrouve l'espérance et l'espoir de vivre. Maintenant, la cohabitation est là.* ». Le gouvernement a mené une politique de réconciliation nationale :

- une nouvelle éducation à la tolérance, à la vie ensemble.
- chacun se sent transformé.
- des tribunaux populaires.
- un travail de réhabilitation collectif

et un travail de justice permettent de vivre ensemble.

Nassera, Algérienne : « *j'ai vécu des moments qui marquent une vie : - un pays en guerre civile, - la participation à des marches pour la paix, - une bombe qui a tué, à côté de moi, - grâce à un rassemblement de 350 Jeunes du monde entier à Alger, cela m'a permis de découvrir que je n'étais pas seule mais que l'on partage des problèmes ensemble et que l'on essaie de les résoudre dans une même direction.* »

Liliane, étudiante brésilienne, en travail social, traductrice bénévole au FSM : « *les pauvres, au Brésil, c'est un autre pays, les gens sont abandonnés, ils ne font pas partie de la vie politique, économique, sociale.* »

Angéla, Colombienne : « *en Colombie, la situation est très dure, mais malgré les militaires, la guerre, la faim, les gens sont étonnants d'espoir et de joie.* »

Des Péruviennes immigrées en Argentine se sont mobilisées pour venir au FSM avec 2 Réais par jour (soit 0.60€)

Rosas, Paraguayenne : « *nous avons mis en place un système d'échange local direct. 40 personnes se sont mobilisées pour venir au FSM.* » ■

BC

Quelle émancipation sociale et personnelle tout au long de la vie dans les différentes cultures et dans les différents pays ?

Cet atelier avait été organisé sur l'initiative du RECIT, le réseau des écoles de citoyens. Et c'est ainsi qu'environ 40 personnes ont échangé à travers des jeux d'expression et des jeux coopératifs. Un jeu intitulé le jeu de l'aveugle a permis aux uns et aux autres de prendre conscience d'un certain nombre de valeurs telles que la confiance dans l'autre.

Et par la suite, nous nous sommes réunis par petits groupes de 5 à 7 personnes où chacune et chacun a pu transmettre son expérience, son vécu. C'est à partir de ces témoignages que nous avons noté les différences et les convergences qui apparaissent.

Cette manière de procéder a permis à tout le monde de participer, de s'exprimer, de s'enrichir en quelque sorte de nos diversités et de découvrir nos ressemblances.

Après une restitution qui, il faut bien le dire, a été moins réussie, nous avons malgré tout pu prendre conscience de la nécessité de la mise en réseau. A cet effet, il convient de rappeler que RECIT est un réseau français dont le but est de rassembler des acteurs d'expériences porteurs d'émancipation (citoyens, porteurs de projets, élus, etc).

Les domaines d'intervention sont très divers, à savoir l'éducation populaire, l'action

sociale, l'environnement, la lutte contre les discriminations, les échanges internationaux, l'action citoyenne, etc.

En fait ce réseau réalise ce que j'avais préconisé à un moment donné au niveau des Alternatifs, à savoir la mise en commun et en lien des expériences alternatives porteuses d'espoir tant au niveau du fond que de la forme (les méthodes).

C'est donc dans cet esprit que j'envisage de m'y associer en espérant que d'autres s'y joindront. ■

Roger WINTERHALTER

Un camp pour les jeunes

Ziva! Trop d'la balle comment qu'ça assure l'campement des jeunes!

La place centrale occupée par le campement de la jeunesse aura sans doute été l'un des plus grands changements de ce forum.

Un petit tour au centre de l'espace dédié au forum, dans l'immense parc Mauricio Sirotsky Sobrinho, devenu le cinquième Campement intercontinental de la Jeunesse.



Photo:MC/R&V

Le long de trois sentes parallèles, judicieusement à l'ombre de grands arbres, le campement a poussé en bon ordre. Alignés le long de ces promenades, les stands fabriqués sur place abritent la cuisine du restaurant installé par une association venue d'une favela, une buvette tenue par des membres du MST ou l'échoppe improvisée d'un jeune vendeur de bijoux amazoniens pas particulièrement politique.

Un peu plus en retrait, les neufs grandes tentes installées pour les débats. «*En 2003, il n'y avait pas autant d'infrastructures pour accueillir les débats dans le camp. D'une manière générale, il n'y avait pas autant d'infrastructures*», explique Caroline Durães, l'une des organisatrices. D'autant que le FSM était centré sur un espace privé, l'enceinte d'une université privée¹. «*Mumbai a été un exemple : faire un seul espace, vraiment populaire* » ajoute-t-elle.

Sur les murs, on trouve des informations pratiques sur la localisation des sept centres d'action, des neufs tentes communes, des espaces d'occupation, des cuisines, des points de ventes d'artisanat, etc. «*Les choses fonctionnent comme dans une ville sauf qu'ici on mise sur l'autogestion. Chacun est responsable. Chacun s'organise pour que les choses fonctionnent. Par exemple, comme il n'y*

a pas de service de collecte de poubelles, chacun doit chercher les points indiqués pour jeter les ordures », ajoute Caroline.

Entre les tentes, quelques installations en permaculture : épicerie gérées par le MST, salles de réunions, de débats, de radios, de massage et l'accueil, toujours débordé.

Leonora Linhares fait partie des 300 volontaires qui s'occupent du camp. Elle court dans tous les sens dans cette ville miniature : régler des problèmes de voisinage, de nourriture, de gestion des déchets, de médecins.

Ensuite, on arrive aux douches en plein air (pour la plus grande joie des photographes de la presse brésilienne).

Et enfin les tentes, réparties en 22 quar-



Photographie publiée dans le *Correio do povo*

tiers.

Les quartiers ont été conçus par affinités de structures, de nationalités ou de sensibilités (Quartier des mouvements sociaux, des partis politiques, des Québécois...).

Dans la tente qui jouxte le quartier Hip-hop, dont les murs ont été ornés de quelques graffitis une centaine de jeunes écoutent d'autres jeunes. «*Les jeunes veulent vraiment participer à la construction de cet autre monde. Ils ne veulent*



Photo:MC/R&V

pas être de simples spectateurs mais un des acteurs. Ce camp permet un échange entre jeunes, un échange d'informations qui doit se poursuivre après Porto Alegre», lance Max K., jeune rappeur de Brasília.

Le quartier Libélule² semble le



Photo:MC/R&V

plus structuré. On y trouve même des noms de rues : l'avenue Chico Mendes, en hommage au militant écologiste assassiné en 1988, ou la rue Thomas Sankara. Daniel Rodimar et Diana Vieira y sont pour dormir. S'ils sont venus à Porto Alegre, c'est pour suivre les débats du Forum, pas pour participer au campement. «*Moi, ce qui m'intéresse, c'est ce qui se passe dans les espaces D et F³* », indique pour sa part, Gabriel Gonzatto, étudiant en Géographie, le nez dans le programme.

Dans le quartier d'Alphaville, du nom du camp retranché pour riches de São Paulo, Thiago Baptista, de Rio De Janeiro, scande «*Je suis radical, pas un valet du gouvernement fédéral* ». Thiago est venu avec le PSTU, scission de gauche du PT. Il aime l'esprit du forum. «*On ne changera pas le monde simplement en boycottant Coca-Cola ou en tentant de donner forme humaine au capitalisme. Le capitalisme ne peut être amendé. Il doit être détruit. Or ici, on ne débat pas de comment composer avec le capitalisme, mais de quoi faire à la place* ».

Dans le quartier suivant, baptisé «*Bande de Gaza* », il est encore un peu tôt pour les débats. On traîne. Leonardo Alexandre Pletsch et ses amis viennent de São Leopoldo, dans la région de Porto Alegre. Leonardo est heureux: «*C'est si important pour moi. Tellement de gens imaginant des choses si différentes pour la planète ! C'est de super bonnes vi-*

brations. J'peux pas l'exprimer en mots, mais c'est quelque chose de précieux. !»

Pour Jipé, un jeune Suisse, «Le camp est la chose la plus importante du Forum. Je vais faire du jonglage avec ces copains de la Bolivie, du Pérou et de l'Argentine».

Quartier punk.

Il faut être courageux, quand la température flirte avec les 40° pour porter les jeans moulants, les rangers et le blouson de cuire. Chapolim, jeune punk de Rio de Janeiro essaie de vendre quelques cartes postales qu'il a fabriquées. Le FSM, ce n'est pas son affaire : «Ce mouvement ressemble à une grande fête or il n'y a rien à fêter. La situation est grave. De plus, tu trouves toujours une personnalité au centre de chaque atelier. Un

mec qui ne représente rien et moi je veux pas qu'il me représente».

Autre quartier

Pablo Marlin et d'autres jeunes du groupe Circo Voador discutent de la programmation des activités. Ici, les actions tournent autour des questions de sexualité.



Photo:MC/R&V

Alan Diordio étudie la communication. « Dès qu'on a appris ce qui allait ce passer à Porto Alegre, on s'est dit « allons-y ». Je suis ici pour partager une expérience avec mes amis et avec des gens

que je ne connais pas. Je suis ici pour apprendre comment faire au mieux avec ce que je refuse de faire avec : les inégalités sociales, la pauvreté, l'illettrisme ».

Alan s'intéresse en particulier aux débats sur l'intégration sociale, « l'inclusion ». « Nous sommes sur la même planète. À quoi ça rime d'y être ensemble et de ne rien faire collectivement ? » Pour Izzy Rhoads, USA, le campement est un bon exemple : « toutes ces personnes, venues de tant de pays différents vivent ensemble dans un espace réduit en utilisant les mêmes ressources. Ça prouve que c'est possible. »

Izzy fait partie des participants venant des USA, le pays attaqué partout dans le forum. « Ça ne me dérange pas. Je pense même qu'ils ont raison ». Izzy est le plus jeune d'un groupe de cinq personnes. « La politique économique dans mon pays créé des richesses pour une poignée de personnes et dévaste sur le

Les enfants des fleurs, ceux d

Sur la terrasse de l'hôtel Ritter, le QG que le CRID s'est choisi le temps du Forum, il n'y a pas qu'une piscine, il y a aussi une belle vue sur la lagune de Porto Alegre. En regardant un peu plus au Nord, on peut aussi voir les toits de tôle ondulée du quartier de Flores (les fleurs).

Les enfants des fleurs

C'est là que vit une grosse communauté de Papeleros, les chiffonniers qui traversent toute la ville, tirant derrière eux d'énormes charrettes à bras.

Il y a quelques mois, un incendie a rasé en une heure la moitié de la favela. « Mais sans faire le moindre mort, ni de blessés » se félicite l'un des responsables de cette communauté.

Depuis plus de 16 ans, avant même l'arrivée à la Mairie du PT, ils ont bataillé pour garder leur local, puis pour l'améliorer. Ensuite, ils se sont totalement investis dans le budget participatif pour continuer cette lutte. Un hangar commun, payé par la mairie pétiste, leur sert de lieu de tri des déchets

recupérés, tri qui s'effectue pour partie en groupe, et pour partie individuellement.

Dans peu de temps, les habitants devraient bénéficier de logements en « dur », quand leur quartier sera totalement remodelé.

L'un des fils des Fleurs (Flores) raconte qu'il a couru tous les FSM tenus à Porto Alegre afin que « toute la Planète connaisse les engagements de la municipalité » vis à vis d'eux, et que si, par malheur elle ne les respectaient pas, ils sauraient aussi « le faire savoir au Monde ».

La favela de Flores



reste de la planète la nature et les êtres humains » ajoute son voisin Nathaniel Lippert, 21 ans. « Être ici c'est avoir la chance de participer à la résistance globale à ce phénomène ».



©Zéro Hora

Son amie Megan Brooker est assommante de confiance dans le futur : « Les gens qui sont au pouvoir aujourd'hui sont, d'une certaine façon, sur leur lancée. Le futur sera à nous. Donc, si les choses ne changent pas d'ici là, nous devons nous en occuper. Donc, c'est vraiment important de travailler avec d'autres gens et de voir la jeunesse du monde entier

venir ensemble et essayer de créer un nouveau futur ».



Campement de la jeunesse

Photo:MC/R&V

Il est presque midi. Une bonne partie de jeunes en profitent pour se doucher. D'autres, comme l'Uruguayen Frederico, jouent de la flûte à l'ombre d'un arbre. Amanda, elle, n'a pas le temps de lire. « Le gaz est fini alors j'ai dû allumer un feu pour faire la cuisine pour notre groupe. On est cinq et je pense que je ferai la cuisine pendant tout le forum » s'indigne la jeune fille.

Le campement de la jeunesse a ouvert le 24. Deux jours après, 5000 jeunes l'avaient rejoint. En tout, plus de 30 000 personnes y auront passé au moins une nuit. ■

MC

1. La PUC, Pontificia Universidade Católica
2. La libellule était de loin l'insecte le plus présent du campement, dans des proportions parfois étonnantes.

u commerce, ceux du forum

Fils de Commerce

En face des chapiteaux accueillant les débats sur l'« Économie souveraine, pour et par les peuples, contre le capitalisme néo-libéral », s'élève un gigantesque centre commercial, tout propre, tout moderne, tout climatisé, au milieu de son jardin « public sponsorisé » aux allures d'allée triomphale avec ses colonnades.

Ici le Brésil, enfin le Brésil qui compte économiquement, vient flâner à l'américaine, des lieus au dessus de la po-

-pulace et du bruit. Des employés en uniforme sont là pour s'occuper des enfants, permettant aux parents de vaquer à leurs emplettes en toute quiétude.

Les fils des Fleurs, ceux du centre commercial, et les participants au forum sont dans la même ville. Tous se croisent. En s'ignorant ?

Ceux du forum

Les Papeleros sont allés à la rencontre des altermondialistes, animant un or-

-tège lors de la manifestation. Chaque jour, ils se rendent visibles, animant des débats, discutant, interpellant, tout en poursuivant leur tâche harassante et routinière du ramassage de nos déchets. Des passerelles s'établissent qu'il ne tient qu'à chacun de multiplier, de renforcer.

En revanche, l'abîme qui existe entre les fils des Fleurs et ceux du Commerce ne semble pas prêt de se combler, malgré les belles paroles de nos gouvernants à Davos. ■

MC



Gus et Chico défend

Cela se passe la veille de la manifestation d'ouverture, dans un hôtel à proximité de la gare routière, où la majorité des associations et ONG francophones ont élu domicile durant ce FSM. Il y a là près de 200 personnes, dont la présence a été coordonnée par le CRID et *Coordination Sud*.

Chacun se présente. Les plus grandes délégations sont celles du CCFD (*Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement*), avec 80 personnes dont la moitié de partenaires des pays du Sud, du *Secours Catholique*, environ 70 personnes, des *Amis de La Vie*... Une majorité d'ONG chrétiennes donc.

Bien sûr, les associations non confessionnelles sont aussi là. *Artisans du Monde*. Ou encore *Les Pénélopes* qui comptent réaliser à six (dont deux Françaises, une Bulgare, une Philippine, une Iranienne, une Brésilienne) un quotidien bilingue durant le FSM comme elles l'ont fait lors des derniers FSE. *Peuples Solidaires*, venus avec des représentants syndicaux des cueilleurs de bananes du Honduras ou des salariés des « *maquilladoras* » de la frontière du Mexique et des USA. La LDH. Le *Mouvement de la Paix*. Ou encore *Les 2 Rives* (de la Méditerranée), avec notre ami Tarek et une délégation tunisienne qui tente de monter un forum

social dans ce pays fort peu respectueux de ce qui n'est pas directement contrôlé par le pouvoir.

Le Forum selon Chico

Chico Witaker, un des initiateurs des FSM, Brésilien, mais longtemps réfugié en France, commence par tordre le coup au soit-disant essoufflement des FSM, selon certains gros médias. Selon lui, quelques-uns sont épuisés à « *jouer les globe-trotters de l'altermondialisme* ». Mais quand il demande qui participe à son premier FSM, une majorité de mains se lèvent...

« *L'Humanité a rendez-vous avec elle-même ! Ce forum est bien sûr l'occasion de connaître d'autres actions, de revenir un peu plus conscient, de mettre en place d'autres actions* ». Attention prévient-il ! Ce Forum est politique, mais ce n'est pas un lieu ouvert aux Partis politiques. Pourquoi ? Parce que les Partis introduisent la concurrence entre eux, la lutte pour le pouvoir. Et qu'ils ont suffisamment prouvé leur incapacité à changer le monde. En revanche, l'ambition des forums sociaux est de réveiller les forces politiques endormies, la myriade de citoyens engagés qui dans des associations,

qui dans des ONG... Pas de « *lever une nouvelle armée, pas de prétendre les articuler, mais juste de créer des occasions pour nouer des réseaux horizontaux* ».

Et cette méthode a prouvé son efficacité. Par exemple, contre l'adoption en catimini de l'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements en 1998 à l'OCDE). Ou encore, avec les manifestations contre la guerre en Irak le 15 février 2003 partout dans le monde, qui ont réuni plus de 15

Quid du CRID ?

Collectifs d'ONG françaises. Le CRID, *Centre de Recherche et d'Information pour le Développement*, rassemble quarante sept associations de solidarité internationale, s'appuyant sur environ 7500 groupes locaux et 180 000 bénévoles.

On y retrouve par exemple le CCFD, la CIMADE, *Peuples Solidaires*, *Emmaüs*, le *Secours Catholique* ou le *Secours Populaire*...

Coordination Sud regroupe quant à elle une centaine d'ONG de développement et d'action humanitaire : c'est un lieu de concertation avec les Pouvoirs Publics français. Le CRID en est membre. ■

Société civile, ONG, gouvernance...

La « *Société civile* ». Tout le monde s'y réfère, à commencer par les Forums sociaux. Mais cela recouvre quoi au juste ? Le *Larousse* reprend la définition d'Hegel : « *Ensemble des liens juridiques et économiques unissant les individus dans des rapports de dépendance* ». Mais aujourd'hui, ce terme recouvre tout ce qui n'est pas du ressort direct des Pouvoirs publics (des collectivités locales aux institutions internationales en passant par les gouvernements) et des Partis politiques qui sont censés les gérer.

LA SOCIÉTÉ CIVILE

Il y aurait tout un travail à effectuer sur l'histoire de ce mot, mais il semble bien que son émergence soit tout à fait con-

temporaine de la remise en cause des compromis sociaux au sein des Etats-Nations et de la mondialisation capitaliste.

Une communication récente de la Commission Européenne¹ tente une recension « *en absence de définition commune, voire juridique* ». Ce terme désignerait selon elle cinq types d'organisations :

- « *l'ensemble des organisations regroupant les différents acteurs du marché du travail* » [il n'y a pas si longtemps, on parlait encore de partenaires sociaux];
- *les organisations représentatives des milieux socio-économiques hors marché du travail*, [comme les organisations de consommateurs];
- *les ONG qui réunissent des gens autour des causes communes*, [notamment les

organisations de défense de l'environnement et des droits de l'Homme, les organisations caritatives...];

- *les organisations de base communautaires*, [par exemple les mouvements de jeunesse, les associations familiales, et toutes les organisations de participation des citoyens à la vie locale et municipale];
- *les communautés religieuses* ».

Il existe une base de données spécifique: la CONECCS, qui recense les organisations de la « *société civile organisée* » présentes dans au moins trois pays de l'Union Européenne ou candidats. Force est de constater que la très grande majorité sont des organisations patronales !

ent leur mondialité

millions de citoyens. Bien sûr, elles n'ont pas empêché l'aventurisme bushien, mais du moins ont-elles renforcé la détermination des gouvernements opposants, notamment européens.

Pour lui, elle a prouvé son efficacité sans comité central : « *ce n'est pas au Conseil International du FSM de lancer des mots d'ordre* ». A chacun de travailler dans les réseaux, de convaincre les autres de la justesse de telle ou telle initiative !

C'est pourquoi, il n'y a pas lieu de faire un « *document final du FSM* », mais bien, à l'inverse, plusieurs centaines d'issues directement des séminaires et ateliers : 2500 seront organisés durant ce 5^{ème} FSM, dont « *aucune par le Comité International* ». Le « *mur des propositions* » est d'ailleurs là pour les collecter, et le tout sera mis en ligne sur le site Internet des FSM.

« Le FSM ne perd pas le souffle. Des mouvements altermondialistes, peut-être. Eh bien que ce FSM soit l'occasion pour eux de le retrouver ! ».



Chico Withaker

Photo:PC/R&V

Gus esquisse des évolutions

Gus Massiah est beaucoup plus connu des militants français, comme animateur historique du *CEDETIM* et du *CICP* (le « *21^{ter}, rue Voltaire* », lieu alternatif s'il en est, qui héberge dans le 11^{ème} arrondissement de Paris une kyrielle d'organisations que les RG qualifient habituellement de « *subversives* »). C'est aussi un des membres du Comité International des FSM, d'*ATTAC*...

Selon lui, très loin de s'épuiser, le processus des forums sociaux s'élargit de plus en plus.

Géographiquement d'abord, surtout depuis le FSM de Mumbai en 2004. On le constatera dans celui-ci avec des délégations nombreuses d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Centrale et du Nord dans un processus qui était historiquement surtout Latino-américain et Européen.

Socialement aussi. On est loin de l'image des « *intellectuels socialement frustrés* » trop souvent véhiculée par les médias. Les syndicats sont de plus en plus nombreux, notamment comme organisateurs de séminaires, de manifestations...
.../...

Petit vocabulaire à l'usage de ceux qui essaient de suivre les débats internationaux.

Le *Livre Blanc européen sur la Gouvernance* note que « *La société civile [...] offre aux citoyens un canal structuré pour des réactions, des critiques, des protestations, [...] et fournit les services correspondant aux besoins de la population* ».

On retrouve là **les deux principaux écueils de cette notion** de « *société civile organisée* » :

- d'une part, on lui assigne volontiers **le rôle de pompier déserté par les Etats** et les services publics (voir le Dossier du *Monde Diplomatique* de novembre 2004, notamment « *Les périls du tout humanitaire* » d'Arundhati ROY) ;

- d'autre part, **on ne reconnaît que les « organisations responsables »**, qui, en grossissant, en se profes-

sionnalisant deviennent rapidement dépendantes à la fois de la charité publique (donc de la pub pour les appels de fonds) et des budgets publics, qu'il s'agisse des collectivités locales, des gouvernements ou de la Commission Européenne.

Cette dépendance oblige rapidement à une soumission aux pouvoirs politiques et économiques, voir ce qui est arrivé à Oxfam au Royaume-Uni dans les années 1980². Et cela permet de bien canaliser la « *grogne* » comme disent aujourd'hui les gros médias.

LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

En tant qu'altermondialiste, on pense spontanément au *Budget Participatif*, voire à l'autogestion des entreprises et

des services publics. Et bien on n'y est pas du tout ! Le traité constitutionnel européen³, , définit ainsi les « *principes de la démocratie participative* » :

« *Les institutions entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile* ». Les mots à la mode sont tous là, mais ils n'engagent strictement à rien !

E.R.

1.COM (2002) 704

2. (interview de Raoul-Marc Jennar dans *Rouge & Vert* n°210)

3.Article I⁴⁷

.../... Le *Mouvement des Sans Terre* brésilien est très investi cette année. Autre exemple, l'occupation par le réseau *No Vox* d'un immeuble de bureaux, avec le *Mouvement National des Mal Logés* brésiliens, une délégation de Dalits indiens, *Droits Devant !*.

Un élargissement générationnel, surtout avec le campement intergalactique de la jeunesse, qui réunit 35 000 personnes au cœur même du Forum..

Un élargissement thématique enfin, avec la mise en place de forums de

l'éducation, de l'eau, des juges, des élus locaux...

Gus résume le tout en « *nouvelle forme d'expertise citoyenne en relation directe avec les luttes et les expériences* ». Certes, selon lui, on a gagné une bataille des idées, face aux théories de la



L'occupation organisée par les No-Vox et le MNLM

Photo:MC/R&V

Il y a deux façons de préparer son forum social mondial à Porto Alegre : courir dans tous les sens pour trouver le programme ou bien faire une occupation.

C'est cette deuxième option qu'a choisie le MNLM (*Movimento Nacional de Luta pela Moradia*), un mouvement de mal logés brésiliens soutenu par le réseau *No Vox* (outre plusieurs mouvements de *Sans* français (sans papiers, DAL., Droits Devant!!, A.P.E.I.S., AC!...) *No Vox* regroupe des mouvements Dalits indiens, des mouvements de *Sans* Japonais...)

C'est entre une heure et quatre heures du matin, dans la nuit du 24 au 25 janvier que des familles brésiliennes ont été acheminées par un bus aux rideaux fermés, pour faire au plus discret, afin de prendre possession d'un immeuble sur la principale avenue de Porto Alegre, Borges de Medeiros.

Cet immeuble, un ex-centre de soins abandonné depuis quelques années, dépend de l'Etat du Rio Grande do Sul, passé du PT à la droite et du mi-

Ocupação!

nistre de la Santé, ancien gouverneur de l'état.

Le choix d'un immeuble « fédéral » à l'ouverture du Forum n'est pas un hasard. En effet, la droite brésilienne locale, notamment avec Rigotto -le gouverneur- et Fogaça -le nouveau maire de Porto Alegre-, a décidé de faire bonne figure par rapport au Forum. Le but de l'action est donc de profiter de la brèche ainsi ouverte pour insister sur la « *fonction sociale des bâtiments publics* » tel que le revendique le MNLM. D'ailleurs une action similaire avait été menée lors du premier FSM. Côté boutiqueur, notons que le soutien des Alternatifs fût pour le moins visible.

Reste qu'utiliser le Forum Social Mondial pour cette action a un revers. Le bâtiment risque fort d'être repris à la fin du forum, après le départ des journalistes.

Le MNML va engager de nouvelles négociations, la Lutte continue ! ■



Militant du MNLM dans le bâtiment occupé Photo:MC/R&V

fin de l'Histoire, du fatalisme qui dominait encore au milieu des années 90. La Taxe Tobin est désormais évoquée à l'ONU ou au G8. 640 collectivités locales en France (réunissant 60% des habitants), mais aussi au Québec, en Autriche, et même San Francisco (Californie) se sont déclarées « zones hors AGCS » (Accord Général sur le Commerce des Services, dans le cadre de l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce).

Cependant, ajoute-t-il, il ne faut pas cacher les problèmes. Le mouvement altermondialiste est aux prises avec de très fortes contradictions. Par exemple, certaines collectivités locales déclarées hors AGCS n'en privatisent pas moins leurs services publics, ou bien prennent des arrêtés expulsant des sans-logis...

Face au rouleau compresseur de la révolution conservatrice, à ses offensives de plus en plus destructrices des solidarités, qu'est-ce qu'on peut faire de plus ?

Quels sont les voies possibles d'avenir et de consolidation qui sont évoquées aujourd'hui ? Il en voit quatre.

1. Continuer comme aujourd'hui à construire patiemment les réseaux par des Forums Sociaux locaux, régionaux, continentaux ou mondiaux, en favorisant la convergence des mouvements autour de l'accès aux droits et à la démocratie généralisée à tous niveaux.
2. Dégager quelques campagnes et y concentrer l'action afin de les gagner, comme l'annulation de la dette des pays du Sud, ou encore l'atteinte des Objectifs du Millénaire (voir article).
3. Travailler à approfondir la démocratie non gouvernementale.
4. Travailler en priorité avec quelques gouvernements qui appliquent réellement une nouvelle politique, plus conforme aux aspirations du mouvement altermondialiste. Hier on espérait en Lula. Aujourd'hui en Chavez ?

Visiblement, tant pour Chico que pour Gus, ces voies ne sont pas exclusives les unes des autres.

Les Alternatifs pourraient souscrire pleinement au premier objectif, avec sa préoccupation permanente d'autogestion du processus.

Mais il n'est pas interdit de se poser des questions sur les autres voies esquissées. Qu'est ce qu'une diplomatie non-gouvernementale ? Travailler prioritairement sur quelques thèmes, surtout ceux imposés par l'agenda des chefs d'Etat (objectifs du millénaire), ne risque-t'il pas de se terminer en célébrant des consensus sur la poursuite de la révolution conservatrice en l'aménageant juste à la marge ? Quant à se mettre à la remorque d'un modèle, qu'il soit Pétiste brésilien, néo-bolivarien ou autre, nos prédécesseurs, voire beaucoup d'entre nous ont déjà donné, merci! ■

Emile RONCHON

Si tous les mous du monde ...

Un autre forum, pour tous les François Hollande du monde

Telle l'algue verte en Méditerranée, une plaquette rose a envahi les tentes de l'espace I. Il s'agit d'un dépliant de présentation du GPF, le Forum Progressiste Mondial, qui vise à « reformer la mondialisation en créant des communautés progressistes pour le changement ». Reforme la mondialisation par la création de communautés pour le changement ! Mazette !

Ce brûlot de radicalité torride est présidé par la crème de l'altermondialisme :

Il est présidé par **Nyrup Rasmussen**, du Parti Socialiste Européen qui, en tant que Premier ministre social-démocrate danois, a su démanteler les services publics, augmenter largement les marges bénéficiaires des grandes entreprises et fait exploser le chômage et une vague de xénophobie sans précédent dans ce pays. Il est entouré de **Maria Joao Rodrigues** (de l'Internationale Socialiste) et de **Harlem Désir** (ancien producteur de badges jaunes). Heureux bouquet !

Dans leur réseau, le GPF souligne être en partenariat avec diverses structures de l'ONU (UNCTAD, UNDP), des ONG (Oxfam...) et même la Banque Mondiale !

Le GPF veut « un nouveau projet humain pour conduire notre planète vers une ère de prospérité, de paix et de justice ».

La première étape pour se faire ne consiste pas à prendre le maquis avec un passe-montagne et un dictionnaire de rimes dans la poche, mais à constituer « une alliance progressiste des politiciens socio-démocrates au pouvoir ou dans l'opposition, d'or-

ganisations de la société civile, de syndicats, d'entreprises éthiques, d'universitaires et d'autres forces progressistes ».

Quant aux activités quotidiennes, ça commence déjà fort. Voici la liste in extenso des activités en cours du GPF :

Le GPF a participé à l'édition d'une plaquette à destination des jeunes européens pour les encourager à avoir recours au préservatif (ils peuvent même signer une pétition pour que « on » donne des moyens à la recherche contre le SIDA).

Le GPF souhaite aussi une réforme de Bretton Woods. Enfin ... Il s'agit pour l'instant de promouvoir l'idée de la nécessité d'une réforme. Et de débattre bientôt de tout cela.

Le GPF va aussi faire de l'Afrique un sujet important (dès septembre 2005), s'atteler à travailler à des approches plus « efficaces des questions environnementales ou de pauvreté dans les politiques mondiales ».

Le GPF va même inviter des militantes féministes reconnues internationalement « à venir débattre ». Et, s'il y a le temps avant le dessert, le GPF se posera aussi les questions de « l'amélioration » et du « renforcement » dans les domaines du droit syndical, de l'aide internationale et de la « dimension sociale de la mondialisation ».

Tremblez puissant, Jacques Chirac n'est plus seul, les socialistes européens aussi veulent réformer la misère en salon ! ■

MC.

Si vous y tenez vraiment : globalprogressiveforum.org

La D.N.G

La « diplomatie non gouvernementale » veut s'imposer en 2005

Les ONG sont depuis l'origine reconnues par l'ONU, au sein du Conseil Economique et Social. Au début du XX^{ème} siècle, la Société des Nations avait dévolu à la Croix Rouge nombre de missions internationales, en particulier la surveillance de la Convention de Genève.

Aujourd'hui, plus de 2 500 ONG ont un statut consultatif reconnu à l'ONU (dont 38% d'origine européenne). Devant l'impuissance des Gouvernements à progresser ensemble dans les domaines social, environnemental ou de paix, les ONG qui en ont les moyens interviennent de plus en plus dans les négociations internationales. Greenpeace a montré l'exemple lors

du Sommet de la Terre à Johannesburg en 2002, en imposant assez largement l'agenda des discussions intergouvernementales sur l'environnement, même si les résultats concrets ont alors été plus que modestes.

L'ambition est désormais clairement d'en faire autant sur les objectifs sociaux. Il faut dire que les Gouvernements ont donné des verges pour se faire battre en adoptant « *les objectifs du millénaire pour le développement* », sans doute pour mieux faire passer à leurs opinions publiques l'ouverture simultanée du cycle de Doha à l'OMC qui vise clairement à « libéraliser » les règles économiques et commerciales.

LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRES

Peut-être avons-nous tort de ne pas prendre au sérieux ce genre de déclaration intergouvernementale ! En tous cas, de nombreuses ONG ont décidé de les prendre au mot.

De quoi s'agit-il ? De **huit objectifs**

chiffrés auxquels ont souscrits 191 Etats.

1. Réduire de moitié l'extrême-pauvreté (personnes au revenu <1US\$/jour) et la faim entre 1990 et 2015 ;

2. D'ici 2015, donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires ;

3. Eliminer les disparités entre les sexes d'ici 2005 dans l'enseignement primaire et secondaire, à tous niveaux d'ici 2015 ;

4. Réduire des 2/3 la mortalité des enfants de moins de 5 ans entre 1990 et 2015 ;

5. Réduire des 3/4 la mortalité périnatale entre 1990 et 2015 ;

6. D'ici 2015, avoir stoppé la propagation du SIDA et avoir maîtrisé le paludisme et d'autres grandes maladies ;

7. Réduire de moitié d'ici 2015 la population n'ayant pas accès de façon durable à l'eau potable et améliorer « sensiblement » la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.

8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement (suivent là des tas de mots très à la mode tels que « bonne gouvernance », « système commercial et financier ouvert »,

« endettement viable », « accès aux nouvelles technologies », « partenariat avec le secteur privé ».

Ce n'est donc vraiment pas un programme révolutionnaire. On retrouve d'ailleurs de nombreux mots clefs, balises obligatoires de toute déclaration internationale pour satisfaire le catéchisme capitaliste, et aussi une méthode éprouvée du management d'entreprise, avec des objectifs chiffrés. Cependant, même s'ils peuvent paraître modeste, ces objectifs chiffrés n'en restent pas moins totalement inaccessibles avec les politiques menées aujourd'hui.

Tant qu'ils seront rappelés, ils feront désordre et empêcheront les séances

d'auto-congratulation qui concluent les sommets internationaux, des G8 à l'OMC. Dès 2004, le Secrétaire Général de l'ONU a annoncé qu'au rythme actuel de la marche du monde, il faudrait 150 ans pour arriver aux objectifs du millénaire !

LE BANDEAU BLANC, DE PORTO ALEGRE À DAVOS

Quand on a su que Lula devait venir au FSM, on s'est tous dit : « *il va y avoir du sport !* ». On n'a pas été déçus : impossible de s'approcher du Gigantinho, entre les haies de militants « 100% Lula » et les opposants de gauche à la politique interne du président brésilien, qui ne faisaient pas non plus dans la dentelle en brûlant son effigie. Du coup, on est passé à côté du fond de son discours. On s'en est aperçus le lendemain en constatant qu'un énorme dazibao « *Action mondiale contre la pauvreté - whiteband.org* » flottait sur toute la hauteur du bâtiment administratif de l'Etat, à proximité du FSM. Et aussi le surlendemain quand on a lu que Lula avait été rejoint par Bono (le chan-



Photo: BiFSm

teur de U2) et d'autres stars pour faire la promotion de cette initiative à Davos.

Le marketing marque donc d'emblée cette « *diplomatie non gouvernementale* », paradoxalement portée par un des chefs des Etats les plus puissants de la Planète. Mais derrière, on compte aussi les plus grandes ONG internationales. Les Oxfam, Action Aid, World Vision, les collectifs d'ONG brésiliennes ou arabes... bref un panel jamais réuni dans une même campagne jusqu'à aujourd'hui ! Le consensus s'est fait surtout autour des objectifs du millénaire, en y ajoutant « *l'annulation de la dette des pays les plus pauvres* », une « *hausse significative de l'aide internationale* » et « *des règles commerciales plus équitables* ». En revanche, pas trace d'une taxation des flux financiers ou de la lutte contre les paradis fiscaux...

En France, la mobilisation a pris le nom de « *2005 : plus d'excuses !* ». Elle est coordonnée par le CRID, Coordination Sud, le CCFD, Agir Ici, le Secours Catholique... et aussi la CFTD ! J'entends déjà les ricanements. Mais SUD-Solidaires et la CGT, entre autres, ont aussi signé l'appel !

Le mode d'action proposé fait aussi dans le marketing au goût du jour, comme l'invitation à un « flash-mob » à 19h15 le 1er juillet 2005, lors du sommet du G8. Kesaco ? Une sorte de happening. On est invité à mettre son bandeau blanc (symbole de l'action), à tomber par terre à son tour ou à claquer dans les doigts toutes les 3 secondes (« *la pauvreté tue un enfant toutes les 3 secondes* »), le tout en groupe sur les places publiques. D'autres actions sont prévues lors du sommet de l'ONU en septembre, et aussi de la conférence ministérielle de l'OMC à Hong-Kong en décembre.

Il est sûr que tout cela va être fort médiatique. Quant à avoir un réel impact sur les décisions gouvernementales ?

UNE CONTR'EXPERTISE

L'autre aspect, plus convaincant mais moins nouveau, de cette « diplomatie non gouvernementale » qui s'esquisse est le recours à l'expertise pour contrer le discours libéral et moralisateur dominant : « ouvrez vos marchés, déréglementez, sinon vous êtes coupables d'accroître la pauvreté ».

Face aux rapports de l'OCDE et de la Banque Mondiale, parfois d'une pauvreté aussi affligeante que celle qu'ils

prétendent combattre (voir le dernier rapport de la BM qui n'envisage que l'accès au marché et la facilitation des investissements étrangers pour combattre la pauvreté), il faut être capable d'analyses fouillées et convaincantes.

Cependant, associer à des analyses dissidentes des économistes, des sociologues, des historiens... reconnus par le gotha n'est pas si aisé. Ce qui est arrivé à Joseph Stiglitz, pourtant prix Nobel d'économie, et malgré tout assez largement ringardisé aujourd'hui pourrait en faire réfléchir quelques-uns !



Photo:MC/R&V

Ensuite, construire des contre-arguments crédibles n'est peut-être pas le plus difficile. Mais ce ne sera utile que si des forces sociales les portent ensuite, qu'il s'agisse de la « société civile » ou de mouvements politiques qui ne s'en servent pas uniquement comme arguments de campagne, en les oubliant sitôt arrivés au pouvoir.

Il nous appartient de gagner la bataille de l'opinion publique ici avec des arguments qui tiennent sur la durée. La campagne référendaire sur le traité constitutionnel européen est à ce niveau un véritable test ! L'expertise a déjà été assez largement menée. Il faut maintenant être capables de populariser nos arguments, malgré la contre campagne pour le oui tout à fait putassière qui s'amorce (avec Le Pen comme épouvantail) et contre l'essentiel des grands médias.

On est bien loin de la diplomatie, c'est juste de l'action politique ! En revanche que cette action soit coordonnée au niveau international, c'est évidemment extrêmement positif. ■

Emile R.

La croisade mondiale contre la pauvreté

Ce sont les invectives et l'excitation des supporters bleus ou rouges (les couleurs des deux équipes de foot irrémédiablement concurrentes de Porto Alegre) que le stade Gigantinho accueille d'habitude. Aujourd'hui, ce sont les T-shirts rouges contre d'autres T-shirts rouges pour ce derby particulier entre, à ma droite, les supporters de Lula (estampillés « 100% Lula ») et, à ma gauche, la gauche du Parti des Travailleurs et ses diverses scissions (Psol, PSTU). Le match est rapidement joué dans les tribunes : écrasante supériorité numérique des 100% Lula parmi les 20 000 participants. Amère, une élue locale de la gauche du PT souffle : « *Ils les ont ramassés en car dans toute la région, ces « 100% Lula ». Tout ça pour remplir la salle. C'est quoi, ces pratiques ?* ».

La réunion tarde à commencer alors que les deux camps tentent d'occuper au mieux l'espace sonore. A la tribune, Coumba Touré, responsable de l'ONG malienne Ancefa1 donne le coup d'envoi de « l'Appel global pour l'action contre la pauvreté ».

Puis la Kenyane Wahu Kaara, membre du Secrétariat du Forum social africain, a su ramener un peu de calme en évoquant « *l'expérience africaine de la misère depuis l'esclavage* », et particulièrement la misère des femmes. Mais ce

n'est pas pour faire porter au seul colonialisme et néo-colonialisme la responsabilité de la situation africaine. « *Ce sont les leaders et en particulier nos leaders africains qui se défont sur la traite négrière et continuent ainsi de refuser de porter leurs responsabilités et d'être comptables vis-à-vis .../...* »



Lula

Photo:BiFsm

.../... e leurs peuples». Le silence s'est fait... le discours volontariste. « Les Africains sont désormais déterminés à choisir eux-mêmes leur destinée » dit-elle. En particulier, « les Africaines qui portent, au premier chef, le fardeau de la misère et des souffrances » et qui ont décidé « de ne plus mourir pour l'Afrique mais de vivre pour l'Afrique ». Et pour elle, où qu'ils puissent aller, les leaders du monde se verront rappeler leurs responsabilités et leur devoir de répondre de leurs actes.

Le public vient d'oublier, pour un court instant Lula.

La campagne a pour objectifs d'organiser cette année une mobilisation globale contre la pauvreté et pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (CF. article page de gauche).

Coumba Touré remet le symbole de la campagne, un ruban blanc, à Lula en ajoutant, la voix tendue par la colère. « Je ne suis pas là uniquement pour le lancement officiel de l'Appel global pour l'action contre la pauvreté, je suis là parce que je suis malade de voir les enfants mendier dans les rues de Dakar ».



Photo:NM/R&V

Lula a ensuite déclaré sa flamme africaine. Selon lui, la pauvreté a le même visage des deux côtés de l'Afrique². Puis il se félicite, dans la même phrase, de voire le FSM 2007 en Afrique et le renforcement du très ambiguë axe Brésil-Inde-Afrique du Sud au niveau de l'OMC.

Mais le public –très largement brésilien- n'y est plus. Le brouhaha a repris et c'est son programme économique et social, la réforme agraire et la privatisation de l'université qui mobilise son attention. « Demagogo ! » revient régulièrement. Les autres applaudissent.

La campagne est lancée.

MC.

1. Réseau africain pour la campagne pour l'éducation pour tous

2. Ce que ne démentiraient pas les militants du « Mouvement Nègre » du Brésil qui accusent Lula de ne pas assez lutter contre les discriminations racistes.

INTERVIEW

ONGisme

La place des ONG de solidarité

Interview de Catherine Gaudard, p

Lors de la rencontre organisée avant le FSM par le CRID (pour le développement), les Alternatifs présents ont été la délégation du CRID des ONG de solidarité d'origine con la plus importante, comprenait environ 80 personnes.

Rouge&Vert : Comment expliques-tu une telle présence au FSM?

délégation du CRID et plus globalement au sein du FSM ?

Catherine Gaudard : Le CCFD mais aussi les autres ONG de solidarité, individuellement ou en réseau au sein du CRID notamment, se sentent totalement partie prenante du mouvement altermondialiste et des Forums sociaux et ce depuis le début. Notre place en tant qu'ONG de solidarité est une parmi d'autres. Nous considérons que notre rôle est complémentaire de la démarche plus revendicative des mouvements sociaux et des forces politiques ; nous avons à avancer des propositions pour les porter ensuite dans les différents lieux de décision.

Pour nous l'évolution du FSM est positive car elle favorise cette complémentarité. Les forums constituent des lieux très importants pour établir cette rencontre/confrontation entre les mouvements sociaux et les ONG. Cette rencontre est indispensable pour la société civile.

R&V : Sur quelles bases idéologiques intervenez-vous ?

C.G : Pour le FSM comme pour l'ensemble de nos actions nous intervenons au nom de la solidarité avec les victimes, pour dénoncer les injustices, pour manifester notre opposition aux situations contraires aux droits humains fondamentaux et pour élaborer des propositions en lien avec nos partenaires du Sud. Si la référence catho constitue notre identité, elle ne constitue pas la base de nos propositions.

R&V : Comment expliquer le poids des ONG de solidarité au sein de la

C.G : C'est vrai les délégations de Caritas (dont fait partie le Secours Catholique) de la CIDCE (dont fait partie le CCFD) étaient importantes. Nous disposons de plus de moyens organisationnels et financiers. Le CCFD vise à mettre ces moyens à disposition au sein du CRID (en particulier pour la logistique au FSM) comme vis à vis de ses partenaires.

R&V : Justement, il me semble que le CCFD, comme le CRID, favorisent la participation des organisations du Sud

C.G : Oui, le CCFD aide ses partenaires inscrits dans des dynamiques locales et disposant de peu de moyens, à participer au FSM. Au-delà de l'appui financier, cette aide vise surtout leur formation par l'organisation des réunions préparatoires, des rencontres, des visites de terrain pour favoriser la participation aux débats du FSM.

R&V : Tu as dit que l'évolution du FSM était positive. Quel bilan tires-tu de ce FSM 2005 ?

C.G : Il s'agit d'un bilan tout à fait personnel et le bilan du CCFD est encore en cours d'élaboration. Ce FSM est un succès par la diversité des thèmes abordés lors des 2 400 activités et par l'importance de la participation. On peut cependant regretter la faible participation africaine (en dehors de CIDCE et Caritas) et des sans voix. Mais les Indiens Dalit étaient nombreux.

Mais un certain manque de structu-

françaises au FSM

**ermanente au CCFD
centre de recherche et d'information
frappés par l'importance au sein de
professionnelle. La délégation du CCFD,**

ration et de clarté des thématiques, dues à la diversité des propositions venues de la base grâce au principe d'auto organisation, a conduit à une multiplication excessive de « petits » débats, voire à une insuffisance de confrontations. L'équilibre est difficile à trouver et tout le monde est légitime, mais cette fois-ci le FSM a manqué de certains socles, de certaines impulsions par le « haut ».

Mais ceci ne veut pas dire que le FSM doit en tant que tel élaborer des propositions, aboutir à une déclaration commune. Ainsi je regrette la publication par certains responsables du FSM du « manifeste » de Porto Alegre.

R&V : Le FSM a aussi été l'occasion de lancer la campagne sur les objectifs du millénaire. Comment ça s'est passé ?

C.G : Le lancement a été un peu parasité par le show de Lula. Surtout, au-delà de l'interpellation des chefs d'états sur le thème « que faites vous pour réaliser ce que vous avez signé », il s'agit d'intervenir sur le fond, en dénonçant, comme le fait la campagne française, l'insuffisance des ambitions et surtout des politiques envisagées et encore davantage, de celles mises en oeuvre.

R&V : Quel bilan tires-tu du séminaire et de l'atelier sur la souveraineté alimentaire organisés ensemble ?

C.G : Le bilan est positif mais la forme séminaire ne permet pas un réel débat entre les différents organisateurs ; d'autant qu'il manquait des organisations brésiliennes (MST en particulier). Surtout il nous faut prolonger le débat initié avec les organisations brésiliennes, paysannes et ONG, pour peser ensemble avec des organisations d'autres pays, sur les prochaines échéances. ■

Propos recueillis par Michel BUISSON

La culture s'installe au cœur du FSM

Trop souvent, dans les manifestations, la culture reste cantonnée à la partie festive. Ce 5^{ème} FSM n'a pas manqué de profiter de la présence de nombreuses troupes de théâtre et de musiciens pour animer l'ouverture, avec une «célébration de la diversité», des tambours, des marionnettes géantes, des grands noms de la musique, comme **Manu Chao** ou **Gilberto Gil**, ce dernier oubliant un peu son rôle de ministre... Mais, la culture est restée présente tout au long de ce forum, avec un pôle spécifiquement consacré dans un dock au bord du fleuve Guaiba, et aussi au sein de chacun des dix autres pôles.

Musique et danse omniprésente, ce qui ne surprendra pas au Brésil, mais aussi théâtre, cinéma (dont un festival Jean Rouch), expos de photos ou de peintures, ateliers ouverts de sculpture ou de masques, un atelier de «mémoire instantanée» pour les vidéastes, avec du matériel de montage prêté en échange d'enregistrements destinés aux archives du FSM.

Un des événements qui m'a le plus ému est une installation anonyme, œuvre collective pour rappeler le destin de millions de réfugiés dans le monde.

Cela s'appelle «la forêt nue».

On entre sous une bâche kaki. Un espace d'environ 100 m², dans la pénombre. Là, on se faufille parmi des troncs suspendus, décharnés de leur écorce, de leur feuillage. On distingue bientôt quelques nichoirs chichement éclairés, d'où sortent des voix, presque

susurrées. Toutes ces voix mêlées font une sorte de rumeur triste. Mais quand on s'approche d'un «nichoir», on perçoit une histoire. Si on s'y accroche, chacune est la relation, en anglais, d'une fuite éperdue, face à la guerre le plus souvent, parfois à la sécheresse... De ces bidons d'huile recyclés sortent des parcours en Afghanistan, au Soudan, au Burundi, en Tchécénie... Il n'y a pas que les voix. Par terre, sur le sable, quelques photos d'abord à peine visibles. Ici, un pied, là une cicatrice sur un bras, plus loin un cercle de visages déterminés qui vous fixent droit dans les yeux. On s'aperçoit bientôt que le sable garde les empreintes de chaque passant, témoin et bientôt acteur de cette installation. On s'assoit sur des bûches, pour mieux percevoir les voix singulières.

À la sortie, éberlués, des chiffres imprimés au pochoir sur le sol. 35 millions des destins singuliers en 2004 d'après l'ONU, aux 2/3 dans leur propre pays. Les pays d'accueil ne sont pas les plus riches : 30 % en Afrique du Nord et au Proche-Orient (on pense aux Palestiniens...), 30 % en Afrique Sub-Saharienne, et seulement 25 % en Europe... Très peu ailleurs dans le Monde, sauf au Pakistan ou en Iran.

En France, on ferme Sangatte, et on multiplie les contrôles «sur passerelles», avant même l'arrivée dans l'aéroport, ce qui prive les étrangers du droit même de déposer des demandes d'asile. C'est ce qui nous est arrivé à notre arrivée à Roissy ! ■

Emile R.

Les femmes au Forum 2005

Cette année, il n'y avait pas de « journée femme » Et pour cause, les associations féministes étaient de tous les ateliers et participaient à toutes les discussions. De ce fait, les problèmes des femmes étaient soulevés systématiquement dans chaque débat et on finissait par conclure que sans la reconnaissance de l'identité « femme » aucune démocratie ne pouvait exister. La lutte pour les droits des femmes ouvre la porte à la prise en compte des luttes d'autres groupes opprimés (indiens, noirs, homosexuels, dalits et autres minorités religieuses). Dans chacun des pôles de travail, Espace B « défendre la diversité », espace C « Art et création : construire des cultures de résistances », espace F « Luttes sociales et alternatives démocratiques – contre la domination néolibérale » ; espace I « Économies souveraines pour et par les peuples – contre le capitalisme néolibéral » : Elles y étaient ! Elles avaient fait le choix d'être au plus proche des échanges non seulement en participant activement aux ateliers mais en les animant. Un exemple pris au hasard dans le programme volumineux, espace

H « Vers la construction d'un ordre démocratique international et l'intégration des peuples », premier atelier proposé : « la lutte des femmes en Amérique Latine ». Mais plus intéressant, elles étaient présentes dans les ateliers dont l'intitulé n'était pas spécifiquement « féministe », et l'analyse y prenait de fait une autre dimension.

Dans un atelier dont le thème était très précis, exemple « l'avortement », ce n'était pas l'affaire des spécialistes mais plutôt celle d'associations et de syndicats généraux. En Afrique du Sud, la question de l'avortement a été adoptée par des syndicats. Le droit à l'avortement fait partie de l'ensemble des droits dont les femmes ont besoin.

La banderole de l'Association des Femmes Catholiques du Brésil était visible dans chaque espace. Elles posent comme une nécessité politique la législation sur l'avortement.

La tente de l'atelier sur la prostitution débordait de tous les côtés. Au milieu, une femme assise sur une table lançait des idées (son témoignage ?) qui permettait à chacun, installé autour d'elle, de rebondir sur son discours dans un climat des

plus détendus : forme alternative de débat ? Ce n'était pas une accumulation de dogmes mais un échange qui s'installait. À propos de techniques alternatives de réunion, celle de la Marche Mondiale des Femmes était très intéressante. C'était super ! Ce mouvement s'était déjà illustré dans la manifestation d'ouverture avec son école de samba dynamique et soudée. Et voilà qu'en introduction à notre rencontre, nous reprenons toutes ces slogans qui nous avaient soulevés : « Nous les femmes nous faisons le monde que les gens aiment ». Tout ça accompagné par les tambours et percussions diverses, et, pour les plus téméraires d'entre nous, sur une chorégraphie très déhanchée. Ça nous a mis dans de bonnes dispositions pour démarrer un débat !

Le but de cette assemblée était de présenter la « Charte mondiale des femmes pour l'humanité » et la campagne qui va s'en suivre tout au long de 2005 à travers le monde.

Cette charte a été adoptée par les déléguées de la Marche mondiale des femmes, réunies à Kigali le 10 décembre 2004. Elle propose de construire un monde où l'exploitation, l'oppression, l'intolé-

Une autre presse est possible

6800 journalistes accrédités au FSM de Porto Alegre, une logistique impressionnante au Gazomètre, immense salle de presse avec des dizaines d'ordinateurs, la création en ligne d'émissions quotidiennes diffusées dans les médias alternatifs à travers le monde en plusieurs langues, des « dialogues de rue » organisés chaque soir sur les thèmes du jour ; des caméras énormes filmant les séances plénières, mais aussi des journalistes interviewant à la sortie des débats les célébrités ou les intervenants. Le Forum a délibérément voulu la communication au centre de ces quatre jours.

Au centre de toutes les rencontres, il y avait l'affirmation de l'influence croissante de la communication, de l'existence d'une information planétaire aux mains d'entreprises de plus en plus gigantesques, et donc la nécessité urgente de se battre pour affirmer et obtenir ses droits à

une autre communication, le rôle crucial dans les luttes de media de plus en plus répandus tels qu'Internet, et l'importance pour tous les mouvements sociaux, les ONG comme Amnesty International ou Greenpeace de mettre la communication au centre de leurs préoccupations.

Les ONG, les journalistes, les responsables de radios communautaires et alternatives (notamment en Amérique du Sud – Chili, Pérou, Argentine – Asie du Sud et Afrique etc...) ont parlé du rôle éducatif et citoyen du média, qui est bien souvent le seul moyen d'avoir accès à une information libre des pressions gouvernementales ou néolibérales. Mais l'information plurielle n'est pas le seul objectif à atteindre, les radios communautaires aux mains par exemple de femmes en Afrique ou au Chili sont un moyen pour elles d'accéder à leur autonomie et à leur dignité. La prise de parole et la gestion quotidienne du media sont un apprentissage de la vie sociale.

Concrètement à Porto Alegre, les problèmes de la presse occupaient tout un espace, plusieurs dizaines de rencontres, séminaires ou ateliers se sont tenus autour des outils de communication, des droits à la communication, de la nécessaire démocratisation des media. Le CRIS, le Monde diplomatique, (avec Global Media Watch) l'hebdomadaire La Vie, l'AMARC avec beaucoup de radios communautaires étaient les principaux intervenants. Et il faut bien dire que l'affluence disait assez l'intérêt pour ces questions.

Quelques interventions prises au hasard des possibilités offertes par la traduction !

Une réflexion sur le regard des media sur le monde : de Michel Warchawski à l'occasion de la couverture du conflit israélo-palestinien : le problème des journalistes n'est pas la méconnaissance des réalités du terrain, mais les déformations qui

rance et les exclusions n'existent plus et où les droits et les libertés de toutes et de tous sont respectés. Elle comprend 31 affirmations qui décrivent les principes essentiels de base pour construire ce monde, regroupées sous 5 titres :

« Égalité » affirme que tous les êtres humains ont accès aux richesses, au travail, à la santé, à la culture, à la politique, nul ne peut être discriminé que ce soit par ses conditions de vie ou par un système politique, économique, religieux, etc.... Les échanges commerciaux entre pays doivent être équitables et justes. « Liberté » affirme que chaque personne doit être libre de choisir sa vie (opinion, religion, lieu de vie, compagne/compagnon, profession, langue, etc....) dans le respect de chacun-e. La démocratie ne s'exerce que s'il y a liberté et égalité. Les femmes prennent librement les décisions qui concernent leur corps. « Solidarité » affirme l'interdépendance entre humains et que l'économie est au service de la société et doit être tournée vers la satisfaction des besoins de tous. Le clonage humain est interdit.

« Justice » affirme l'accès égalitaire et équitable de tous aux droits sociaux, économiques, politiques, civils, culturels, sexuels, reproductifs, environnementaux. L'intégrité physique et morale

de toutes et tous est garantie. Le système judiciaire est accessible, égalitaire et efficace. L'accès pour tous à la santé.

Et « Paix » affirme que tous les humains vivent dans un monde de paix, dont les garants sont la tolérance, le dialogue, le respect de la diversité. Toutes les formes de domination sont exclues. Ce résumé très simplifié est forcément très incomplet, et donc partiellement erroné. Nous vous invitons à lire la charte dans son intégralité pour avoir une idée plus juste des 31 affirmations qu'elle comporte.

Maintenant, comment le relayer le plus largement possible et que chacun-e s'en approprie ? Les femmes de la Marche mondiale vont organiser un relais de cette charte dans le monde entier, à l'image de la flamme olympique. Pendant le relais, elles organiseront des actions de sensibilisation et d'information sur le contenu et interpellent leur représentant-e-s et l'opinion publique. Un patchwork contenant la charte se transformera au fil des pays traversés. Le lancement mondial du relais aura lieu le 8 mars à San Paulo au Brésil et passera par 53 pays avant d'arriver le 17 octobre à Ouagadougou.

Lors de cette assemblée à Porto Alegre, les femmes des différents pays d'Améri-

que se sont relayées pour présenter les manifestations prévues lors du passage du relais dans leur pays. Brésil, Argentine, Bolivie, Colombie, Salvador, Honduras, Cuba (qui ne recevra pas la charte sur son territoire pour cause d'embargo et de mobilisation anti-Bush), Mexique, USA, Québec, ... chacune fait le lien avec les problèmes rencontrés par les femmes dans son pays, avec une réelle préoccupation, notamment en Amérique centrale, de faire participer les femmes indigènes. La faiblesse du niveau de préparation de l'événement dans certains pays, comme l'Équateur, montre les difficultés du mouvement féministe dans des pays très pauvres, touchés par la misère et la guerre comme l'Équateur.

En France, le relais arrivera du Pays Basque à Marseille autour du 27 mai. Nous, Les Alternatifs, devrions nous faire l'écho de cet événement pour qu'il ait le retentissement souhaité.

Après l'Europe, l'Inde, les Philippines ... l'Afrique et ...

TOUTES ET TOUS À OUAGADOUGOU
LE 17 OCTOBRE 2005. ■

**Nathalie MARCU et
Nicole SIMON-LAFAYE**

naissent d'emplois de mots ou de titres, et plus largement de la ligne éditoriale des media. Un journaliste lui-même n'est pas neutre, c'est en homme du nord qu'il voit les problèmes du sud. Nathalie Dollé, à la télévision française, met en avant la même règle de base : celle de la proximité. Nous regardons l'autre avec suspicion, surtout s'il est plus proche géographiquement de nous (regard de la télévision sur les banlieues). Les media simplifient outrageusement alors que la réalité est complexe : il faut donc diversifier les sources d'informations, multiplier les points de vue et informer en connaissant le monde dont on parle et ses symboles, et ne pas simplement privilégier la rapidité de l'information.

Pour Paulo Cannabrava, journaliste brésilien, dans un pays occupé par la pensée nord-américaine, les media sont peu préparés à lutter contre la pensée dominante. Ils sont confrontés à une révolution technologique, une révolution culturelle est aussi à faire – se réapproprier le passé du Brésil-. Les journalistes doivent travailler en réseau et

élaborer une charte des responsabilités humaines.

Une information à la fois citoyenne et planétaire : Pour Diana Senghor, Sénégal, concilier les deux était impossible il y a vingt ans, la presse n'était que gouvernementale, mais avec l'émergence de radios communautaires – plus de 100 radios locales – on obtient le pluralisme de l'information, une information citoyenne, qui participe au débat démocratique. Cependant, restent des écueils majeurs : la menace de la reconquête par des groupes économiques ou politiques et l'absence de la parole africaine dans les nouvelles internationales.

Communication en réseau : En Amérique latine, on a vu les actions créer les moyens de communication qui permettent de les diffuser, que ce soit dans les luttes du MST, dans les réseaux de femmes, dans le domaine de l'économie solidaire, la diffusion s'organise dans des media alternatifs, par Internet. Il s'agit à ce moment-là, à la fois d'organiser l'ac-

tion, de la communiquer et aussi de la pérenniser.

Pour Patrice Barrat (article Z), agence de presse internet, réalisateur audio-visuel : le media traditionnel ne suffit pas. Il propose des démarches particulières, à partir de situations concrètes, le media enquête et en remontant les filières fait découvrir les enjeux de société. On passe ainsi du particulier au général. L'enquête elle-même, mise en ligne, devient objet de communication.

Les media alternatifs sont alors des plateformes ouvertes qui accueillent sous forme de banques de programmes des contenus venus du monde.

Toutes ces interventions sont foisonnantes. Elles sont une contribution à ce qui est le premier FSM de la communication, et la preuve qu'un autre monde n'est possible qu'avec, également, une réflexion sur l'éthique, la politique et l'économie d'une véritable communication citoyenne. ■

Elizabeth SOTTEAU

Eu aborto, tu abortas, so

Oui nous sommes, nous françaises des privilégiées. Et mon intervention lors de l'atelier « *avortement et agenda démocratique* » a suscité de la part de consœurs brésiliennes une certaine perplexité : quoi en France, pays des droits de « l'Homme », on nous met des bâtons dans les roues pour l'exercice d'une Loi votée dans un grand pays démocratique!?

Il faut dire qu'au Brésil ce ne sont pas des bâtons dans les roues que les femmes doivent supporter mais plutôt sur le dos!!!

Cet atelier a eu lieu dans l'espace « *luttés sociales et alternatives démocratiques, contre la domination socio-libérale* ». C'est dire que pour nous les femmes, ce Droit à décider, à choisir fait partie des Droits

essentiels dont les femmes (et les hommes) ont besoins ! Et ce droit les femmes d'Amérique latine le défendent au sein de leurs associations de leur syndicat, leur parti, au même titre qu'un autre et ce n'est pas facile affirme une militante syndicaliste brésilienne. Pourquoi les mouvements sociaux n'ont pas inclus l'avortement dans leurs revendications se demande une argentine : parce que c'est un thème privé qui n'a pas d'identité publique ? Les femmes auraient leur vie fragmentée ? Considérées uniquement comme reproductrices par la droite, elles dénoncent à gauche la non prise en compte des thèmes liés à la reproduction, à la sexualité comme si l'être humain n'existait que de la tête à la ceinture. Les femmes argentines ont demandé

la dépénalisation de l'avortement mais elles doivent compter avec des fonctionnaires aux ordres du Vatican qui par des négociations secrètes mettraient en balance l'extinction de la dette.

Cette attitude a été dénoncée par des mouvements sociaux en Uruguay, mais l'Eglise a plus de pouvoir que n'importe quelle autre organisation d'Etat !

En effet après Porto Alegre, je suis retournée au Brésil, plus exactement dans le Minas Gerais, un des trois Etats les plus riches du Brésil, j'ai visité des maternités (notamment à Belo Horizonte, dont la municipalité est PT) et j'ai pu constater le poids de l'Eglise. La santé, l'éducation lui appartient. En filigrane dans le discours des médecins, des infirmières, le

E la nave va !

Un bateau féministe au fil du forum.

Le « *Bateau de la diversité* » fut, durant tout le forum un point de rassemblement féministe. Le bateau, installé à côté du Gazomètre, a accueilli les activités de plusieurs groupes, réseaux et mouvements féministes. Le bateau est l'un des événements de la « *campagne contre le fondamentalisme* » initié par « *Articulación Feminista Marcocur* » (AFM) lors du FSM 2002. Depuis le deuxième forum, plu-

louer un bateau amaré long de la lagune de Porto Alegre durant le Forum afin de rendre le plus visible possible notre campagne contre le fondamentalisme »

La campagne « *Ta bouche, fondamentalement contre le fondamentalisme* » vise toutes sortes de fondamentalismes, qu'ils soient religieux, économiques, scientifiques ou culturels.

« *Le Fondamentalisme est toujours politique et s'épanouit dans des sociétés qui nient la diversité humaine* » expliquent les organisateurs.

« *Nous n'avons pas besoin d'aller bien loin pour trouver les symptômes du fondamentalisme envahissant nos vies : dans les politiques internationales, sur le terrain religieux, ou dans le quotidien de millions de gens qui souffrent parce*



Photo: MC/R&V

sieurs organisations ont rejoint l'AFM, (il s'agit maintenant d'un réseau international, regroupant des associations féministes d'Uruguay, du Brésil, du Chili, du Paraguay, d'Argentine, de Bolivie et du Pérou).
« *Cette année, nous avons décidé de*

explique l'une des organisatrice, Lucy Garrido. « *Pour engranger de nouveaux débats et de nouvelles approches des sujets abordés lors du FSM, pour rendre lisible la diversité et les différentes identités, pour voir un peu plus qu'au ras du sol, grâce à la fluidité de l'eau* » ajouta-t-elle.

qu'ils ont le malheur de ne pas être « *normaux* ». Le bateau a accueilli d'autres campagnes féministes et des « *diversités* » : beaucoup d'activités de jeunes femmes, de lesbiennes, de femmes noires et d'autres groupes, réseaux et mouvements. ■

MC.

mos todas clandestinas....

regret de cette dépendance : impossibilité d'avorter (qui est facteur d'abandon d'enfant dans toutes les classes sociales!) de faire une vraie éducation pour la régulation des naissances. Après leurs accouchements les femmes sortent avec une intramusculaire de Depo-Prodazone (progestérone retard) pour trois mois. Si elles veulent une ligature des trompes, elles peuvent revenir dans les six mois. Quand on connaît les préoccupations premières des femmes pauvres, c'est un peu léger mais ça a le mérite d'exister gratuitement! Nombreuses sont les femmes jeunes, très jeunes, dans ces maternités; Et le taux de grossesses et d'accouchements à hauts risques dus aux conditions de vie difficiles et dus à l'âge est très élevé! La majorité de ces femmes sont victimes de violences intra-familiales. «Toutes» m'a affirmé Alice, une psychologue. Alice aussi dénonce l'emprise de l'Eglise très forte dans les quartiers pauvres : pas d'avortement ! Pas de capotes (et le SIDA a la vie belle) !

J'apprend aussi à Ouro Preto (ville classée monument historique) qu'une avocate qui défendait des enfants et des femmes victimes de violence a été assassinée fin décembre. «*Que vont devenir les enfants qu'elle protégeaient* » se demande Silvia, médecin obstétricien ?

Afrique du sud

Revenons à l'atelier : en Afrique du sud la situation a bien évolué depuis la fin de l'apartheid. Autrefois réservé aux riches l'avortement a été décriminalisé en 1994. La question a été incorporée à la lutte syndicale grâce à l'action des femmes. Celles-ci ont du monter des projets très pointus pour que leurs Droits soient portés par les syndicats (ex : le harcèlement sexuel, le droit à l'avortement à l'information sexuelle et à la contraception) : le SIDA est un sujet préoccupant en Afrique du sud. Ces femmes luttent pour la double protection et poussent les hommes à se sentir concernés ; il faut éduquer les hommes et transformer un sujet «privé» en un droit démocratique. Une chance : l'Eglise n'a que peu de pouvoir en Afrique du sud. 30% de femmes au parlement sont engagées dans la défense des Droits sexuels comme Droits démocratiques.

Inde

En Inde l'avortement est légal mais «*c'est compliqué*». Car si l'avortement a été autorisé c'est pour des raisons, je dirais, discriminatoires. Il s'agissait d'éviter que des indiennes violées par des pakistanais ne mettent au monde des musulmans au moment de la guerre contre le Pakistan. Donc cette autorisation n'est pas née d'une lutte mais d'une vision eugéniste. Actuellement l'avortement est sûr et les femmes ont accès à la contraception mais comment ? De quelle démocratie parle-t-on ? Le corps est au centre de la discussion, quelle est la place du corps (de la femme, de l'homme) dans la société indienne ?

Et dans les autres pays ?

Pour revenir à l'Eglise catholique (qui semble le plus fort bastion à démolir) tout n'est pas si homogène. L'Eglise a appuyé les luttes sociales, a réclamé la Justice (pensons à Don Elder Camara et à la théorie de la Libération) mais elle a toujours refusé de voir ou d'inclure les problèmes dus à la sexualité.

«*Qu'est-ce que l'Eglise vient foutre ici?!*» s'écrie une sociologue qui se définit comme féministe énervée et indignée, membre de l'association catholique pour le Droit à la libre décision.

Malheureusement le catholicisme projette sa propre constitution antidémocratique sur la société ; Elle se place sur un plan politique et pseudo-scientifique lorsqu'elle s'oppose à l'avortement. «*Je réclame la nécessité politique de la légalisation de l'avortement, la citoyenneté complète et la justice sociale* »... d'autant plus que cette opposition touche celles qui ne peuvent payer, à savoir les pauvres, les noires...

Au Brésil, il y a séparation de l'Eglise et de l'Etat dans les textes mais pas dans les têtes. Un vrai Etat laïc doit «*libérer toutes les religions* » et ne pas oublier qu'elles sont fondées sur des dogmes donc qu'elles ne peuvent que s'opposer à la liberté d'expression. S'il y a un retour du fondamentalisme dans la sphère publique c'est parce que les défenseurs de la démocratie ont cru que la raison et la science seraient suffisantes. Ils ont oublié les besoins auxquels répondent

les religions et la désorganisation néo-libérale laisse le champ libre aux religions : le champ de la morale, de l'éthique, de la sexualité...

Pendant que les religieux s'affrontent sur le «*quand se forme l'être humain* », les femmes sont toujours condamnées à subir...Et les jeunes...et le machisme...

En Argentine

En Argentine, l'Eglise négocie en permanence avec l'Etat «*c'est une offense à la démocratie !* »

Il suffit de se promener dans les rues brésiliennes pour constater cette même emprise; école, hôpitaux, associations diverses et variées... donnant, donnant dans toute l'Amérique latine, mais bouche cousue sur les programmes de stérilisation en direction des populations noires et indiennes : cela vous met mal à l'aise ?

Et ailleurs, l'Afrique se meurt, l'Asie explose...

Et en Europe ?

Que se passe-t-il à l'Est ? En Pologne, en Irlande, à Malte ?

En Suisse, la remise en question de ce droit est permanente : des votations sur le sujet de l'avortement sont demandées régulièrement, mais les dernières votations ont encore donné raison aux «avorteuses» me dit une sage-femme de Genève.

Un traité constitutionnel qui n'affirme pas le droit de décider d'avorter se moque de la Liberté. Donc le traité constitutionnel européen n'est pas démocratique. Donc...NON..

Je crois que nous devons nous battre pour une Europe sociale. C'est ce dont ont besoin nos ami(e)s d'ici et d'ailleurs.■

Nicole Simon Lafaye

PS : il n'y avait pas beaucoup de messieurs dans cette atelier (environ trois pour cinquante femmes). Ce qui se passe en dessous de la ceinture (des femmes, il est vrai !) ne serait-ce pas politique ?

Catholiques pour l'avortement

C'est dans le cadre du FSM qu'a été lancée la Campagne Mondiale pour la Légalisation de l'Avortement. L'initiative vient d'organisations catholiques « pour le droit de choisir » qui regroupent des femmes d'Amérique latine militant pour les libertés sexuelles et les droits liés à la reproduction. Interview de la coordinatrice pour le Brésil, Dulce Xavier, qui

explique la nature de cette campagne et aborde les deux années du gouvernement Lula et le processus du FSM, d'un point de vue féministe: «Le FSM est moins une opportunité pour les femmes que pour les différents mouvements. C'est un lieu pour exprimer leurs revendications et échanger. Ici, les gens sont prêts à être séduits par des idées très différentes des leurs ».

Rouge&Vert : Quand est née votre organisation et dans combien de pays est-elle implantée ?

Dulce Xavier : Notre premier groupe est apparu aux USA en 1983. Puis, en 1987, est apparu un autre groupe en Uruguay.

De là, nous avons commencé à organiser des réunions de femmes dans toute l'Amérique du Sud. Aujourd'hui, nous avons deux groupes en Argentine, un au Brésil, en Colombie, en Bolivie, au Chili et au Mexique. Nous avons créé un réseau latino-américain qui procure un argumentaire général en faveur de l'autonomisation sexuelle des personnes.

R&V : Quelles sont les finalités de la campagne pour la légalisation de l'avortement ?

D.X : Avec cette campagne, nous contribuons à la popularisation de l'idée d'autonomisation des femmes. L'église Catholique est une des entités qui se bat le plus contre les droits liés à la reproduction en général. Elle ne se contente pas d'être opposée au droit à l'avortement. Elle est aussi opposée à l'usage des préservatifs, de la pilu-

culièrement compliquée au Brésil car la question de l'avortement est ici en jeu.

R&V : Combien de femmes ont-elles recours à l'avortement au Brésil et quels sont leurs profils ?

me, ce qui n'empêche pas sa pratique, d'ailleurs. Avec cette campagne, nous aimerions amorcer un débat national qui lierait directement l'avortement aux questions sociales et d'information sur la contraception.

R&V : En plus des pauvres et des jeunes, nous pouvons aussi ajouter les noirs parmi les populations qui ont le plus recours à l'avortement ?

D.X : On fait en général un profil type de l'avortée, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'une pratique clandestine. Il est donc impossible d'avoir une idée claire du profil des personnes qui y ont recours, pas plus qu'on ne peut être sûr sur des chiffres avancés. Les seuls éléments fiables dont nous disposons, ce sont les chiffres communiqués par les hôpitaux sur les hospitalisations post-interruption. Même sur le mode opératoire, nous ne sommes certain que de peu de choses, si ce n'est de sa variété.

R&V : Le procédé sinon le plus utilisé, au moins le plus populaire au Brésil, c'est le médicament abortif, n'est-ce pas ?

D.X : Oui (bien que là aussi il faut être prudent). Ce sont des médicaments importés clandestinement au Brésil. Et les trafiquants qui les vendent ne sont pas regardants sur l'état du médicament, sa date de péremption, sa posologie ... Quand ils vendent le bon médicament !



Cortège de la Marche mondiale lors de la manifestation d'ouverture du FSM

Photo:NM/R&V

le et de tout autre mode de contraception ; Et de toute forme de pratiques sexuelles qui donneraient de l'autonomie, qui permettraient aux gens d'avoir la liberté de décision sur leur propre corps.

Cette campagne tente de répondre à une situation de santé publique parti-

D.X : Il y a plus d'un million d'avortements par an au Brésil et une moyenne de 250 000 hospitalisations pour des complications liées à des avortements clandestins. Ces femmes, en général, sont pauvres et jeunes. Aujourd'hui, l'avortement est considéré légalement comme un cri-

Un autre procédé hélas très utilisé, c'est l'absorption de poison en petite dose, tel que le Chumbinho [sorte de mort aux rats].

Aujourd'hui, comme l'accès aux médicaments est difficile, beaucoup d'avortements sont réalisés par l'introduction d'objets dans l'utérus. Cela provoque très souvent infections ou hémorragies. Pour tout cela, nous n'avons pas de chiffres précis quant au nombre de femmes pauvres, noires ou jeunes qui pratiquent l'avortement. Mais en général, ce sont des femmes pauvres, jeunes et noires.

R&V : Il y a des différences entre les régions rurales et urbaines ?

D.X : la plupart du temps, les avortements concerneraient les périphéries urbaines. Ce que nous savons avec certitude, c'est que plus longtemps les femmes ont été scolarisées, plus elles ont recours à la contraception et plus elles exercent un contrôle sur leur fécondité. Les femmes avec un cursus scolaire les emmenant dans le supérieur ont en moyenne, un peu plus d'un enfant (il s'agit de moyenne !) alors que pour celles qui n'ont eu que la scolarité minimale (plus ou moins le primaire), la moyenne du nombre d'enfants monte à 4,5 enfants par femmes. Nous savons aussi qu'une majorité de femmes ont beaucoup de difficultés pour accéder aux méthodes de contraception et d'autres difficultés encore en ce qui concerne leur usage.

Et les difficultés pour obtenir que leurs partenaires mettent un préservatif sont elles aussi très grandes. Dans les premières années de l'épidémie de SIDA au Brésil, la proportion de femmes infectées par le virus était de 1 pour 25 hommes. Aujourd'hui c'est 1 pour 1.

R&V : Savez-vous quelles sont les principales motivations des Brésiliennes pour avorter ?

D.X : En général, on veut arrêter la grossesse pour des raisons financières, parce qu'on est abandonnée par son conjoint ... En fait, il y a presque toujours un contexte social difficile pour les personnes qui avortent. Les gens qui s'opposent à l'avortement devraient donc être aux premières lignes des luttes sociales : c'est ainsi qu'ils pourraient voir baisser le nombre d'avortements !

La légalisation de l'avortement est avant tout une question de santé publique. Ces

femmes pourraient être suivies, elles pourraient avoir accès à de l'information sur la contraception et éviter ainsi le recours à un autre avortement. Quand nous demandons la légalisation de l'avortement, en fait, nous demandons à diminuer le nombre d'avortements, et plus particulièrement, les avortements sans le moindre contrôle voire sanitaire-ment irresponsables.

R&V : Comment est organisée la campagne ?

D.X : Nous avons produit un kit composé d'une vidéo, d'une plaquette pédagogique, d'un historique et d'un CD pour les radios communautaires. Nous aimerions pouvoir utiliser tous les réseaux de femmes au Brésil pour faire circuler l'information, organiser des débats, faire évoluer les mentalités. Pour que l'avortement ne se pose plus comme une question de légalité mais de santé publique.

R&V : Quelles sont les rapports que la gauche brésilienne entretient avec les questions d'avortement et de contraception ?

D.X : Dans la théorie, les questions relatives à la sexualité et à la reproduction sont abordées par l'angle des libertés individuelles, de l'émancipation des personnes et des droits des femmes. Dans la théorie politique ! Car culturellement, l'imprégnation de la religion catholique dans nos modes de penser est très très forte. Pour notre gauche, il y a une vraie difficulté à débattre de cette question et à se battre pour l'autonomie des femmes.

R&V : Il y a des avancées avec le gouvernement Lula ?

D.X : Oui, nous espérons beaucoup. Les féministes et les personnes qui défendent l'autonomie sur les questions sexuelles espèrent fortement des avancées de ce gouvernement.

Ce combat a beaucoup plus de soutien à gauche qu'à droite, même si nous avons régulièrement de fortes déconvenues quand nous nous adressons aux élus de gauche.

R&V : Cette résistance existe-elle aussi dans les organisations de la société civile ?

D.X : Je dois reconnaître que là aussi,

cela dépend des groupes.

Les ONG liées à l'église, qui en sont issues ou qui sont sous son influence, ont de vraies réticences face à notre discours.

Dans les mouvements sociaux, quand les groupes sont vraiment mixtes, ou dans les syndicats où existent des groupes « Femme » qui organisent des débats sur les questions de sexualité, c'est bien moins difficile. On peut avancer, faire progresser le débat même si chaque fois qu'on aborde frontalement la question du droit à l'avortement, il y a des résistances.

Mais globalement, l'idée que le droit à l'avortement est une question de démocratie avance. En dix ans, nous avons eu des changements de mentalité très très importants.

R&V : En quoi le FSM aide-t-il les femmes dans cette conquête ?

D.X : Le FSM est une opportunité très importante pour la société civile d'exprimer ses revendications, ses luttes, d'articuler mondialement les énergies des différents groupes qui luttent pour de mêmes idées. C'est aussi un moment particulier pour la société civile parce que, après la chute du mur de Berlin, en 89, il y a eu une période très dure pour la société civile, un recul général sur toutes les questions.

Le Forum permet de re-articuler ses différents mouvements. Pour les femmes, c'est très important, c'est aussi la possibilité d'intégrer nos revendications dans un ensemble plus large porté par plus de monde. Lors de la marche d'ouverture, le cortège de la marche mondiale des femmes à été rejoint par les mouvements gays sans que cela ne crée la moindre polémique. Le Forum additionne les mouvements sociaux, comme d'autres pans de la société civile pour qu'ils se rencontrent, se coordonnent, se soutiennent.

Le Forum est une grande possibilité d'expression, en particulier aujourd'hui, face à la montée du fondamentalisme, face à la pensée conservatrice, face aux orientations politiques de Bush. Le forum est un espace d'articulation pour les luttes, mais aussi un espace où la démocratie est une valeur centrale réclamée pour tous. ■

Propos recueillis par MC

Charte Mondiale des Femmes

Le 8 mars prochain, journée internationale des femmes, la « charte Mondiale des Femmes pour l'humanité » va commencer, à Sao Paulo, un long périple sur les cinq continents pour se terminer le 17 octobre à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Approuvée en décembre à Kigali (Rwanda), durant la rencontre des Marches Mondiale des Femmes, coalition de 6 000 organisations dans 160 pays. La présentation de la charte lors de la cinquième édition du Forum Social Mondial a ouvert le calendrier d'actions globales féministes de 2005.

Préambule

Nous, les femmes, marchons depuis longtemps pour dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences ont une fin.

De nos luttes féministes, de celles qu'ont menées nos aïeules sur tous les continents, sont nés de nouveaux espaces de liberté, pour nous-mêmes, pour nos filles, pour nos fils et pour toutes les petites filles et tous les petits garçons, qui, après nous, fouleront ce sol.

Nous bâtissons un monde où la diversité est un atout et où tant l'individualité que la collectivité sont sources de richesse, où les échanges fleurissent sans contraintes, où les paroles, les chants et les rêves bourgeonnent. Ce monde considère la personne humaine comme une des richesses les plus précieuses. Il y règne l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix. Ce monde, nous avons la force de le créer.

Nous formons plus de la moitié de l'humanité. Nous donnons la vie, travaillons, aimons, créons, militons, nous distrayons. Nous assurons actuellement la majorité des tâches essentielles à la

De Sao Paulo, la charte passera de relais en relais par 53 pays. Pendant le relais, les militants mèneront des actions de sensibilisation et d'information sur le contenu de la Charte et interpellent leurs représentantes et représentants ainsi que l'opinion publique. Elles transposeront également le contenu de la charte dans les carrés d'un patchwork qui se formera au fur et à mesure des étapes.

Le 12 mars, elle devrait arriver en Argentine puis, parcourir tout le continent américain en mai, l'Europe en juin, l'Asie et l'Océanie en juillet, le Moyen-

orient et à la continuité de cette humanité. Pourtant, notre place dans la société reste sous-évaluée.

La Marche mondiale des femmes, dont nous faisons partie, identifie le patriarcat comme le système d'oppression des femmes et le capitalisme comme le système d'exploitation d'une immense majorité de femmes et d'hommes par une minorité.

Ces systèmes se renforcent mutuellement. Ils s'enracinent et se congugent avec le racisme, le sexisme, la misogynie, la xénophobie, l'homophobie, le colonialisme, l'impérialisme, l'esclavagisme, le travail forcé. Ils font le lit des fondamentalismes et intégrismes qui empêchent les femmes et les hommes d'être libres. Ils génèrent la pauvreté, l'exclusion, violent les droits des êtres humains, particulièrement ceux des femmes, et mettent l'humanité et la planète en péril.

Nous rejetons ce monde !

Nous proposons de construire un autre monde où l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions n'existent plus, où l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes et de tous sont respectés.

Orient et l'Afrique d'août à Octobre.

Le 17 octobre, à la fin de son voyage, sera lancée la Journée d'action mondiale avec des activités organisées à 13 heures, quel que soit le pays. Ainsi, en 24 fois 13 heures, les actions de solidarité féministe feront le tour de la planète en une journée.

Ça pourra être des débats, des manifestations, des actions, ou ce que l'on veut. C'est aux coordinations nationales de décider.

Voici la charte :

Cette Charte se fonde sur les valeurs d'égalité, de liberté, de solidarité, de justice et de paix.

ÉGALITÉ

Affirmation 1. Tous les êtres humains et tous les peuples sont égaux dans tous les domaines et dans toutes les sociétés. Ils ont un accès égal aux richesses, à la terre, à un emploi digne, aux moyens de production, à un logement salubre, à une éducation de qualité, à la formation professionnelle, à la justice, à une alimentation saine, nutritive et suffisante, aux services de santé physique et mentale, à la sécurité pendant la vieillesse, à un environnement sain, à la propriété, aux fonctions représentatives, politiques et décisionnelles, à l'énergie, à l'eau potable, à l'air pur, aux moyens de transport, aux techniques, à l'information, aux moyens de communication, aux loisirs, à la culture, au repos, à la technologie, aux retombées scientifiques.

Affirmation 2. Aucune condition humaine ou condition de vie ne peut justifier la discrimination.

Affirmation 3. Aucune coutume, tradition, religion, idéologie, aucun système économique, ni politique ne justifie l'infériorisation de quiconque et n'autorise des actes qui remettent en cause la dignité et l'intégrité physique et psychologique.

mmes pour l'humanité

Affirmation 4. Les femmes sont des citoyennes à part entière avant d'être des conjointes, des compagnes, des épouses, des mères, des travailleuses.

Affirmation 5. L'ensemble des tâches non rémunérées, dites féminines, qui assurent la vie et la continuité de la société (travaux domestiques, éducation, soins aux enfants et aux proches) sont des activités économiques qui créent de la richesse et qui doivent être valorisées et partagées.

Affirmation 6. Les échanges commerciaux entre les pays sont équitables et ne portent pas préjudice au développement des peuples.

Affirmation 7. Chaque personne a accès à un travail justement rémunéré, effectué dans des conditions sécuritaires et salubres, permettant de vivre dignement?

Affirmation 2. Chaque personne jouit de libertés collectives et individuelles qui garantissent sa dignité notamment: liberté de pensée, de conscience, de croyance, de religion; d'expression, d'opinion; de vivre librement sa sexualité de façon responsable et de choisir la personne avec qui partager sa vie; de voter, d'être élue, de participer à la vie politique; de s'associer, se réunir, se syndiquer, manifester; d'élire son lieu de vie, sa nationalité, de choisir son statut civil; de suivre les études de son choix, de choisir sa profession et de l'exercer; de se déplacer; de disposer de sa personne et de ses biens; d'utiliser la langue de communication de son choix dans le respect des langues minoritaires et des choix collectifs concernant la langue d'usage et de travail; de s'informer, de se cultiver, d'échanger, d'accéder aux technologies de l'information.

té. Elles choisissent d'avoir ou non des enfants.

Affirmation 5. La démocratie s'exerce s'il y a liberté et égalité.

SOLIDARITÉ

Affirmation 1. La solidarité internationale est promue entre les personnes et les peuples sans aucun type de manipulation ni influence.

Affirmation 2. Tous les êtres humains sont interdépendants. Ils partagent le devoir et la volonté de vivre ensemble, de construire une société généreuse, juste et égalitaire, basée sur les droits humains, exempte d'oppression, d'exclusions, de discriminations, d'intolérance et de violences.

Affirmation 3.

Les ressources naturelles, les biens et les services nécessaires à la vie de toutes et de tous sont des biens et des services publics de qualité auxquels chaque personne a accès de manière égalitaire et équitable.

Affirmation 4.

Les ressources naturelles sont administrées par les peuples vivant dans les territoires où elles sont situées, dans le respect de

l'environnement et avec le souci de leur préservation et de leur durabilité.

Affirmation 5. L'économie d'une société est au service de celles et de ceux qui la composent. Elle est tournée vers la production et l'échange de richesses utiles socialement, qui sont réparties entre toutes et tous, qui assurent en priorité la satisfaction des besoins de la collecti-



Photo: NM/R&V

LIBERTÉ

Affirmation 1. Tous les êtres humains vivent libres de toute violence. Aucun être humain n'appartient à un autre. Aucune personne ne peut être tenue en esclavage, forcée au mariage, subir le travail forcé, être objet de trafic, d'exploitation sexuelle.

Affirmation 3. Les libertés s'exercent dans la tolérance, le respect de l'opinion de chacune et de chacun et des cadres démocratiques et participatifs. Elles entraînent des responsabilités et des devoirs envers la communauté.

Affirmation 4. Les femmes prennent librement les décisions qui concernent leur corps, leur sexualité et leur fécondi-

vité, qui éliminent la pauvreté et qui assurent un équilibre entre l'intérêt général et les intérêts individuels. Elle assure la souveraineté alimentaire. Elle s'oppose à la recherche exclusive du profit sans satisfaction sociale et à l'accumulation privée des moyens de production, des richesses, du capital, des terres, des prises de décision entre les mains de quelques groupes ou de quelques personnes.

Affirmation 6. La contribution de chacune et de chacun à la société est reconnue et entraîne l'ouverture de droits sociaux, quelle que soit la fonction qu'ils y occupent.

Affirmation 7. Les manipulations génétiques sont contrôlées. Il n'y a pas de brevet sur le vivant ni sur le génome humain. Le clonage humain est interdit.

JUSTICE

Affirmation 1. Tous les êtres humains, indépendamment de leur pays d'origine, de leur nationalité et de leur lieu de résidence, sont considérés comme des citoyennes et des citoyens à part entière jouissant de droits humains (droits sociaux, économiques, politiques, civils, culturels, sexuels, reproductifs, environnementaux) d'une manière égalitaire et équitable réellement démocratique.

Affirmation 2. La justice sociale est basée sur une redistribution équitable des richesses qui élimine la pauvreté, limite la richesse, et assure la satisfaction des besoins essentiels à la vie et qui vise l'amélioration du bien-être de toutes et de tous.

Affirmation 3. L'intégrité physique et morale de toutes et de tous est garantie. La torture, les traitements humiliants et dégradants sont interdits. Les agressions sexuelles, les viols, les mutilations génitales féminines, les violences spécifiques à l'égard des femmes et le trafic sexuel et la traite des êtres humains sont considérés comme des crimes contre la personne et contre l'humanité.

Affirmation 4. Un système judiciaire accessible, égalitaire, efficace et indépendant est instauré.

Affirmation 5. Chaque personne jouit d'une protection sociale qui lui garantit l'accès à l'alimentation, aux soins, au logement salubre, à l'éducation, à l'information, à la sécurité durant la vieillesse. Elle a accès à des revenus suffisants pour vivre dignement.

Affirmation 6. Les services de santé et sociaux sont publics, accessibles, de qualité, gratuits et ce, pour tous les traitements, toutes les pandémies, particulièrement pour le VIH.

Affirmation 2. La tolérance, le dialogue, le respect de la diversité sont des garants de la paix.

Affirmation 3. Toutes les formes de domination, d'exploitation et d'exclusion de la part d'une personne sur une autre, d'un groupe sur un autre, d'une minorité sur une majorité, d'une majorité sur une minorité, d'une nation sur une autre sont exclues.

Affirmation 4. Tous les êtres humains ont le droit de vivre dans un monde sans guerre et sans conflit armé, sans occupation étrangère ni base militaire. Nul n'a le droit de vie ou de mort sur les personnes et sur les peuples.



Photo: NM/R&V

PAIX

Affirmation 1. Tous les êtres humains vivent dans un monde de paix. La paix résulte notamment : de l'égalité entre les sexes, de l'égalité sociale, économique, politique, juridique et culturelle, du respect des droits, de l'éradication de la pauvreté qui assurent à toutes et tous une vie digne, exempte de violence, où chacune et chacun disposent d'un travail et de ressources suffisantes pour se nourrir, se loger, se vêtir, s'instruire, être protégé pendant sa vieillesse, avoir accès aux soins

Affirmation 5. Aucune coutume, aucune tradition, aucune idéologie, aucune religion, aucun système économique ni politique ne justifient les violences.

Affirmation 6. Les conflits armés ou non entre les pays, les communautés ou les peuples sont résolus par la négociation qui permet d'arriver à des solutions pacifiques, justes et équitables et ce, au niveau national, régional et international.

APPEL

Cette Charte mondiale des femmes pour

l'humanité appelle les femmes et les hommes et tous les peuples et groupes opprimés du monde à proclamer individuellement et collectivement leur pouvoir à transformer le monde et à modifier radicalement les rapports qui les unissent pour développer des relations basées sur l'égalité, la paix, la liberté, la solidarité, la justice.

Elle appelle tous les mouvements sociaux et toutes les forces de la société à agir pour que les valeurs défendues dans cette Charte soient effectivement mises en œuvre et pour que les pouvoirs politiques prennent les mesures nécessaires à leur application.

Elle invite à l'action pour changer le monde. Il y a urgence !!!

Aucun élément de cette Charte ne peut être interprété ni utilisé pour énoncer des opinions ou pour mener des activités contraires à l'esprit de cette Charte. Les valeurs qui y sont défendues forment un tout. Elles sont égales en importance, interdépendantes, indivisibles; la place qu'elles occupent dans la Charte est interchangeable.

Qu'est-ce que la Marche mondiale des femmes ?

La Marche mondiale des femmes est un mouvement composé de groupes de femmes de diverses origines ethniques, culturelles, religieuses, politiques, de classe, d'âge, d'orientation sexuelle. Au lieu de nous séparer, cette diversité nous unit dans une solidarité plus globale.

En 2000, nous avons, en tant que Marche mondiale des femmes, écrit une plateforme politique contenant 17 revendications concrètes afin d'éliminer la pauvreté dans le monde, réaliser le partage des richesses, éradiquer la violence à l'égard des femmes et obtenir le respect de leur intégrité physique et morale.

Nous avons transmis ces revendications aux responsables du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'ONU. Nous n'avons reçu aucune réponse concrète. Nous avons aussi transmis ces revendications aux élus et élues et aux dirigeants et dirigeantes de nos pays.

Depuis lors, nous continuons à défendre nos revendications sans relâche. Nous proposons des alternatives pour construire un autre monde. Nous sommes actives au sein des mouvements sociaux du monde et de nos sociétés. Nous approfondissons la réflexion sur la place qu'occupent et que doivent occuper les femmes dans le monde.

Par cette charte mondiale des femmes pour l'humanité et par les actions à venir, nous réaffirmons qu'un autre monde est possible, un monde rempli d'espoir, de vie, où il fait bon vivre et nous déclarons notre amour à ce monde, à sa diversité et à sa beauté. ■

Adoptée
le 10 décembre 2004
à Kigali (Rwanda)
lors de la 5^e rencontre
internationale
de la Marche mondiale des femmes

Dialogues féministes Trois jours à repenser le féminisme

Les 23, 24 et 25 janvier, une centaine de militants féministes ont débattu de l'actualité du féminisme. Non pas de la pertinence ou non de l'enjeu féministe, la question était réglée pour tous, mais pour débattre entre féministes des évolutions, des divergences d'approches ou d'analyses. Débattre avant le début du forum pour ensuite mieux s'adresser aux ONG et mouvements sociaux qui oublient parfois l'urgence féministe. Bref une réunion non mixte, c'est-à-dire non pas uniquement entre femmes, mais uniquement entre féministes.

Les débats furent contradictoires, animés. Deux points émergent clairement: le féminin et les questions d'alliances.

Masculin/féminin

Repenser le féminisme, c'est déjà repenser le féminin. En effet, si les féministes définissent le féminin uniquement

à partir du corps de la femme ou encore décident de limiter leur espace d'action aux femmes, le mouvement pourrait y perdre sa dynamique. Limiter l'espace d'action aux femmes, c'est exclure les hommes féministes. C'est aussi ignorer tous les courants trans-genres (travestis, transgenres ...).

Si l'on apparente la dualité homme-femme à la dualité masculine-féminine, n'est-ce point reproduire les schèmes du patriarcat ? Si le féminisme existe, c'est notamment pour défendre le droit des femmes à disposer de leur corps, de leur choix de vie, et donc de refuser le modèle sociétal de distinction du masculin-féminin.

Repenser le féminin impose aussi de repenser le masculin.

Cependant, ce débat n'a absolument pas remis en cause l'idée que les femmes étaient et de loin les premières victimes du modèle de société machiste

ou la possibilité de groupe de travail non mixte.

S'allier sans s'aliéner

Sur certaines questions, des féministes se trouvent plus proches des mouvements sociaux que d'autres féministes. Bien que le féminisme ait vocation à agir de façon transversale, les options politiques divergent, ce qui en cette période de durcissement social peut entraîner de lourdes dissensions. Alors, comment créer des alliances sans se faire absorber ? Sans perdre le message essentiel ? Sans se désunir pour autant ? C'était, la deuxième piste du débat.

Les Dialogues féministes devraient être réédités une troisième fois au prochain FSM et, hélas, toujours uniquement sur invitation pour « être certain de dialoguer entre féministes ». ■

MC

L'économie solidaire au 5ème Forum Social Mondial

Le thème de l'économie solidaire a dominé les débats concernant une autre économie au Forum 2005 de Porto Alegre où elle occupait un espace identifié sous le nom d'Économies Souveraines par et pour les peuples contre le capitalisme néolibéral.

Le 27 janvier, une séance d'ouverture, qui avait pour thème *L'économie solidaire, développement souverain et durable*, a rassemblé un millier de personnes et a été suivie d'une marche pour *La Consommation Responsable : une alternative aux produits nocifs des compagnies transnationales*. De nombreux participants étaient des travailleurs de cette économie, preuve de la démocratisation du cinquième Forum.

Mais qu'entendre par économie solidaire ?

Ce terme générique recouvre une réalité qui porte différents noms en fonction des groupes et des idéologies. On peut dire néanmoins qu'il s'agit :

□ **subjectivement**, d'un projet socio-économique, politique et culturel qui vise le développement humain suivant des principes démocratiques ainsi que le respect de l'environnement à partir de relations de production autogestionnaires et antagoniques à celles du système capitaliste.

□ **objectivement**, l'économie solidaire est composée d'un ensemble d'organisations qui réalisent des activités économiques de production de biens, de services, de commercialisation, de troc, de consommation et de financement. Elles sont formées par des travailleurs/euses ou familles de travailleurs/euses qui sont dans leur quasi totalité propriétaires ou co-propriétaires, exerçant de façon collective la gestion des activités et l'allocation de ses résultats. Ces entreprises s'organisent en réseaux horizontaux et verticaux et reçoivent l'appui de mouvements sociaux, d'ONG, de certains syndicats, de pouvoirs publics et d'universités.

L'économie solidaire s'est imposée dès la préparation du Forum et sur les quinze millions de reais dépensés, deux corres-

pondent aux services et biens acquis de ces entreprises, employant plus de 1.200 travailleurs/euses. Six segments de l'économie solidaires ont été présents au Forum : la confection, l'artisanat, l'alimentation, l'approvisionnement et les services de recyclage. La participation la plus visible étant, sans nulle doute, les 60 000 sacs en coton destinées aux participants inscrits au Forum, dont la réalisation a été prise en charge, de la filature jusqu'à la couture finale, par un réseau d'associations ou coopératives solidaires (36 en tout), mais aussi la réalisation des lieux de restauration, la confection et l'installation des planchers des tentes ainsi que la construction des cabines pour la traduction simultanée.



Photo:NM/R&V

Six séminaires ont discutés des finances solidaires, des réseaux et chaînes de production, commercialisation et consommation solidaires, de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, de la relation de l'économie solidaire avec l'État et de la radicalisation de la démocratie (la législation, la gestion et le contrôle social). Ces thèmes ont été développés au sein de cent cinq ateliers, ainsi que le thème de la relation des acteurs de terrain, des mouvements sociaux et des différents secteurs de base de l'économie solidaire. Une réunion de négociation entre partenaires de l'économie solidaire s'est tenue durant quatre jours ainsi qu'une réunion des réseaux internationaux et des associations de chercheurs de l'économie solidaire.

Un très grand nombre d'entreprises solidaires commercialisaient des produits alimentaires du terroir (150 agro-industries et 170 entreprises de commercialisation): vin, liqueurs, charcuterie, fromages, miel, biscuits, jus de fruits etc. mais aussi fleurs, onguents et autres produits de phytothérapie, une large gamme de productions artisanales, une grande va-

riété de produits textiles, et bien d'autres choses encore. Deux magasins fonctionnaient jour et nuit au sein du campement de la Jeunesse.

Une initiative nouvelle qui n'a néanmoins pas eu le résultat escompté était l'emploi d'une monnaie alternative (le *Txa*). Cette monnaie a servi d'exemple pédagogique, mais ne s'est pas imposée comme monnaie d'échange au sein du Forum, comme le prévoient au départ ses promoteurs.

Il n'existe pas de consensus à propos du rôle de l'économie solidaire dans l'avenir.

Si, pour certains, elle représente l'embryon d'un nouveau système de production et une alternative au système capitaliste, d'autres nient son importance et la voient comme une mystification susceptible de détourner l'attention des réels intérêts des classes populaires.

Il est certain que la plupart des entreprises de l'économie solidaire sont extrêmement fragiles, survivent parfois au prix d'un travail excessif et rencontrent de gros problèmes de commercialisation. Néanmoins, les plus grandes difficultés résident, sans nul doute, dans la pratique de l'autogestion, ce principe fondamental de l'économie solidaire. Le manque de confiance dans leurs propres capacités, le bas niveau de formation, l'habitude de recevoir des ordres et la difficulté d'établir des relations d'égalité font que les travailleurs associés ont beaucoup de mal à sortir du rôle de producteur et à prendre en main la gestion collective de leurs entreprises.

Quatre priorités

Des propositions d'action, autour de quatre priorités, ont été présentées à la rencontre de convergence au soir du 30 janvier.

En premier lieu, il a été proposé de renforcer la capacité du pouvoir (*empowerment*) des acteurs de l'économie solidaire à partir d'une formation politique, éthique et technique des leaders et administrateur des expériences solidaires, la conduite démocratique et transparente des organisations, la participation équitable entre hommes et femmes.

Secundo, dans le domaine des relations entre les acteurs et le marché, il y a lieu de fortifier et construire des réseaux entre producteurs ruraux et consommateurs urbains en alternatives aux intermédiaires et aux supermarchés. Il faudra également promouvoir des réseaux de commerce équitable en donnant la priorité aux entreprises solidaires fondées sur des relations associatives; s'assurer des finances solidaires; mettre en place de nouvelles formes de commercialisation au moyen de monnaies alternatives, systématiser et socialiser sous la forme d'un catalogue (répertoire) des entreprises de l'économie solidaire; privilégier le commerce sud/sud; réaliser des campagnes éducatives dans les écoles pour une consommation consciente ...

Tertio, en ce qui concerne les relations entre l'économie solidaire et l'Etat : le rôle de ce dernier et des politiques publiques sont d'une importance capitale.

Le développement de logiciels libres de droits comme outils de collaboration et leur emploi dans les administrations publiques permettraient d'économiser et de développer des cours de formations qui concerneraient aussi les acteurs de l'économie solidaire. Est également en

jeu l'insertion du commerce équitable dans le cadre de politiques d'intégration comme l'ALCA (Alliance de Libre Commerce des Amériques); la promotion des achats publics auprès des producteurs d'économie souveraines et la démocratisation d'organismes comme l'ONU, le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale.



Photo: BiFsm

Quarto, quant aux relations de l'économie solidaire avec les mouvements sociaux, il a été proposé que celle-ci s'engage dans des actions de défense de la souveraineté alimentaire au cours de la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC, que l'économie solidaire fasse partie des thèmes du VI Forum International de Logiciels Libres (Porto Alegre, 2005); qu'il y ait une parité entre hommes et femmes à la Conférence de Bei-

jing + 10 ; que soit appuyée la lutte en Inde contre le mariage des enfants et l'infanticide; qu'elle puisse apporter son appui au boycott des entreprises transnationales et aux différentes revendications des mouvements féministes.

D'autres luttes ont été avancées pour empêcher que les biens communs de la terra (l'eau, l'air entre autres) soient privatisés et commercialisés; lutter pour éradiquer les paradis fiscaux; renforcer le pouvoir économique du consommateur... Les débats ont été établis de façon horizontale, plurielle et démocratique, ils ont permis des rencontres entre un très grand nombre d'organisations et des personnes, qui ont noués des contacts et formés des réseaux, projetant des actions et de nouvelles rencontres.

Le Forum de 2005 a montré qu'un autre monde est possible, mais aussi qu'une autre économie est déjà en train de s'implanter grâce à la créativité et au courage de milliers d'hommes et de femmes.

À nous tous d'y participer! ■

Noëlle LECHAT

La maison de la paix un centre éducatif alternatif pour l'écologie humaine et sociale

Il s'agit d'une communauté autogérée, composée d'une famille (père, mère, deux enfants de 4 ans et 11 mois), d'Edouardo et Denise Quelly (femme divorcée, un enfant de 8 mois), de Claudie (célibataire, un enfant de 6 ans) et d'Orlando (célibataire).

La maison est installée sur 4 hectares de terrain avec des locaux d'habitation avec des toilettes sèches (sciure), un poulailler, un verger, un jardin et une partie du terrain en forêt où a été créé un parcours, le «chemin de la paix», avec un étang.

Ils interviennent auprès de 40 écoles de leur environnement sur des questions d'éducation à l'environnement, éducation à la santé, groupe de parole avec des mères de famille...

La communauté accueille également une fois par semaine des jeunes déficients intellectuels d'un centre proche et leur propose des animations autour de l'environnement. Nous avons été accompagnés dans notre visite par Joao Rockett, permanent de **Permaculture**, dont les objectifs sont la bio construction, la veille sur l'eau, les énergies renouvelables et l'alimentation.

Le concept Permaculture désigne les quatre aspects d'intégration dans l'environnement, pour l'habitation intégrée.

La communauté «Maison de la Paix» souhaiterait, en lien avec Permaculture, construire une maison selon le concept développé par Permaculture qui

intègre également l'auto-construction. Il s'agit d'une maison entièrement en terre, dont le coût s'élève à 7500 Réais (soit 2400 dollars) pour environ 80m² à 100m² :

- terre de remblai (le tout venant).
- tubes de polypropylène (sac de semence) les tubes sont remplis de terre puis empilés.
- Fumier + cendre pour le crépi. L'isolation thermique est assurée. La maison est complétée par des toilettes sèches.

La construction de cette maison sur le terrain de la communauté permettrait d'accueillir des personnes individuellement ou en groupe, en gardant l'esprit de l'écologie humaine et sociale. ■

Brigitte CARRAZ

Partager le pouvoir, l'avoir et le savoir

Une économie et une monnaie sociale : outil de partage de du pouvoir, de l'avoir et du savoir, tel était l'enjeu des ateliers auxquels nous avons participé, au cours de ce Forum.

Ces rencontres ont été en grande partie animées par Heloisa Primavera, un personnage incontournable ; c'est elle qui continue d'expérimenter la pratique de la monnaie sociale en Argentine et en Amérique Centrale.

Il y avait aussi les animateurs du réseau COLIBRI, qui tentent de promouvoir un développement soutenable et durable, ainsi que plusieurs personnes qui sont en train de réfléchir et d'expérimenter sur le sujet. J'ai moi-même participé à l'animation de deux ateliers, ce qui m'a permis de faire part de l'expérience que nous menons dans le cadre de la Maison de la Citoyenneté Mondiale de Mulhouse.

Pour animer ces ateliers, on a employé des méthodes véritablement participatives.

L'ensemble des participants a fait des efforts pour écouter les uns et les autres, pour mieux se comprendre, apporter ensuite son propre témoignage et enfin être en mesure de faire une synthèse.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons pris connaissance d'une multitude d'expériences de monnaie sociale et solidaire à travers le monde. Elles sont nombreuses et variées. C'est en Amérique Latine qu'elles semblent néanmoins les plus nombreuses. L'exemple de l'Argentine est le plus significatif : plusieurs millions de personnes ont pu en bénéficier. Au Mexique, une expérience pilote utilise un système de cartes à puce, qui permet une intégration de la monnaie so-

lidaire au niveau de l'Etat. Les dimensions sont également très variables et vont du petit groupe de personnes jusqu'à des régions entières. Nous avons évoqué notamment l'expérience de la ville de Worgl en Autriche au début du 20ème siècle, et celles plus récentes (début des années 1990) d'une ville au Brésil.

naie sociale au niveau mondial, tout en maintenant la notion d'autogestion de groupe ?

- comment peut-on, en inventant une unité monétaire mondiale, en assurer le contrôle et une visibilité publique ?
- une monnaie sociale mondiale doit-elle annuler une monnaie sociale locale ?



Photo: MC/R&V

Parfois, il y a des régions qui sont concernées. Tel est le cas notamment en Allemagne, où ces pratiques sont assez développées. Certains commerçants et grands magasins entrent parfois dans le jeu, en mettant en place des caisses séparées, l'une pour la monnaie formelle et capitaliste et l'autre pour la monnaie sociale. Ils ont compris que ces pratiques leur permettent de développer l'économie locale avec évidemment le danger d'oublier les principes de base et de tomber dans les travers de l'égoïsme collectif.

A l'heure actuelle, on peut se poser les questions suivantes :

- comment utiliser ces systèmes de mon-

- comment passer du local au global, en respectant à la fois le local, le régional et l'international ?

Tout cela nous fait comprendre que le débat n'est pas clos et ... c'est peut-être cela qui est le plus intéressant et le plus motivant, car en fait, n'oublions pas que c'est la communauté qui est responsable de son développement et de ses échanges. C'est d'ailleurs dans cet état d'esprit qu'il convient également de réfléchir à l'intégration ou plutôt, à la complémentarité de la monnaie sociale avec le commerce équitable et les micro-crédits.

Néanmoins, ces expériences, ces pratiques ont toutes ceci en commun :

- la mise en commun des biens et services,
- l'aspect distributif (en redistribuant ce que chacune et chacun a mis dans le pot commun),
- le principe de l'abondance et non de la rareté,
- la solidarité, le partage et le lien social qui en découlent (c'est peut-être cela le plus important),
- la préfiguration d'une autre société.

N'oublions pas que la monnaie sociale est une alternative pour les exclus, permettant de faire face aux causes structurelles de l'exclusion en recherchant en quelque sorte une globalisation solidaire.

Dans ce cadre, il n'est donc plus question de spéculer, d'accumuler des richesses, mais d'échanger.

Par ailleurs, le thème fondamental reste l'autogestion, car ce sont les utilisateurs qui animent eux-mêmes le réseau et en assurent le contrôle.

C'est ainsi qu'ensemble, nous avons réfléchi sur des pratiques de démocratie active à travers ce système. En effet, à travers ces partages, la hiérarchie est balayée. Les uns apportent leurs marchandises, leurs services, les autres (qui ont des revenus) apportent, par exemple, des bons d'achats et tous échangent, se placent sur un pied d'égalité.

Celui qu'on appelle, dans notre système classique, le pauvre, se rend compte qu'il peut lui aussi apporter quelque chose (il découvre ainsi ses propres richesses) et celui qu'on appelle le riche, apprend à recevoir, à échanger et à ne plus se pencher sur celui qui est au bas de l'échelle sociale. En fait, ce système nous permet de nous traiter d'égal à égal.

Il était également question de développement soutenable et durable. En d'autres termes, de développement ayant le souci de l'environnement, des limites de la planète, qui est préoccupé non pas de la marge bénéficiaire mais des besoins fondamentaux de l'être humain.

En fait, les débats ont été placés dans le cadre de la solidarité et de la remise en cause d'un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Car l'entreprise telle que nous la connaissons, fait partie intégrante d'un système où l'on produit pour faire des bénéfices et parfois, à la rigueur, redistribuer aux plus pauvres des miettes. L'individu étant considéré tout simplement comme un facteur de production, qu'il s'agit d'acheter au plus bas prix, pour en tirer la plus grande marge bénéficiaire.

Dans un tel contexte, on peut évidemment améliorer les méthodes de travail. On appelle cela de la participation, de la cogestion, mais en fin de compte, la finalité ne change pas.

Compte tenu de ce contexte, le réseau COLIBRI animé entre autre par Heloisa Primavera, nous a été présenté comme



Photo: BC-RW/R&V

un lieu de rencontre, d'échanges, d'expériences. Et ... c'est dans cet état d'esprit que l'ensemble des participants a été invité à rejoindre, à s'associer à ce réseau.

Nous avons tenté de réfléchir à une mise en commun de nos expériences, de manière à provoquer des avancées significatives, laissant préfigurer une autre société. C'est effectivement dans cet état d'esprit qu'il faut situer l'économie solidaire : une économie permettant de promouvoir la libre entreprise des Hommes (avec un grand H), une entreprise :

- qui produit des biens et des services permettant de satisfaire les services fondamentaux,

- qui est animée par un esprit participatif, permettant initialement de partager les responsabilités,
- qui assure une formation en conséquence.

Par ailleurs, cette économie formelle est à lier à l'activité informelle (les services que se rendent les personnes les unes aux autres, dans le cadre de leurs relations familiales et humaines) et qui représente 75% de l'activité globale.

Quant à la monnaie, elle trouvera dans un tel contexte sa véritable fonction, celle permettant d'échanger, de déclencher des activités.

Voilà en fait les principes qui guident ce type d'expériences. En lisant cela, certains diront « *des mots, des mots* », d'autres rajouteront « *c'est bien mais c'est marginal... on n'y changera rien* »

Eh bien, figurez-vous que les personnes ou les groupes de personnes qui mettent en application ces principes y croient, expérimentent, prennent le risque de se tromper, rectifient souvent le tir.

A l'issue de ces divers ateliers, on peut tirer une première leçon.

Forts de nos expériences communes, de notre volonté de poursuivre, d'aller de l'avant, nous nous sommes

donnés les moyens de développer notre réseau.

Nous-mêmes, à Mulhouse, allons étendre notre expérience locale à l'espace transfrontalier, c'est à dire vers nos partenaires Allemands et Suisses.

Utopie, utopie, diront certains en lisant cela et nous répondrons : « *Oui, vous avez parfaitement raison, nous cultivons consciemment, résolument l'utopie émancipatrice des partageux, car nous avons constaté que celles et ceux qui prétendent avoir les pieds sur terre, s'y enfoncent souvent profondément et ne s'en sortent plus* ». ■

Roger WINTERHALTER

Lancement d'une proposition alternative

Les Alternatifs acteurs. Un pas en avant pour structurer des réseaux sur la souveraineté alimentaire.

Début octobre, les Alternatifs ont décidé de lancer une activité sur la souveraineté alimentaire lors du FSM, au nom de Rouge et Vert puisque les organisations politiques ne sont pas admises en tant que telles au FSM.

Cette proposition s'appuyait à la fois sur les réflexions menées dans la commission « Agriculture et Alimentation » et leur expression lors du FSE de St Denis en 2003, sur l'intervention de Michel dans un groupe de travail sur la souveraineté alimentaire au sein de la Plate-forme pour des agricultures durables et solidaires (PF ADS) ainsi que sur les connaissances de Philippe en matière d'échanges agricoles.

Pour nous, il s'agissait à la fois de profiter du FSM pour faire progresser le débat avec des organisations brésiliennes et africaines et de renforcer la capacité des altermondialistes à établir des contre-propositions en

vue des échéances très importantes en 2005, dont la conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong (en décembre) qui est sensée boucler le cycle entamé à Doha en achevant la libéralisation des échanges agricoles.

Il s'agissait donc d'objectifs variés et ambitieux. Mais il en est de cette proposition comme de l'ensemble du FSM, dicit Gus Massiah, « le FSM c'est comme un bon plat : il faut y penser et le préparer à l'avance, le déguster et y penser longtemps après » ...

Une préparation vraiment collective

Sur la base d'une première proposition rédigée avec Claude Girod de la Confédération Paysanne et Catherine Gaudard du CCFD, le contenu a été précisé avec différents partenaires de la plate-forme. Mais le projet était de réaliser cette activité avec des partenaires brésiliens et africains et plus globalement avec la Via Campesina qui regroupe les syndicats

MST et Via Campesina ne se sont pas impliqués.

Notre proposition a été inscrite sans difficulté dans le programme du FSM en raison du principe de l'auto organisation en vigueur cette année.

Le déroulement a été lui aussi satisfaisant, avec un public nombreux (80 personnes le matin, 40 pour l'atelier de l'après-midi) et participatif. En particulier, il s'est avéré judicieux d'organiser un séminaire pour le débat large le matin



Photo:PC/R&V

paysans radicaux de tous les continents. Grâce au GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques) qui a nombreux contacts avec les organisations brésiliennes, deux d'entre elles ont été partie prenante de façon active : la FETRAF (syndicat de défense des travailleurs de l'agriculture familiale, fortement implanté dans le sud du pays mais en cours d'organisation pour l'ensemble du Brésil) et l'ABONG (groupement des ONG brésiliennes). En raison de difficultés, principalement d'ordre pratique, le

et un atelier pour préciser les orientations et prendre les décisions concrètes l'après-midi. Le séminaire a surtout permis d'exposer des éléments de situation et des points de vue de la FETRAF, de la PFADS, de la Confédération paysanne et d'un représentant d'une organisation paysanne du Niger membre du ROPPA (voir encadré). Certes la confrontation a été limitée par le temps imparti (3 h + 2 h) mais le séminaire et l'atelier ont permis de mieux comprendre et de rapprocher les approches et les propositions

des uns et des autres et d'insister sur la nécessité de travailler encore davantage ensemble. D'autant qu'à l'inverse de nombreuses autres activités du FSM, nous avons pu organiser une très bonne traduction français-brésilien, grâce à la participation financière du GRET et du CCFD.

Ces résultats positifs obtenus dans le cadre du FSM ont été aussi favorisés par deux réunions préalables entre organisations brésiliennes et organisations françaises sur les questions agricoles et commerciales.

Un accord entre les participants a été obtenu sur la nécessité de la souveraineté alimentaire face aux dégâts dans tous les pays de la libéralisation des échanges et du comportement des firmes transnationales. La souveraineté alimentaire constitue une nécessité pour protéger et promouvoir l'agriculture familiale ou paysanne.

Huit points de conclusion en termes de constats stratégiques sont ressortis du séminaire :

- 1- prendre en compte la souveraineté alimentaire dans un ensemble plus large de préoccupations incluant le secteur de la pêche (projet d'accord à l'OMC), la dette (qui pèse sur les stratégies agro exportatrices, du Brésil notamment), l'impact de la libéralisation des services publics et la question de la réforme agraire ;
- 2- construire des alliances durables et larges pour peser sur les négociations à l'OMC ;

3- Exiger la transparence des négociations, en prenant comme exemple ce qui se fait au Brésil (voir interview de Milton Rondo FILHO), avec une campagne du type : « Ne les laissons plus négocier dans notre dos ! » ;

4- faire le bilan des dix dernières années de l'Accord de Marrakech, en distinguant les gagnants et les perdants et en faisant clairement apparaître la nature des forces en présence, idéologiques et politiques ;

5- prendre en compte les différences de rythmes et d'enjeux entre la France et le Brésil, entre l'Europe et l'Afrique... ;

6- travailler sur le contenu des outils de politiques agricoles, en particulier la gestion de la maîtrise de l'offre, en quantités et qualité. Il s'agit ainsi d'augmenter notre capacité de contre-proposition au modèle existant ;

7- s'organiser face au projet d'accord UE-Mercosur, duquel toutes les parties font une évaluation extrêmement négative (« un coin pour enfoncer la libéralisation encore plus loin qu'avec l'OMC », d'après un intervenant) ;

8- mobiliser les opinions publiques, les autres forces sociales et les forces politiques autour de ce thème de la souveraineté alimentaire.

Sur ces bases, l'atelier a dégagé 3 axes de travail pour les organisations présentes :

- 1-Elaborer des outils de formation et d'information des acteurs par rapport aux enjeux de la souveraineté alimentaire, et

ce à deux niveaux : les ONG et les mouvements paysans d'une part, mais aussi l'ensemble des populations (à travers ses organisations de consommateurs, de producteurs, de citoyens...) de l'autre ;

2- élaborer une position commune pour la rencontre de Hong-Kong ;

3- mieux articuler et valoriser les réseaux existants concernés par la problématique de la souveraineté alimentaire, en constituant un noyau dur chargé de nourrir ces réseaux en informations et d'initier quelques initiatives.

Il s'agit de valoriser au mieux la relation triangulaire Brésil/Europe/Afrique qui a bien fonctionné à Porto Alegre.

A suivre : il y a du boulot.

Quel est le bilan politique pour les Alternatifs ? Difficile à dire étant impliqué à double titre de militant politique et d'appui aux ONG et à la Conf. Par cette activité et par notre présence à plusieurs avec du matériel propre (texte en plusieurs langues que nous avons distribué) et en nous présentant comme Alternatifs nous avons commencé à légitimer la présence politique sur ces questions. Nous marquons ainsi notre conception du travail altermondialiste et plus globalement politique. Certes, ce serait plus aisé si nous étions un peu plus nombreux...

■ Michel BUISSON

Les riziculteurs nigériens, victimes des importations, pour la souveraineté alimentaire



Mamadou Hassan

Photo:PC/R&V

Mamadou HASSAN secrétaire exécutif de la fédération des unions de groupements de groupements des paysans du Niger, a parfaitement illustré les dilemmes des pays pauvres par rapport à la souveraineté alimentaire.

La production locale de riz ne couvre que le 1/3 des besoins. Du coup, comme la production d'autres aliments de base (manioc), elle est de plus en plus concurrencée par les importations. Ces importations se font par 3 canaux. D'abord par un oligopole d'importateurs qui spéculent sur les stocks en provenance d'Asie. Mais aussi par l'aide alimentaire, qui rentre dans le pays sans taxe. Elle est en

partie distribuée aux populations les plus pauvres (63% de la population vit sous le seuil de pauvreté), mais, pour une autre, est vendue au profit de « projets de développement » par la CRS, un consortium d'ONG nord-américaines. Avec les importations spéculatives, ce sont ces importations de riz US qui perturbent totalement le marché et dissuadent de plus en plus les paysans de cultiver le riz. Sans gestion de l'offre au niveau de l'Etat, ne parlons même pas d'aide au producteur, inexistante, il est impossible de développer la production locale. Et le Niger s'enfoncé toujours plus dans la dépendance. ■

Accords de Lomé

Quand on veut noyer son chien...

Les premiers Accords de Lomé ont été signés entre la CEE à 9 et 46 pays d'Afrique - Caraïbes - Pacifique en 1975. Elles entérinaient les relations privilégiées de certains pays d'Europe avec leurs anciennes colonies. Pour les ACP, ils constituaient également la reconnaissance d'une dette historique par les anciennes puissances coloniales.

Les **accords UE-ACP** ont concerné de plus en plus de pays. Côté Européen, avec les élargissements successifs. Côté ACP, on compte désormais 77 pays, dont tous les pays d'Afrique Sub-saharienne après l'adhésion de l'Afrique du Sud en 1997 (48 en tout), 15 des Caraïbes et 14 du Pacifique.

Jusqu'en 2000, ces Accords étaient tout à fait originaux par rapport à tous les autres conclus dans le Monde :

- d'abord, ils étaient **gérés paritairement** par la CEE et les représentants des pays ACP, avec 3 institutions mixtes permanentes (Conseil des Ministres, Comité des Ambassadeurs, Assemblée parlementaire consultative) ;
- ensuite, ils s'appuyaient sur un régime commercial privilégié et asymétrique, où les exportations des pays ACP vers la CEE rentraient pour l'essentiel sans droit de douane, l'inverse n'étant pas vrai ;
- enfin, l'**appui technique et financier était programmé sur une longue période** (5 ans puis 10 ans), sur un budget propre (le FED, Fonds Européen de Développement), avec en particulier des outils de stabilisation des cours d'exportation des produits agricoles (le STABEX) et des minerais (SYS-MIN) qui constituent l'essentiel des recettes d'exportation des pays ACP.

Le bilan de ces accords a été largement discuté à la fin des années 1990, avant la signature de l'Accord dit «de Cotonou» en 2000, sur une base largement différente des précédentes. Il a en particulier

fait l'objet de la publication d'un « Livre Vert » de la part de la Commission Européenne en 1997. Celui-ci constatait :

- un recul de la part des ACP dans les importations de l'UE en 20 ans, passée de près de 7% à 3% ;
- une concentration des exportations des ACP, principalement sur une dizaine de produits primaires ;
- une croissance du PIB en Afrique subsaharienne limitée à 0,4% sur 30 ans, contre 2,3% pour l'ensemble des « pays en développement » (PED) ;
- des échanges commerciaux intra-africains très limités.

Dole essentiellement) étaient défavorisées par rapport aux bananes provenant des ACP. Désormais, ces régimes préférentiels sont attaqués également dans le secteur du sucre (par le Brésil en particulier), puisque l'UE importe au prix payé aux producteurs européens 1,3 million de tonnes de sucre de canne des ACP... volume qu'elle réexporte avec des subventions sur le marché mondial puisque le marché européen est de toutes façons excédentaire.

La conclusion tirée par la Commission Européenne et les gouvernements des Etats membres : il n'était plus possible de maintenir des importations préférentielles... il fallait « libéraliser » ces accords. Ce qui a été débuté avec l'Accord de Cotonou en 2000, qui prévoit la fin des importations préférentielles en 2008, et a entériné la fin du Stabex et du Sysmin, ainsi que des nouvelles conditionnalités pour les aides. C'est ce qui a va encore être largement aggravé par les APE (voir article ci-contre).



Photo:BiFsm

Un autre bilan des Accords de Lomé

En outre, la Commission reprenait des critiques sur l'opacité des négociations (remettant en cause la volonté de transparence ou la compétence des gouvernements ACP), sur le flou des affectations, « servant principalement à combler des déficits budgétaires »...

Enfin, les préférences commerciales unilatérales consenties par l'UE aux ACP ont été attaquées à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à partir de 1998. En effet, les accords signés en 1994 en particulier à l'initiative de l'UE ne légitiment que les accords commerciaux préférentiels sur une base de réciprocité. Dans un premier temps, l'attaque est venue des USA et de quelques pays d'Amérique Centrale à propos de la banane, considérant que les transnationales installées dans ces pays (Chiquita et

Des Organisations Non-Gouvernementales tirent un tout autre bilan des Accords de Lomé, même si elles sont également critiques.

Par exemple, l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement, basée à Dakar, leur reproche essentiellement de favoriser les recettes d'exportation (vers l'UE) au détriment de l'expansion des marchés intérieurs et des échanges avec les pays limitrophes. Or, les femmes sont essentiellement impliquées dans l'économie informelle et dans les échanges de proximité..

2ème reproche, les ressources de la convention (le FED) vont essentiellement aux projets de grande taille, défavorisant l'implication des populations locales, au

Quand l'U.E impose le libre-échange aux ACP

bénéfice des grandes entreprises et de la bureaucratie d'Etat.

3ème reproche, depuis 1990, les Accords conditionnent les aides à « la mise en œuvre d'un programme de stabilisation et de réforme agréé par le FMI et/ou la Banque Mondiale ». Autrement dit, l'adhésion aux tristement fameux « plans d'ajustement structurel », qui en Afrique comme ailleurs se sont traduits par des coupes drastiques dans les budgets sociaux et une priorité absolue aux exportations, pour payer la dette. Les femmes en ont été les premières victimes, avec des charges supplémentaires (accès plus difficile aux services sociaux de base, médecine, école, adduction d'eau...), et une réduction de la demande solvable interne, les privant d'opportunités économiques.

4ème reproche : même pour les exportations, les préférences commerciales de l'UE se sont largement érodées depuis 1994, avec la baisse généralisées des droits de douane. En outre, elles ne concernent que les produits primaires, et peu les produits transformés, à plus grande valeur ajoutée.

Pour ces ONG, les Accords de Lomé (et désormais de Cotonou) doivent donc être revus. Mais dans le sens d'un développement économique et social des pays ACP, tourné avant tout vers la satisfaction des besoins internes. Les aides devraient être versées essentiellement aux micro-projets. Le développement des économies locales doit être protégé par des barrières douanières des importations des pays plus développés. Enfin, la libre circulation des personnes doit être privilégiée par l'UE, étant donné le poids de l'émigration dans les aides aux investissements dans les ACP (flux de fonds privés, retour de compétences...).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas là l'orientation prise à Cotonou, et encore moins dans les APE qui se profilent ! ■

Emile R.

Sous le titre ésotérique de « Stop EPA ! », deux séminaires étaient organisés à Porto Alegre sur le devenir des accords de partenariat entre les pays ACP et l'Union Européenne. La plupart des Européens qui s'intéressent à la solidarité internationale en étaient restés aux Accords de Lomé (voir article ci-contre), rebaptisés en 2000 Accord de Cotonou. Et voilà qu'on nous parle désormais d'EPA, l'acronyme anglais de « Accord de Partenariat Economique ». Et on allait en apprendre de belles en cet après-midi caniculaire ...

Cheik T. Dieye, de l'association ENDA-Tiers Monde basée à Dakar rappelle la genèse de ces APE. Officiellement, il s'agit d'abord pour l'UE de se « mettre en conformité avec l'OMC », où elle-même a beaucoup pesé pour faire entériner la « réciprocité des concessions commerciales bilatérales » lors des négociations de Marrakech, signant ainsi l'arrêt de mort des Accords de Lomé dès 1994.

Ainsi, ce n'est plus d'un accès privilégié des marchandises des pays ACP dans l'UE qu'il est question, mais d'un accord de libre-échange symétrique. Pour l'OMC, la mise en conformité doit concerner « l'essentiel des échanges ». L'interprétation de la Commission Européenne est maximaliste : 90% des biens et services devront être libéralisés, c'est à dire pouvoir être échangés sans droits de douanes.

La Commission Européenne veut davantage qu'à l'OMC

En outre, cette libéralisation ne concerne pas que les produits primaires

(ceux qui étaient essentiellement bénéficiaires de l'accès privilégié dans l'UE), mais aussi les services, les investissements, et les marchés publics des pays ACP.

Pour les services, la demande de la Commission va plus loin que dans l'AGCS à l'OMC. Pour celui-ci, chaque pays « choisit » les services qu'il veut « libéraliser ». Ici, c'est la CE qui impose !

Avec le code des investissements (garanties pour les investisseurs étrangers), et la libre-concurrence pour les marchés publics, la Commission tente de réintroduire par la fenêtre les fameux « sujets de Singapour » que le groupe des pays les plus pauvres (le G-90, dont la quasi-totalité des ACP) avait unanimement rejeté à Cancun lors de la dernière réunion Ministérielle de l'OMC en septembre 2003.

Sauf que cette fois-ci, la Commission a appris la leçon et a décidé de diviser pour mieux régner : les négociations ne sont plus menées entre l'UE et les ACP en tant que bloc, mais en découpant les zones géographiques à son gré. Sous le prétexte de favoriser l'intégration régionale (en fait la mise en place de marchés communs comme la CEE première manière, ou le MERCOSUR...), la CE ne veut négocier qu'avec pas moins de 6 régions différentes, dont 4 en Afrique. Certaines de ces régions avaient déjà commencé à se structurer, comme l'Afrique de l'Ouest (avec la CDEAO). Mais d'autres blocs qui commençaient à se construire dans l'est et le sud du Continent, sont « invités » à le faire différemment, avec la création ex nihilo de nouveaux .../...

.../...ensembles comme l'ESA ou le SADC7.

En commençant à négocier séparément avec chacun de ces blocs dès 2003, la Commission introduit de plus une concurrence entre eux, en s'efforçant de niveler par le bas les protections de chacun : une concession commerciale obtenue avec l'un des blocs risque fort d'être imposée aux autres.

Enfin, le calendrier imposé par la CE est particulièrement serré, puisque les nouveaux APE sont sensés rentrer en vigueur début 2008, ce qui laisse très peu de temps à ces marchés communs régionaux pour se structurer, adopter un «tarif extérieur commun», une «monnaie commune» et une «convergence des politiques économiques». Lors du séminaire, un camerounais a fort justement rappelé que 35 ans s'étaient écoulés entre la signature du traité de Rome et l'instauration du marché unique Européen, ou que 14 ans après son instauration, le MERCOSUR n'avait pas encore de tarif extérieur commun. Autrement dit, ce que la CE exige de ses «partenaires» sous le prétexte de «favoriser le commerce de proximité», c'est ce qu'elle l'aurait jamais été capable de faire !

Mais l'essentiel n'est peut-être même pas là.

Vers une dépendance accrue des ACP

Un membre du ROPPA (Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest) souligne qu'il est pratiquement impossible pour les paysans d'Afrique de supporter la concurrence européenne sans droit de douane. Il prend l'exemple des découpes de poulets européens, qui ne supportent que des droits de douane faibles, et qui ont déjà pratiquement annihilé l'engraissement de poulets en Afrique. Si ces droits faibles, voire nuls, étaient généralisés, «c'en serait fini de l'agriculture paysanne en Afrique, vu les différences de productivité, sans même parler des subventions versées aux agriculteurs européens !».

Frank Saint Jean, représentant des paysans haïtiens, prend l'exemple de son pays. Les droits de douane y sont déjà les plus faibles des Caraïbes (5%

en moyenne), ce qui ne l'empêche pas d'être le plus pauvre de la région, contrairement à ce que veulent faire croire les catéchistes ultra-libéraux. Pour le riz, les producteurs locaux fournissaient encore 80% de la consommation locale au milieu des années 90. Après que le Gouvernement ait signé des accords avec des firmes des USA, la part de la production locale a baissé à 40% de la consommation. Or 70% des haïtiens essaient de vivre de l'agriculture !

Autre problème pour tous les pays pauvres, les droits de douane représentent une part considérable du budget des Etats. En Jamaïque, c'est 50%. En moyenne, pour les ACP, c'est environ 1/3. Avec les baisses de droits de douane demandées par l'UE, les premières simulations montrent des pertes budgétaires considérables, entre 10% au Ghana par exemple et 22% en Gambie. Et il n'est pas question pour le moment d'aides supplémentaires de la part de l'UE !

On peut alors se demander pourquoi tous ces pays continuent à négocier avec l'Union Européenne, d'autant que les plus pauvres d'entre eux (les 48 «PMA» dans le jargon des négociations internationales) bénéficieront en 2009 au plus tard de la proposition européenne «Tout sauf les Armes» d'accès en franchise de droits sur le marché européen.

C'est que ces Etats très pauvres sont extrêmement dépendants de l'Aide Publique au Développement (APD), notamment européenne. Et cette APD, si elle augmente en valeur, est loin de suivre la croissance du PIB de l'UE, si bien que le pourcentage du PIB de chaque pays consacré à l'APD reste très loin de l'objectif affiché (0,7% du PIB), qu'elle soit versée par le canal européen ou directement par chaque Etat membre. A l'avenir, la menace est claire : sans la signature d'un APE, plus ou beaucoup moins d'aide! Après les conditionnalités en termes de droits de l'homme (plus ou moins) imposées dans les années 80, après les conditionnalités en terme

de «sécurité» (lutte contre le terrorisme international) dans les années 90, place désormais à la conditionnalité «de libre accès à votre marché» ! En attendant le projet européen, pour le moment ajourné, de conditionnalité «de lutte contre l'immigration clandestine».

D'après un membre d'une ONG belge, les crédits de coopération sont déjà réorientés vers «l'aide à la négociation des APE (il n'existe pas de fonds spéciaux pour les études de simulation...), vers l'ajustement structurel et vers les infrastructures de transport, c'est à dire uniquement ce qui va dans le sens de la libéralisation du commerce».

« Les APE, c'est l'ALCA des Européens »

On est donc de plus en plus loin de la finalité initiale des accords de Lomé, de partenariat pour le développement économique et social ! En fait, d'après l'intervenant haïtien, «ce que l'UE veut imposer aux ACP, c'est ce que les USA veulent imposer en Amérique Latine avec leur ALCA qui a provoqué là-bas tant de résistances populaires».

En écho, Catherine Mabobori, une députée du Burundi explique les faibles réactions actuelles dans les pays concernés: «Il n'y a que le Premier Ministre qui va aux négociations avec la Commission Européenne, et quand il en revient, il n'en présente que la face positive, les financements supplémentaires...

Je ne savais pas le quart de ce que je viens d'apprendre cet après-midi. Dès que je serai rentrée, je vais alerter tout le monde !».

Claudia, représentant une ONG italienne, s'étonne : «mais pourtant, quand on a rencontré le Commissaire Mandelson, il nous a affirmé vouloir associer aux négociations Gouvernements, entreprises et sociétés civiles, et écouter nos arguments».

Un intervenant africain lui répond : «Les sociétés civiles, elles sont trop souvent instrumentalisées dans nos pays. Par exemple, on crée des groupes pour l'occasion, qui défendent comme par hasard



les intérêts des importateurs. C'était déjà le cas lors des ajustements structurels». Et puis, mais personne n'ose l'ajouter, la naïveté de certains représentants d'ONG, trop heureux qu'un personnage aussi important qu'un Commissaire Européen lui dise qu'il « prendra évidemment en compte les préoccupations de la société civile », laisse rêveur sur le côté fourre-tout de ce terme de « société civile »...

Le fait que ce soit désormais le Commissaire aux négociations commerciales (Peter Mandelson) qui s'occupe des accords UE-ACP au moins autant que son collègue Commissaire au développement (Louis Michel) est particulièrement éclairant sur la finalité réelle des APE.

En outre, le projet de Traité Constitutionnel Européen ne parle que de « Politique étrangère, de sécurité et de Défense », avec un Ministre chargé entre autre du développement, vidant de son contenu le poste de Commissaire au développement.

En conclusion de ce séminaire, les intervenants ont tous appelé d'abord à faire connaître le contenu réel de ces APE, tant en Europe que dans les ACP. Il est vrai qu'on est là dans une problématique proche du TCE, avec un affichage plutôt attirant de partenariat, mais un contenu porteur de vrais reculs sociaux. Comme le dit un des intervenants, « il faut mettre en lumière ce que les puissants veulent laisser dans l'ombre ».

Ensuite, à travailler sur ce que pourraient être des contenus alternatifs de vrais accords de partenariat économique et sociaux entre les pays ACP et l'Union Européenne. Un travail considérable a déjà été effectué, notamment par un réseau d'ONG africaine, basé au Ghana : Third Word Network (www.twnafrica.org), avec en particulier des documents de campagne, un suivi régulier... Deux problèmes cependant : ce matériel est en anglais exclusivement, et l'ours de la revue mensuelle de cette ONG « African Agenda » signale l'aide financière d'organismes sur les motivations desquelles on est en droit de se poser des questions, telles les fondations Ford ou Rockefeller... Une illustration s'il en fallait du paradoxe des ONG. ■

Emile R.

La surveillance collective des négociations commerciales une expérience de démocratie participative au niveau du Brésil

Nous avons rencontré Milton Rondo FILHO lors de la réunion sur les accords entre l'UE et le MERCOSUL. Il travaille au Ministère fédéral des Relations extérieures à Brasilia, où il est en charge de la coordination des actions internationales contre la faim.

Rouge&Vert : Nous avons appris qu'il existe une concertation permanente au Brésil entre des Ministères et les Syndicats d'agriculture familiale sur les négociations internationales. Cela nous a beaucoup surpris, car il n'existe rien de tel en France ou en Europe, où règne le plus grand secret sur ces négociations, laissant le champ libre au seul lobbying des grandes entreprises. Peux-tu nous en dire plus ?

Milton Rondo Filho : La concertation entre le Ministère du Développement Rural¹, le Ministère des Relations Extérieures et les organisations paysannes existe depuis deux ans. Elles concernent, outre les représentants des deux Ministères mentionnés, le MST (Mouvement des Sans Terre), la CONTAG (Confédération des travailleurs de l'agriculture, qui regroupe des exploitants familiaux de « moins de 2 unités fiscales », et les salariés d'exploitations agricoles) et la FETRAF (Fédération des Travailleurs de l'Agriculture familiale)². Deux ONGs participent aussi: Action-Aid et OXFAM. Nous nous rencontrons une fois chaque deux mois - en moyenne.

Les relations avec le Ministère de l'Agriculture et la CNA (Confédération

Nationale de l'Agriculture, qui représente l'agriculture d'entreprise), qui représentent l'agro-business et le secteur exportateur sont distinctes. Elles se font dans d'autres forums établis par le Ministère des Relations Extérieures.

R&V : Nous avons aussi compris qu'il existe un forum identique à l'échelle du MERCOSUL³. Est-il aussi structuré qu'au Brésil, ou est-il plus informel ?

MRF : Pour le MERCOSUL, nous avons une «Réunion Spécialisée pour l'Agriculture Familiale», qui est beaucoup plus formelle et intégrée par les Ministères des Affaires Étrangères et de l'Agriculture des 4 pays membres. Les syndicats d'agriculteurs familiaux y sont également conviés.

R&V : Quels sont les moyens de ces organes de consultation ? Lors de la réunion, on a parlé d'une étude de simulation/évaluation des propositions de l'UE dans les négociations bilatérales. Est-elle financée par le Forum ?

MRF : Les moyens sont dégagés au coup par coup. Comme la présidence du MERCOSUL était brésilienne en 2004, on a pu faire dégager des

fonds pour l'étude dont tu parles. Mais on n'a pas vraiment de budget permanent d'étude.

R&V : Quelle est l'implication réelle des représentants des organisations d'agriculteurs dans ces instances de concertation? Est-ce une priorité pour eux ?

MRF : L'implication des organisations est plutôt bonne, si on considère que la réforme agraire et la mise en valeur des terres est la vocation centrale de ces organisations et demande presque toutes les énergies disponibles... Nous avons décidé de ne pas trop formaliser le groupe, donc chaque organisation peut envoyer qui elle veut, mais pas forcément les mêmes délégués à chaque fois. À vrai dire, le débat est fait sur les grandes lignes à suivre, lesquelles sont généralement discutées au préalable au sein de chaque organisation.

R&V : Comment ces forums de concertation peuvent-ils peser réellement dans les négociations, face aux intérêts des groupes de pression industriels, des services ou de l'agro-business ?

MRF : La capacité d'intervention dépend beaucoup du moment et des

alliances. Au moment de la discussion sur l'ALCA⁴, la participation des mouvements sociaux dans leur ensemble a été primordiale, et aussi et surtout l'alliance avec l'Église Catholique brésilienne (toujours progressiste malgré le Vatican) pour expliquer largement les enjeux de la négociation, et ainsi la bloquer.

Pour l'accord en discussion entre l'UE et le MERCOSUL, on a dû porter ensemble le thème au Conseil National de Sécurité Alimentaire à la Présidence de la République) et ainsi susciter la plus large alliance avec la société civile (les syndicats de salariés, les associations de consommateurs...) et le Président lui-même a pris connaissance de ce qui se passait⁵. Du coup, dorénavant, il veut connaître les offres avant qu'elles soient faites par les négociateurs (ndr : on est surpris que ce n'était pas déjà le cas !). Le MST a campé à Brasilia devant le Ministère des Relations Extérieures le jour de la rencontre finale à Lisbonne en octobre, et c'était la première fois dans l'histoire du Ministère : cela a marqué dans les médias !

Nous restons à la disposition des forces progressistes européennes pour essayer de faire ensemble ce bout d'histoire de démocratie participative. Votre implication dans les négociations est fondamentale pour nous, tant pour les négociations bilatérales qu'à l'OMC. Ensemble je suis sûr que nous pouvons changer ces accords qui n'ont pour objectif que concentrer encore plus la richesse. ■

Propos recueillis par Emile R.

1. Le Ministère du Développement Rural est celui chargé de l'agriculture familiale et de la réforme agraire. Il ne faut pas le confondre avec le Ministère de l'Agriculture, qui, au Brésil, est exclusivement celui de l'agrobusiness (les grandes exploitations latifundiaires et les filières agro-exportatrices).

2. Créée en 1963, à la veille de la dictature militaire, la CONTAG y a résisté tant bien que mal. Ayant adhéré à la Centrale ouvrière CUT en 1995, elle est cependant restée sourde à la volonté d'organiser à part agriculteurs

familiaux et salariés agricoles, malgré de nombreuses dissidences. Le MST s'est ainsi créé en 1984 avec l'aide de la branche la plus progressiste de l'église catholique brésilienne, dans le sillage de la théologie de la libération. Et des FETRAF, syndicats spécifiques d'agriculteurs familiaux, se créent un peu partout depuis 1997. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ces FETRAF sont en général plus à gauche que la CONTAG, qui s'appuie encore sur une reconnaissance exclusive de l'état fédéral conformément au modèle corporatiste mis en place dans les années 40 par Gétulio Vargas et pas encore tout à fait démantelé. La reconnaissance de la FETRAF par ce forum permanent est en ce sens une avancée significative du Gouvernement Lula.

3. Le MERCOSUL (MERCOSUR en castillan) est un marché commun en formation depuis 1991 entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. La Bolivie et le Chili ont signé un accord de libre-échange avec cette zone, et d'autres pays d'Amérique du Sud sont en voie de rapprochement, comme ceux du Pacte Andin.

4. L'ALCA est l'Accord de Libre-Echange des Amériques, ou ZLEA traduit en acronyme français : c'est une initiative des USA dans le sillage de l'ALENA signé avec le Mexique et le Canada, pour faire pièce aux volontés d'organisation autonome régionale telle que le MERCOSUR ou CARICOM dans les Caraïbes.

5. Ces propositions ouvraient presque totalement les marchés Mercosuliens aux exportations européennes en supprimant les droits de douane, notamment dans le secteur laitier, ainsi qu'aux investissements étrangers, ouvrant la voie à la privatisation généralisée des services publics là-bas pour le plus grand profit des transnationales européennes, telles que Bouygues, Vivendi, France-Telecom... De même, la « libéralisation » de l'accès à la terre pour les européens faisait peser un grave danger sur la réforme agraire. En échange, l'accès au marché européen était facilité pour le sucre, l'éthanol, les viandes de volaille et bovine, bénéficiant principalement aux secteurs agro-industriels, et très peu à l'agriculture familiale.

Résist au n

Le 1er janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain) et surtout du soulèvement zapatiste aux Chiapas, a marqué indubitablement un changement en Amérique Latine. Elle a donné le coup d'envoi à la résistance populaire contre le néolibéralisme et à un développement de luttes multiples et diversifiées à travers le continent. Si dans un premier temps, les mouvements de résistance avaient pour but de préserver des droits sociaux face à l'offensive du modèle économique hégémonique, ils l'ont progressivement remis en cause, posé la question de la rupture et esquissé les grandes lignes d'une alternative qui garantirait les droits sociaux, politiques et culturels.

Maintien de l'hégémonie néo-libérale

Pourtant une décennie après, aucun gouvernement, aucun pays n'est vérita-

Du 21 au 23 janvier, une soixantaine de personnes, venues des quatre continents, représentants des organisations paysannes, économistes, experts en développement ont planché sur la problématique : prix agricoles, soutien et gestion de l'offre.

Le rendez-vous de Chapeco suivait celui de Dakar (2000) qui avait abouti à la Déclaration du même nom, véritable déclaration de guerre à l'OMC. En exigeant des politiques agricoles fondées sur les droits fondamentaux d'accès aux ressources (eau, terre, semences, crédit...), et de souveraineté alimentaires, dans un projet « solidaire » de commerce international, la déclaration de Dakar, signée par les représentants européens et africains, avait permis d'asseoir la légitimité des revendi-

Amérique Latine Avancées populaires éco-libéralisme

blement parvenu à rompre définitivement avec l'hégémonie des politiques néo-libérales. Pratiquement toutes les politiques appliquées sur le continent, à l'exception de Cuba, se réfèrent aux principes néo-libéraux. Il convient cependant de distinguer le cas du Vénézuéla où Hugo Chávez refuse clairement d'appliquer les recettes néo-libérales, mais sans être toutefois encore parvenu à mettre en pratique un nouveau modèle économique. Il a néanmoins entrepris très clairement une phase de transition (J'aurai l'occasion d'y revenir dans un prochain numéro consacré au Vénézuéla).

Par contre, il y a eu des avancées très significatives dans l'accumulation des forces au niveau social, de l'émergence de l'EZLN à la consolidation du MST brésilien, avec l'extension et le renforcement du mouvement paysan et indigène en Equateur et en Bolivie, avec l'apparition du mouvement *piquetero* en Argentine pour ne citer que les principaux.

Alors que le modèle néo-libéral était contesté, les dirigeants Carlos Menem, Alberto Fujimori, Fernando Henrique Cardoso, Salinas de Gortari, entre autres, appliquaient simultanément les vertus sacrées du néo-libéralisme, ce qui a entraîné la création de plusieurs mouvements de résistance et une insatisfaction généralisée de ce type de politique.

Pour autant, le modèle économique en vigueur sur l'ensemble du continent n'a pas été dépassé par les gouvernements de Lula au Brésil ou Kirchner en Argentine.

Expériences de résistances

Parmi les diverses expériences de résistance au néo-libéralisme, les résultats sont différents selon les pays du continent, certains sont dans l'impasse et d'autres sont en phase de renforcement. J'emprunte ici une classification des mouvements sociaux à Emir Sader. *

Les zapatistes, au sud du **Mexique**, sont en train de consolider leur pouvoir local, avec les **Caracoles** et les Conseils de bonne gouvernance. Ils renforcent leurs capacités d'action locale et consolident leur implantation dans l'Etat du Chiapas mais l'EZLN ne tente pas de se présenter comme une alternative nationale. Les deux partis traditionnels, le PRI et le PAN qui ont dominé la vie politique mexicaine vont être cette fois sérieusement concurrencés par le PRD avec la candidature du gouverneur de Mexico, López Obrador mais sans que les zapatistes ne cherchent à intervenir (Voir R&V n° 218). De même, l'EZLN ne participe pas au FSM et autres forums régionaux et thématiques. Ce mouvement se limite à communiquer de temps en temps par la voix du sous-commandant Marcos.

La théorie de la transformation du monde « sans prendre le pouvoir » influence directement l'option des zapatistes. La critique des partis traditionnels et de .../...

De Dakar à Chapeco

cations paysannes. Ainsi, elle avait joué un rôle moteur dans la structuration des organisations paysannes de l'Afrique de l'ouest.

La rencontre de Chapeco se voulait plus ambitieuse et plus technique, pour mettre en mots des alternatives cohérentes et équilibrées à l'idéologie simpliste et criminelle de l'OMC. Tous les participants, d'accord sur la nécessité de protéger les agriculteurs d'importations sauvages et dangereuses, ont partagé leurs expériences en matière de réglementation et de maîtrise des productions :

- Encadrement des volumes, longtemps assumé par le Brésil pour le café
- Gel des terres aux Etats Unis,
- Quotas laitiers auto administrés au Canada,

- Répartition et prix rémunérateur, pour chaque campagne de tomate à concentré au Sénégal.

A la diversité des situations correspond une aussi grande diversité d'outils et de combinaisons, bien difficiles à traduire dans un « appel » compréhensible et mobilisateur. Le Centre de Stratégie Alimentaire à l'origine de ces rencontres tenait à élargir les débats. Un élargissement géographique impliquant l'Amérique Latine et le Brésil, où ces questions sont encore absentes du mouvement social. Un élargissement politique également, avec différentes stratégies concernant l'OMC, ou la souveraineté alimentaire. Il semble aujourd'hui difficile d'aller plus loin sur ces questions avec le réseau FIPA diamétralement opposé à

Via Campesina, comme avec les Jeunes Agriculteurs et la Coordination Rurale peu enclins à la réciprocité des protections.

La difficile question d'une nécessaire maîtrise des cultures d'exportations et des produits tropicaux, préalable indispensable au respect de prix rémunérateurs reste entière. Comment demander aux plus pauvres de limiter leurs productions ? Sur quels critères ? Qui payera la dette si ce n'est l'agriculture ? Quel organisme international et plus encore quel gendarme pour rendre efficace ces dispositions ?

■
Claude GIROD
Membre de la
Confédération Paysanne

.../...l'Etat tend à sur valoriser l'action de base des mouvements sociaux au détriment de la lutte politique et la recherche de construction d'une alternative.

Un autre modèle est celui du mouvement paysan et indigène **équatorien**. Actrices des plus grandes luttes que le pays est connu dans son histoire, les organisations paysannes et indigènes sont parvenues à s'ériger comme une force sociale déterminante en participant activement aux luttes qui ont permis de renverser trois gouvernements successifs. Ensuite, elles furent déterminantes dans l'élection de l'actuel président de la république, Lúcio Gutiérrez. Celui-ci a immédiatement abandonné toutes ses promesses et a effectué une politique de droite, pro-étatsunienne avec les forces traditionnelles de l'Equateur.

Le résultat a été la division des mouvements sociaux. Certains ont maintenu leur appui et ont conservé les responsabilités qu'ils exerçaient tandis que d'autres sont entrés dans une opposition ouverte au gouvernement, très déçus de cette amère expérience. Ces mouvements sociaux font aujourd'hui le bilan que les décisions importantes du pays passent par les instances du pouvoir et que s'ils ne parviennent pas à construire une alternative politique de bas en haut,

ils ne pourront pas rompre avec l'hégémonie libérale.

Le cas bolivien ressemble à l'équatorien au niveau des conséquences mais avec des différences significatives. La Bolivie se trouve dans de meilleures conditions pour surmonter la crise, elle compte des mouvements sociaux, paysans et indigènes, la confédération Ouvrière Bolivienne (COB) et surtout un parti, le Mouvement vers le Socialisme (MAS), qui est l'émanation directe

du mouvement des cococaleros (producteurs de coca). Ces forces ont permis, en 2000, d'empêcher la privatisation de l'eau et en 2003, de renverser le président Sanchez de Losada.

Cependant ces luttes, plutôt que de renforcer la convergence stratégique entre les forces en présence, ont approfondi les divergences entre les mouvements sociaux et le MAS, sur la question du référendum sur le gaz. Ces différences d'appréciation ont pratiquement empêché tout type de collaboration ces derniers mois, ce qui a facilité le maintien du gouvernement actuel. L'hypothèse d'une victoire électorale du leader du MAS, Evo Morales, reste néanmoins tout à fait plausible et pourrait permettre d'engager une rupture, particulièrement sur la question de ce que l'on qualifie de « bien commun ».

quand ce dernier a cherché les conditions pour gouverner et qu'il a adapté sa plateforme électorale. Les renoncements sont nombreux : au non-paiement de la dette, à la régulation du capital financier, à la réforme démocratique de l'Etat, à la protection de l'environnement, aux revendications des populations indigènes, à la politique de développement alimentée par le marché interne et à l'augmentation de capacité de consommation des couches populaires, par l'augmentation des salaires.

Le PT a ainsi scellé des alliances qui ont permis à Lula de se faire élire après quatre tentatives infructueuses mais qui en même temps ont conduit le gouvernement à mener une politique chaque jour plus près du centre. Lula applique la même politique économique que son prédécesseur en maintenant l'hégémonie néo-libérale et surtout en s'éloignant



Photo:MC/R&V

Le Brésil et l'Uruguay représentent des situations plus ou moins similaires de relations entre les mouvements sociaux et les forces politiques. Dans le premier cas, celui du PT et de son candidat élu, Lula, avec lequel il y a eu une délégation claire, voire organique, de la part de deux mouvements sociaux le MST et la CUT qui se sont constitués dans un processus historique parallèle.

Cependant, la distance entre les mouvements sociaux et le PT s'est accentuée

des thèses historiques du PT et des mouvements sociaux.

Les mouvements sociaux ont résisté à la réforme de la sécurité sociale ainsi qu'à d'autres projets et mesures anti-populaires, ils auraient la possibilité d'imposer leur volonté et d'avancer vers la construction d'un modèle politique alternatif mais se serait au prix d'une rupture avec le PT qu'ils ont contribué à créer. Le MST et surtout la CUT sont loin d'avoir entériné ce choix.

En Uruguay, les mouvements sociaux se sont fortement engagés dans la campagne électorale, qui a vu pour la 1ère fois la victoire du Frente Amplio, avec lequel il existe des liens très forts.

Les difficultés sont moindres, elles sont celles d'un petit pays qui a connu un parcours un peu différent de ses voisins, le Brésil et l'Argentine. Malgré des similitudes dans les relations entre les mouvements sociaux et les forces politiques, l'Uruguay pourrait vivre une situation équivalente à ses voisins, ce qui annihilerait toute rupture possible avec le modèle néo-libéral. Il faudra tout de même observer le style du nouveau président, Tabaré Vasquez, pour pouvoir confirmer ou démentir cette affirmation. Les 1ères mesures indiquent qu'il entend rompre avec son prédécesseur puisqu'il a rétabli des relations diplomatiques avec Cuba et qu'il vient de conclure un accord pétrolier avec le Vénézuéla.

L'Argentine est un cas plus exacerbé entre un nouveau mouvement social et un gouvernement *sui generis*, né d'une profonde crise politique et sociale, entre l'essoufflement du péronisme et un vide d'alternatives politiques. Les élections ont démontré comment la société a horreur du vide et que contrairement à ce que certains espéraient, Nestor Kirchner est parvenu à catalyser le mécontentement populaire et à gagner une légitimité inespérée pour gouverner, y compris le mouvement *piquetero* se divise sur l'attitude à avoir par rapport au gouvernement et à ses initiatives. Il allie cependant la négociation, sans toutefois véritablement faire des concessions, par exemple avec le mouvement national des entreprises récupérées (MNER) et la répression à l'égard des mouvements sociaux radicaux (Zanon et certains mouvements de *piqueteros*).

Le Vénézuéla représente un cas particulier actuellement en Amérique Latine, l'Etat tente d'impulser la mobilisation et l'organisation de mouvements sociaux. Chávez dispose de l'appui des forces armées et de ressources pétrolières importantes. Le mouvement bolivarien a donné une très grande impulsion à l'émergence d'un nouveau mouvement social et populaire au Vénézuéla, dominé jusqu'ici

par une bureaucratie liée à l'Action Démocratique (social-démocrate) qui dans le cas d'entreprise pétrolière PDVSA était paradigmatique.

On ne trouve pas d'autres pays où l'Etat apparaît comme catalyseur de mobilisations et d'organisations sociales. Le Vénézuéla est le seul pays du continent où les droits sociaux progressent et où le processus de transformation sociale est réellement engagé, y compris au niveau de la socialisation des moyens de production. Chávez a, par ailleurs, entrepris dès son élection, le changement de cadre constitutionnel en faisant adopter une nouvelle constitution, à l'issue d'un processus participatif qui lui a permis de bénéficier par la suite d'un large appui populaire.



Photo:MC/R&V

Quelques enseignements

Le premier est l'échec ou le semi-échec des gouvernements élus avec l'appui des mouvements sociaux pour sortir du modèle néo-libéral, c'est le cas notamment pour le Brésil, l'Argentine et l'Equateur.

Le second est que quelle que soit la force des mouvements sociaux dans les différents pays, ils ne peuvent pas compter uniquement sur leur propre force pour constituer des alternatives de gouvernement. Les cas de l'Equateur le démontre clairement.

Le troisième est que les mouvements de paysans et d'indigènes parviennent à mettre en pratique leurs politiques. Les cas les plus clairs sont le MST au Brésil et l'EZLN au Mexique. Ils restent néanmoins soumis constamment aux pressions des pouvoirs politiques formellement constitués et à leurs politiques économiques et répressives. Ils dépendent en dernière instance des relations avec les forces politiques constituées au niveau national.

La critique des partis politiques existants ou même de la forme-parti ne résout pas

la question du pouvoir et de l'hégémonie.

La force des mouvements sociaux peut permettre de construire des pouvoirs locaux importants, mais qui restent limités et ne sont pas susceptibles de contester l'Empire. Il s'agit donc d'occuper l'espace sous une autre forme, avec des pratiques politiques nouvelles, tout en travaillant à une perspective de construction d'une hégémonie alternative, susceptible de représenter la grande majorité de la population qui est privée de ses droits essentiels.

Malgré de réelles avancées au cours de la décennie écoulée, la rupture avec le modèle dominant reste à réaliser. Cette décennie a vu l'émergence de nouveaux mouvements sociaux de masse : paysans, indigènes, femmes, syndicats (en rupture avec le corporatisme qui a prévalu pendant des décennies), etc. Ces mouvements de résistance ont remporté des victoires importantes, comme par exemple sur la question des privatisations et ont même renversé des gouvernements. Ils ont expérimenté de nouvelles pratiques : démocratie directe, occupations territoriales mais restent soumis aux politiques des gouvernements qu'ils ont, dans certains cas, contribué à faire élire et surtout à un environnement global désastreux pour les peuples.

Au cours de la décennie, le paysage politique s'est transformé avec la victoire de partis ou de coalitions de gauche dans plusieurs pays mais les politiques menées, d'une manière générale, n'ont pas permis d'infléchir radicalement l'option néo-libérale, hormis au Vénézuéla. Certes le Brésil, l'Argentine et le Vénézuéla sont parvenus à mettre en échec l'accord de libre échange des Amériques (ALCA) mais les EUA contournent cet obstacle en privilégiant les accords bilatéraux avec les pays andins et notamment le Chili. De plus, la militarisation de l'Amérique Latine se renforce avec la création de nouvelles bases US, ce qui accroît le risque de confrontation, comme on a pu l'observer ces dernières semaines à la frontière entre la Colombie et le Vénézuéla.

Pour contrer l'Empire, Chávez, Lula, Kirchner, rejoint récemment par Tabaré Vasquez ont esquissé un projet .../...

.../... politique d'intégration pour l'Amérique Latine. Ce projet consiste à unifier l'Amérique Latine afin qu'elle s'exprime d'une seule voix, à consolider l'autonomie de la région et à renforcer leur capacité d'action et de négociation en tant que bloc au niveau international. Il s'agit d'un dessein ambitieux qui tente de rompre avec la doctrine Monroe à l'œuvre depuis 1823.



Photo:MC/R&V

De son côté, le congrès bolivarien des peuples tente de fédérer et de coordonner des mouvements sociaux : femmes, territoriaux, communautaires, paysans, indigènes, jeunes, syndicats et des partis politiques. Il réunira sa 3^e conférence en avril prochain avec la participation de plus de 150 organisations du continent.

Enfin, le dernier FSM a démontré très clairement que les échanges de pratique avaient beaucoup progressés en Amérique Latine ces dernières années. C'est plus qu'un encouragement, c'est une réelle lueur d'espoir d'un changement possible même si un projet global et la définition d'un pouvoir populaire, démocratique et anticapitaliste restent à esquisser.

Richard NEUVILLE

Quelques sources :

- Emir SADER, SOCIOLOGUE ET ENSEIGNANT À L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE RIO DE JANEIRO « *Reflexões sobre a luta antineoliberal* » OBSERVATORIO SOCIAL DE AMÉRICA LATINA N°15, SEPTIEMBRE-DICIEMBRE 2004, CLACSO, BUENOS-AIRES.
- Edgardo LANDER, PROFESSEUR DE L'ÉCOLE DE SOCIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ CENTRALE DU VÉNEZUELA « *Modelos alternativos de integración ? Proyectos neoliberales y resistencias populares* » OBSERVATORIO SOCIAL DE AMÉRICA LATINA N°15, SEPTIEMBRE-DICIEMBRE 2004, CLACSO, BUENOS-AIRES.
- Marta HARNECKER, « *Mobilización social: Una América Latina en transformación* » Entrevista para Rebelión, Venezuela, enero de 2005.
- Fernando Ramón BOSSI, PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UNIVERSITÉ DE BUENOS-AIRES ET ANIMATEUR DU « CONGRESO BOLIVARIANO DE LOS PUEBLOS »

BRÉSIL

LULISME

Au cours de ce FSM caniculaire, beaucoup de participants tentaient de se rafraîchir avec un drôle d'éventail : une sorte de boomerang en carton représentant la répartition du budget du Brésil en 2004. Tout en haut, une très longue barre correspondant au service de la dette, pratiquement le 1/3 des ressources publiques (Municipes + Etats + Fédération). Juste en dessous, l'excédent budgétaire primaire pour le remboursement du principal de la dette (14% des ressources). Comparés à ces deux postes, qui absorbent à eux-seuls près de la moitié des ressources, les autres budgets font pâles figures : 8,5% pour la santé, 3,7% pour l'éducation, 3,6% pour le budget social... Tout en bas, la réforme agraire (0,7%), l'environnement (0,3%), la culture (0,08%)... Un vrai rêve de banquier...

Et pour cause, un article du Monde Diplomatique de janvier 2005¹ rappelle que la présidence de la Banque Centrale a échoué à l'ex-président de la Banque de Boston, adhérent du parti de l'ancien président Cardoso, tandis que le Ministère de l'Economie est revenu à M.Palocci, garant de l'orthodoxie budgétaire face au FMI. Il est vrai que l'alerte avait été chaude, avec une fuite de capitaux majeure à l'automne 2002, quand la victoire de Lula se profilait dans les sondages.

Cependant, d'après le Forum bré-

Les derniers chiffres disponibles confirment les propos de Mario Lill sur la structure restée coloniale de la propriété foncière au Brésil (voir article sur l'assentamento) : 3,1 millions d'exploitations disposent de moins de 50 ha au Brésil et se partagent 12% des terres agricoles, tandis que 144 000 exploitations de plus de 500 ha se partagent 56% des terres¹.

Mais ce n'est encore là qu'une vue très partielle des choses : entre les

Lib

Libéralisme financier et agro

silien du budget², qui organisait 2 débats sur la politique budgétaire et la dette sociale, cette stratégie est vouée à l'échec social, et finalement électoral.

Stagnation de la consommation interne

D'abord, la croissance économique est très faible. L'augmentation du PIB/habitant en 2004 (+5,2%) est surtout un rattrapage après la diminution de 2003 (-1,3%) et la stagnation des 2 années précédentes. En outre cette croissance s'est très peu appuyée sur l'augmentation du pouvoir d'achat : mesure symbolique entre toute, l'augmentation du salaire minimum a été limitée à 15% en mai 2004, compensant à peine l'inflation de 2003. Jacques Berthelot³ souligne ainsi que la part de la consommation des ménages dans le PIB est passée de 62% en 1999 à 55% en 2004, contrastant avec la situation prévalant dans les pays riches, même aux USA (71%).

Un autre indicateur est le salaire réel des salariés : il a baissé de 14% en monnaie courante entre juin 2002 et juin 2004 d'après l'institut national de statistiques (IBGE), soit près d'un tiers en moins si on tient compte de l'inflation. Cela traduit principalement la progression de l'emploi informel (cotisations sociales non versées) et des secteurs qui paient

La réforme La réforme agraire au

familles expulsées de leurs terres pour cause de grande infrastructure (barrages, routes, gazoducs), ou par les grands propriétaires qui les employaient comme ouvriers et leur laissaient un lopin, les occupants qui n'ont pas de titre officiel, les communautés indigènes, les expulsés pour dettes... les études préalables au II PNRA estiment le public potentiel de la réforme agraire à près d'un brésilien sur trois.

élulisme

-exportations, les 2 mamelles du développement selon Lula

le moins (bâtiment, agrobusiness...), aux dépens des secteurs plus rémunérateurs. Et le tout avec un chômage qui se maintient au dessus de 10%.

La croissance est essentiellement due aux exportations, qui ont véritablement explosé depuis la mi-2002 et la brutale dévaluation du Real. Elles ont représenté près de 17% du PIB en 2003, et près de 20% en 2004. Et le secteur de l'agro-business s'y taille la part du lion, avec près de la moitié des exports en 2003. C'est ainsi que le Brésil est devenu le premier fournisseur mondial de soja, de viande bovine et de volaille en 2004. Il l'était déjà avant pour les commodités comme le café, le sucre, l'éthanol, le jus d'orange concentré...

La guerre de l'agro-business

Ainsi, le Ministre de l'agriculture, Roberto Rodriguez, lui-même un des plus gros entrepreneurs de l'agro-business, se félicite de la bonne forme « du valeureux bataillon de la campagne et de l'agro-négoce, qui mènera le Brésil à la victoire dans la guerre économique mondiale ». Ce qu'il ne dit pas c'est que cette guerre se fait largement sur le dos des paysans sans terre brésiliens, sur le dos de la population brésilienne (d'après l'IBGE, 14% des familles brésiliennes ne mangent pas à leur faim, et 33% manquent « souvent » d'argent pour s'acheter la nourriture nécessaire), sur le dos de l'environnement du Brésil (utilisation massive de produits phytosanitaires, surtout avec les

OGM, semi-direct qui détruit la structure des sols, déforestation, notamment en Amazonie...).

Cette stratégie qui vise officiellement prioritairement à rembourser la dette extérieure semble parvenir à ses fins de ce côté : la dette externe a bien diminué de 54% du PIB en 2002 à 41% fin 2004. Mais, d'une part, cela cache une très faible diminution en US\$. Et d'autre part, la politique de taux d'intérêt extrêmement élevés (en moyenne 31% pour les entreprises et 64% pour les particuliers), pour limiter les importations et attirer les capitaux étrangers, se traduit par une substitution de la dette sociale à la dette publique.

D'après le Forum Brésilien du Budget, elle aboutit à faire payer à la frange la plus pauvre de la population, à travers les impôts indirects (type TVA), les taux d'intérêts très élevés versés aux plus riches au Brésil ou à l'étranger, détenteurs des titres de la dette. En outre, cette stratégie ne permet même pas de faire rentrer davantage d'argent au Brésil, puisque en 2004, 15 Milliards US\$ ont été investis par des étrangers au Brésil, alors que près de 19 Milliards de capitaux sont sortis du pays.

Quant aux investissements, avec de tels taux d'intérêt réels, ils se limitent aux secteurs immédiatement très lucratifs, notamment les secteurs de l'extraction minière et de l'agro-business. On ne compte plus les investissements des

multinationales, notamment de l'agroalimentaire, comme les chargeurs Cargill, Bunge, Dreyfus ou le roi breton de la volaille Doux, ou Pernod-Ricard... Tout cela ne fait pas du développement durable.

Les indicateurs sociaux restent dans le rouge. Et politiquement, cela se paie pour un Gouvernement qui a fait du social son premier argument de campagne. Le PT est en crise. Le Mouvement social organisé (MST, CUT), traditionnellement très lié au PT, s'en éloigne. Les partis avec lesquels le PT avaient construit une stratégie d'alliance (PMDB, PPS...) reprennent leur autonomie pour les prochaines présidentielles. La récente élection au perchoir de la Chambre Fédérale des Députés d'un membre du PMDB (parti de Cardoso) contre le candidat du PT est tout un symbole. Symbole renforcé quand on a su que cet individu (un certain « Inocêncio » Oliveira, cela ne s'invente pas !) est poursuivi par la Cour Suprême Fédérale pour « esclavagisme » dans un latifundia qui lui appartenait !

■ **Emile R.**

1 « Rendez-vous manqué avec le mouvement social brésilien », SADER Emir, LMD n°610, p 8-9.

2 Une quarantaine d'organisations participent à ce forum, dont le MST, des syndicats d'inspecteurs des impôts, d'ingénieurs, d'avocats affiliés à la CUT, des ONG historiques parmi les plus importantes au Brésil (la FASE, le Mouvement National des enfants des rues...), des centres de recherche économiques (IBASE, GESST, COFECON...) et les organisations locales d'ONG internationales comme Caritas ou ActionAid...

3 « La vanité de la stratégie agro-exportatrice du Brésil », papier distribué lors d'une rencontre entre les organisations paysannes de l'UE et du MERCOSUR coorganisée par la Coordination Paysanne Européenne, la FETRAF, le MST avec la participation des Alternatifs, disponible à l'adresse : www.solidarites.asso.fr/actions/Agriculture.htm

e agraire au Brésil

Brésil, toujours évoquée, jamais réalisée

Ce public potentiel a été étudié très finement par cette étude :

- en 2003, 200 000 familles étaient mobilisées dans des occupations de terre, en particulier par le MST ;
- les familles privées de terre (familles rurales au chômage, familles d'origine agricole vivant en favelas) étaient de 3,1 millions d'après le dernier recensement ;
- 3 millions d'exploitations agricoles n'avaient qu'une superficie insuffisante pour toucher au moins 2 revenus mini-

mums ;

- 1 millions d'occupants (« *Posseiros* ») de bonne foi n'ont pas de titre de propriété, dont un nombre indéterminé d'occupants illégaux de réserves indigènes ;
- entre 750 et 2000 communautés de *Quilombolas*² ;
- 100 000 *Seringueiros*³ et 60 000 personnes vivant de l'extraction de la noix en Amazonie ;
- 10 000 familles déjà expulsées par des

grands travaux d'infrastructure, et 60 000 qui devraient l'être avec les grands travaux programmés.

L'agriculture familiale, fournisseur d'aliments et d'emplois

L'objectif du PNRA est donc multiple pour s'adapter à toutes les populations cibles. Il comprend 11 objectifs pour la période 2003-2006. Le plus popularisé est l'installation de 400 000 nouvelles familles. Mais il inclut aussi 0,5 million de familles avec des titres de propriété régularisés,..../...

.../... plus de 2 millions de postes de travail créés dans le secteur de la réforme agraire, la mise en cadastre généralisée (la moitié du territoire brésilien n'est pas cadastré, permettant le « grillagem », c'est-à-dire de l'accaparement de terres communautaires ou publiques par les grands propriétaires, tout particulièrement dans la région amazonienne)...

La justification de la réforme agraire est à la fois économique et sociale. Contrairement à ce qui est trop souvent affiché, l'agriculture familiale domine la production de beaucoup de denrées malgré sa part très minoritaire dans le territoire : elle produit presque tout le tabac, le manioc, les haricots (ces deux dernières denrées sont la base de la ration alimentaire traditionnelle), les 2/3 de la viande de porc, 60% du lait, 55% du maïs, 45% de la volaille et des œufs...

En outre, l'agriculture familiale emploie l'essentiel de la main d'œuvre agricole : les 3/4 à l'heure actuelle.

Une simulation montre que si le modèle familial était étendu à tout le pays, 26 millions d'emplois seraient créés. À l'inverse, si l'agriculture patronale était généralisée, 12 millions d'emplois disparaîtraient !

Un rythme incertain face à la contre-réforme

Le problème est que cette réforme agraire a pris beaucoup de retard en 2003 et 2004.

D'après une interview récente de João Pedro Stedile, coordinateur du MST, le bilan des 2 premières années du gouvernement Lula est même inférieur à ce qu'avaient été les 2

premières années de son prédécesseur Cardoso (170 000 installations).

Le massacre, mi-février 2005, de 4 personnes dont une religieuse de la Commission Pastorale de la Terre (CPT), le Président du syndicat des travailleurs ruraux et de 2 paysans dans l'Etat du Para a mis en lumière les conflits extrêmement violents, attisés en outre par la volonté de réforme. Après ces assassinats, la CPT a fait paraître un communiqué où elle dénonce que « 35 000 familles ont été exclues de leur terres en 2003, et autant en 2004, suite à des décisions judiciaires ou des intimidations.

C'est une véritable contre-réforme agraire qui est en marche ! ».

Suite à ce massacre, la visite en France que Miguel Rossetto, Ministre du Développement Agraire et représentant de la gauche du Parti des Travailleurs devait effectuer les 25 et 26 février (avec des rendez-vous avec la Confédération Paysanne, des ONG et des Alternatifs) a été annulée.

Il semble que le Gouvernement soit enfin décidé à se donner les moyens pour identifier et condamner les acteurs de cette contre réforme agraire. Mais est-ce compatible avec l'option dominante « agro-exportatrice » choisie par le Gouvernement Lula? ■

Emile R.

Très bon bilan pour les Assentamentos

Une étude universitaire parue en 2004 illustre l'impact extrêmement positif des installations de la réforme agraire, tant sur le mode de vie des familles installées, que sur l'économie locale. Menée sur 6 zones où les *assentamentos* sont denses, l'étude s'appuie sur 1500 interviews dans 92 *assentamentos*.

Elle souligne d'abord que les *Assentamentos* sont tous nés (sauf 6) à partir d'occupations ou de résistances dans la terre de paysans qu'on voulait expulser : sans lutte, aucune chance !

Ensuite, elle fait ressortir des impacts sont d'autant plus positifs que la densité des installations est importante, accréditant l'objectif de constituer des « zones prioritaires de réforme agraire », à laquelle les grands propriétaires sont farouchement opposés.

Malgré leur statut extrêmement précaire (le tiers n'étaient jamais allés à l'école, la moitié n'avait pas dépassé le primaire), les installés se sont en général bien débrouillés. 91% ont amélioré leurs conditions de vie, notamment en logement, alimentation, santé. Le revenu est assuré non seulement par le travail sur le lopin, mais du travail à l'extérieur, et il

dépasse en moyenne presque partout le seuil de pauvreté. 90% des enfants de 7 à 14 ans et 60% des jeunes entre 15 et 19 ans vont à l'école. Le plus souvent l'installation a permis une recombinaison des familles auparavant éclatées. Et surtout, l'espoir est de retour : 87% des *assentados* croient que l'avenir sera meilleur.

Même la productivité agricole s'est souvent trouvée améliorée malgré le manque de moyen et de formation initiale : dans la moitié des cas, elle est supérieure à la moyenne régionale et dans 11% des cas autour de cette moyenne.

Pourtant les points noirs restent très nombreux. Les délais pour obtenir les crédits de l'INCRA restent très longs (2 à 5 ans pour la maison), 1/3 des *assentados* n'ont pas l'électricité, la moitié des routes internes sont impraticables en saison des pluies, 1/3 des *assentados* n'a accès à aucune machine ni équipement d'aucune sorte...

Cela n'empêche pas les *assentados* de réinventer : souvent de recréer des marchés locaux qui n'existaient plus, de fournir du travail à des artisans locaux, mais aussi de s'impliquer dans la vie politique locale, puisque la lutte s'avère là aussi très formatrice. ■

1 Tous ces chiffres sont tirés de la brochure « Il Plan National de Réforme Agraire – Paix, production et qualité de vie en milieu rural », publiée en 2004 par le Ministère du Développement Agraire et l'INCRA.

2 Les Quilombos sont les communautés créées dans l'intérieur du pays par les esclaves qui s'enfuyaient des grandes plantations. Elles ont survécu jusqu'à aujourd'hui, développant une culture originale, mais a beaucoup de difficultés à se faire reconnaître par le reste de la société.

3 Récolteurs de latex

4 « Analyse des impacts régionaux de la réforme agraire au Brésil », Heredia Beatriz & al., INCRA-Ministère de la réforme agraire, 2003 pour la version française.

MST

MST

INTERVIEW

Un mouvement en mouvement

Le Mouvement des travailleurs ruraux Sans-Terre (MST) est sans doute l'un des plus importants phénomènes politiques brésiliens. Découvert en France grâce aux photographies de Sebastião Salgado, c'est hélas à cause des assassinats répétés de ses membres dans le Nord-Est brésilien que l'on évoque en général ce mouvement. Et encore ! Ce 12 février, c'est Irmã Dorothy Stang qui a été assassinée à Anapu (Para). Trois jours après, c'est l'ancien président du Syndicat des Travailleurs Ruraux de Paraupbas, Daniel Soares da Costa Filho, qui était assassiné. D'après la Commission Pasto-

rale de la Terre (CPT), il s'agit, depuis 2003, de la 74^{ème} personne assassinée dans un campement. Depuis 1964, c'est plus de 759 meurtres de travailleurs ruraux et de leaders syndicaux qui ont eu lieu. 37 seulement ont donné lieu à des jugements. Mais le MST mérite notre intérêt pour bien d'autres choses. Ce mouvement de masse agit dans le cadre des problématiques environnementales (ce qui est normal pour un mouvement de paysans), mais aussi sur les questions sociales, d'auto-organisation et de démocratie. Il mérite aussi plus d'attention pour son ampleur, ses revendications et ses pratiques.

Le Mouvement

Nous avons rencontré en 2003 Vilson Santin, membre de la direction nationale du Mouvement des Sans Terre et d'une coopérative agro-pastorale à Santa-Catarina. Il avait évoqué l'histoire du MST, ses finalités Extraits :

Rouge & Vert : Pouvez-vous nous rappeler d'où vient le Mouvement des Sans terre ?

Vilson Santin : Le MST s'inscrit dans la longue histoire des luttes pour la terre au Brésil commencée avant même la fin de la colonisation : les résistances indigènes et les luttes des populations noires. Le MST est le fruit de ces apprentissages.

À la fin des années 1970, et après 20 ans d'une dictature militaire de plus en plus fragilisée naît un grand mouvement de contestation. D'abord ouvrier, à São-Paulo - c'est de ces luttes que sont issus Lula et la CUT - ce mouvement se développe ensuite sur le terrain des réformes agraires à partir de 1979 avec des mouvements spontanés de paysans pauvres et d'indigènes. Depuis 1975, avec la Commission Pastorale de la Terre, fondée par les secteurs de l'église catholique les plus influencés par la Théologie de la Libération, un mouvement propre aux sans-terres commence à se constituer.

En 1984, une rencontre nationale permet la création du MST. En Janvier, nous définissons lors de notre premier congrès notre stratégie (l'occupation des Latifundias comme moyen de pression pour obtenir une réforme agraire) et notre

orientation politique : un mouvement de masse, organisé à la base et autonome du gouvernement, des partis, des syndicats et des églises.



Photo: PC/R&V

Ce fut le fruit de discussions difficiles. L'Église catholique, par exemple, souhaitait nous voir continuer à participer à la Commission Pastorale de la Terre. Pour d'autres, cette lutte devait s'inclure dans un projet syndical rural plus large. Nous avons créé ce mouvement de base, axé sur les luttes concrètes et les conquêtes pour les sans terre : la terre, l'éducation, la santé. La lutte s'est développée sur des objectifs clairs :
- Organiser les sans terre dans leur lutte pour la terre.

- Lutter pour une réforme agraire qui changerait le modèle d'agriculture.

- Participer au changement de la société brésilienne la «lutte pour la construction populaire du Brésil».

Nos victoires ont permis le développement du mouvement. 350 000 familles ont conquis leur terre, mais pas seulement la terre : elles ont retrouvé leur dignité.

Tous les aspects de la vie comptent : l'économique, le social, le politique, le culturel, la communication, l'environnement, les droits humains, l'éducation et la santé. Nous travaillons sur tous ces domaines. Pour chaque sujet, nous avons des collectifs qui se spécialisent. C'est une autre dimension du mouvement. Nous avons à peu près 100 000 familles dans nos campements sur 24 États.

Certaines familles campent depuis 4 ou 5 ans dans les latifundias. On s'est toujours préoccupés de leur formation politique, idéologique et personnelle, et de la formation de nos cadres pour garantir la continuité de notre lutte après la conquête de la terre.

R&V : Comment fonctionne vos *Asentamentos* ?

VS. : Tout est axé sur l'idée que sans coopération, il n'y a pas de solution. C'est à la fois un principe et une préoccu-

patation constante depuis la fondation de notre mouvement.

Les formes de coopération sont décidées à la base. Nous n'avons pas de recette toute faite. Nous avons créé une structure interne (le «secteur de production, coopération et moyens environnementaux») qui travaille sur les modes d'élaboration, le suivi des expériences et les formes de coopérations. Les formes de coopération sont très variables. Ainsi, dans les «coopératives de production agropastorales», la terre n'est pas divisée individuellement.

Le travail est divisé entre tâche (de production) et un secteur social (travail d'assistances techniques). Les cellules de base sont les familles.

Regroupées, elles désignent des responsables par secteur et, en assemblée générale une « direction collective». Dans les «coopératives de prestation de service», les terrains sont divisés. La coopération se fait au niveau des achats et des ventes.

Dans mon État, Santa-Catarina, nous avons créé notre coopérative qui regroupe 1000 petits agriculteurs et une marque déposée «produit de la réforme agraire» ou «Terra Viva» (terre vivante). C'est un label contrôlé par le ministère de l'agriculture. Sous ce label, nous assurons à la fois les tâches de production et de commercialisation. En l'occurrence, il s'agit de lait. Nous produisons plus de 3 millions de litres par mois.

Il y a aussi plusieurs expériences de coopératives d'agro-écologie. Dans l-Rio Grande do Sul, nous produisons des semences écologiques qui sont destinées avant tout aux paysans du MST, mais elles sont vendues plus largement dans tout le Brésil.

R&V : Y a-t-il des règles de base communes à tous les *assentamentos* du MST?

VS. : Nous avons engagé une grande concertation interne qui a permis, en 2000, de rendre plus homogène le fonctionnement de nos *assentamentos*.

Il y a maintenant dans chaque secteur, chaque État et chaque *assentamento* des groupes de réflexion qui travaillent à l'amélioration des règlements internes. La question de l'organisation est centrale au MST. Dans notre mode de fonctionnement, les choses ne peuvent pas venir d'en haut. Ça ne marche pas. Tout est centré sur l'organisation à la base. C'est elle qui mène les luttes, qui revendique, qui a des espoirs et des besoins. [...]

R&V : Nous avons pu voir dans un campement dressé par le MST, un fonctionnement paritaire. Est-ce une exception ou trouve-t-on cela dans tous vos lieux de luttes ?

VS. : C'est effectivement une règle générale mais aussi un mode d'organisation politique.

R&V : Même à la direction du mouvement ?

VS. : Cela a fait débat. Finalement, nous avons renoncé à la règle des 50 %, pour privilégier les capacités personnelles et l'expérience. Dans les directions par États, il y a soit plus de femmes soit plus d'hommes. Nous essayons d'équilibrer au maximum, mais ce n'est pas une question simple. Et ce n'est pas en posant un règlement que nous arriverons à régler ce problème. Nous devons faire un énorme travail sur l'éducation et la conscientisation politique pour que les femmes participent pleinement à toutes les activités

Les objectifs du MST

Texte adopté lors du 3e congrès du MST à Brasilia en 1995.

MONUMENT AUX MILITANTS DU MST



« Nous sommes un mouvement de masse de caractère syndical, populaire et politique. Nous luttons pour la terre, la réforme agraire et le changement de la société. »

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

1. Construire une société sans exploités et où le travail vaut plus que le capital.
2. La terre est le bien de tous. Elle doit être au service de toute la société.
3. Garantir le travail pour tous, tout comme une juste redistribution de la terre, du revenu et des richesses.
4. Rechercher en permanence la justice sociale et l'égalité des droits économiques, politiques, sociaux et culturels.
5. Défendre les valeurs humanistes et socialistes dans les rapports sociaux.
6. Combattre toutes formes de discrimination sociale et rechercher la participation égalitaire des femmes à la société.

PROGRAMME DE RÉFORME AGRAIRE

1. Modifier la structure de la propriété de la terre.
2. Subordonner la propriété de la terre à la justice sociale, aux besoins du peuple et aux objectifs de la société.
3. Garantir que la production agricole est soumise à l'impératif de sécurité alimentaire, à l'éradication de la faim et à l'essor économique et social des travailleurs.
4. Soutenir la production familiale et les coopératives par les aides financières, les crédits et la sécurité agricole.
5. Conduire l'agro-industrie et l'industrialisation à l'intérieur du pays, en recherchant l'essor harmonieux des régions et garantir aux générations futures un emploi
6. Appliquer un programme particulier de développement pour la région semi-aride.
7. Appliquer les technologies adaptées aux réalités locales, préserver et récupérer les ressources naturelles, comme un modèle d'essor agricole auto-suffisant.
8. Rechercher un essor rural qui garanti de meilleures conditions de vie, d'éducation, de culture pour tous. »

politiques. Je peux affirmer que l'on a déjà beaucoup avancé.

Nous avons le même problème avec les jeunes. Là aussi, nous avons entamé un gros travail.

R&V : Y a-t-il des structures financières internes au MST ?

VS. : Il y a les coopératives de crédit dans plusieurs états. [...] Je voudrais revenir sur la question du secteur de l'Éducation C'est particulièrement important pour mon mouvement. Nous avons développé un gros travail sur la «pédagogie de la terre», une pédagogie propre centré sur nos réalités. Dans chaque État, nous avons nos propres écoles de formation technique, professionnelle et nos centres culturels. Il y a aussi un cours supérieur de formation des pédagogues dans plusieurs États et un niveau supérieur qu'on appelle cours de pédagogie de la terre. Enfin, nous avons un institut supérieur au Rio Grande do Sul, qui forme au niveau moyen (le secondaire) et des magistères de technique d'administration de coopératives, de technique de santé et de communication. [...]

R&V : Avez-vous des structures pour les questions de santé ?

VS. : Nous travaillons surtout sur les questions de prévention des maladies et les questions d'hygiène. Dans chaque *assentamentos*, il y a une équipe qui s'occupe de cet aspect. Il y a aussi au niveau national, une structure qui s'occupe des problèmes de santé. Nous n'avons pas la possibilité pour l'instant

d'ouvrir des centres de santé mais nous avons beaucoup de personnels de santé qui aident le mouvement volontairement. Nous avons aussi trente militants qui suivent des études de médecine à Cuba.

L'articulation entre notre mouvement et le reste de la société nous paraît fondamentale. La lutte pour la terre est un enjeu pour toute la société dans sa conquête de la dignité humaine. Voilà pourquoi on a élargi notre travail au reste de la société brésilienne : avec les urbains, les universités avec la jeunesse et avec d'autres mouvements. Cette ouverture a été essentielle pour éviter que la répression ne nous liquide, socialement dans les dernières années avec le gouvernement de Fernando Enrique Cardoso. On a traversé une période très dure durant laquelle plusieurs modes de répression se sont combinés contre nous. C'est important de noter que cette répression a renforcé le MST. Nous en avons tiré beaucoup de leçons. [...]

R&V : Le MST est l'un des membres importants de Via Campesina. Quelles sont vos attentes et votre démarche au sein de Via Campesina ?

VS. : Il y a plusieurs chantiers : la lutte pour l'indépendance alimentaire des peuples, la lutte pour un nouveau modèle d'agriculture, contre les transgéniques et la question de l'écologie. Ce sont des batailles très importantes pour la construction d'un autre modèle d'agriculture. Je peux aussi parler des luttes contre la puissance des multinationales ou pour que l'agriculture ne soit plus abordée par l'OMC. Ce sujet ne peut pas être limité à des questions de commerce.

Et puis aussi la réforme agraire, la lutte pour la terre, pour les ressources naturelles, la question de l'eau, la lutte pour sa non-privatisation, et dans le cas de notre continent la lutte contre l'ALCA. Plus généralement, nous travaillons au développement de la solidarité entre paysans du monde, les indigènes, contre les violences. [...]

R&V : Vous avez le soutien d'ONG étrangère ?

VS. : De plusieurs et de plusieurs façons. Nous avons des comités de soutien dans plusieurs pays : à Rome, en France, à Bruxelles ou aux USA. Et ailleurs, ce sont des échanges internationaux, constructifs pour tous.

R&V : Les intérêts des paysans des pays pauvres et ceux des pays riches sont-ils convergents ?

VS. : Oui, sur beaucoup de points : le problème des OGM, des multinationales, de la disparition des petits agriculteurs, de l'indépendance alimentaire, sur les questions environnementales, le respect des diversités culturelles... Ces convergences sont de plus en plus visibles. Les échanges d'expériences et les visites de paysans européens ici ou chez eux ont renforcé les liens. C'est un devoir pour nous tous de développer des expériences comme ici partout dans le monde. ■

1. Les Latifundias sont des exploitations agricoles géantes rarement exploitées à 100 %.
2. Au Brésil le parcours scolaire est divisé entre «fondamental», «secondaire» et «supérieur».

Le Campement

Des années de campement pour gagner son droit à la terre

Nous sommes à Santa Rita, à une trentaine de kilomètres de Porto Alegre.

Sur la droite, la BR 386, la 4 voies fédérale qui rejoint la frontière argentine vomit en continu des véhicules, surtout des cars et des camions aux proportions américaines : remorques sans fins, roues immenses...

Sur la gauche, l'extrémité du latifundia (grande propriété agricole), sujet des

convoitises militantes : des jachères et des bosquets protégés par une douve profonde.

Au milieu, une langue de terrain public, 8 à 10 mètres de large sur plusieurs centaines de mètres de long. C'est là que vivent les 600 familles qui composent ce campement du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST). Des tentes en bâches agricoles noires, entassées



Photo: MC/R&V

les unes contre les autres, surmontées de drapeaux rouges du MST. La pluie est continue. Il ne faut que dix minutes, peut-être un quart d'heure pour .../...

.../... que le bruit de l'autoroute toute proche devienne insupportable. C'est pourtant là qu'ils vivent, certains depuis plusieurs années...

Ils viennent de favelas ou ont abandonné des terres agricoles trop petites, ont quitté des familles déjà trop nombreuses ou sont les enfants d'autres militants vivant dans des installations (« assentamentos ») du MST. Certains ont traversé tout le Brésil, et donc presque tout le continent, d'autres sont nés à 10 kilomètres d'ici. En fait, ça n'a pas d'importance, leur origine. Les seules restrictions à la présence dans un campement du MST sont à chercher dans les casiers judiciaires (« pour éviter les campagnes d'une presse volontiers haineuse à notre égard »). L'origine, la couleur, la religion ... Tout ça compte peu. Ils sont là pour participer à une réappropriation de terre. Et il faut être motivé pour s'installer sous ses bâches, frôlées en permanence par les camions, dans la pluie, la chaleur étouffante ou un froid humide : dans l'état du Rio Grande do Sul, la température oscille entre les 40° du mois de janvier et les négatives du mois de juillet.



Photo:MC/R&V

Paulo et Lounes nous accueillent dans leur tente. Terre battue, deux lits, une table, une cuisine de fortune et quelques enfants, Un minimum brésilien.

Des règles strictes contre la précarité

Paulo nous explique : « *le campement est organisé en nucléo, la cellule de base. Il y a entre 15 et 23 personnes par nucléo. Chaque nucléo a un coordinateur qui représente le nucléo dans l'instance de gestion du campement. Il y a aussi les représentants Santé, Finance, Education, Hygiène, et Sécurité. Ils sont responsables du sujet pour la cellule et portent aussi la parole de la cellule dans les commissions thématiques. L'instance de gestion du campement est composée de représentant des nucléos et des représentants des commissions* ».

Paulo s'arrête un instant, le temps de déchirer un morceau de papier marabout pour se rouler une cigarette.

Il y a aussi une école dans le campement. Un instituteur du MST (« diplômé des écoles du mouvement » insiste-il) donne des cours pour les petits. Les plus grands sont en pensionnat dans les écoles des Installations du MST ou les lycées du mouvement. Certains même dans leur université. Et il y a aussi les formations à l'étranger, à Cuba ou au Venezuela.

Lounes nous offre une grosse tartine de pain tartinée de miel, visiblement le dessert le plus apprécié des enfants, qui nous regardent pleins d'envie.

La précarité de l'installation est telle que les animateurs du campement ont du mal à appliquer les décisions du MST. Par exemple, la parité aux postes à responsabilités est loin d'être atteinte. « *Oui mais au niveau de l'État, ce sont deux femmes qui représentent le MST* » explique Paulo. Il préfère nous parler du travail récent qu'ils ont accompli sur les questions de Santé-alimentation-hygiène, du travail sur la médecine alternative assuré par une personne formée, elle aussi, par le mouvement.

Il évoque aussi les questions de sécurité. Il y a les dangers liés au début des occupations, avec les grands propriétaires ou leurs milices. Il y a aussi les autres déshérités, voleurs par néces-

sité. Au départ d'un campement, il y a des veilleurs en permanence à chaque extrémité du campement et avec un système de laissez-passer. Et puis, avec le temps, cela devient de moins en moins nécessaire. Vingt à trente personnes assurent tout de même à tour de rôle des veilles nocturnes.

Toute cette organisation très stricte semble primordiale pour maintenir la cohésion dans des conditions de précarité extrême. « *De toutes façons, sur 177 millions de Brésiliens, plus de 50 millions vivent comme nous ou dans des situations pires encore* » assène Paulo.

Lounes, qui nous regarde attentivement sans dire un mot depuis vingt minutes, arrête un instant de têter sa paille à Maté pour nous proposer du café puis se replonge dans la dégustation de sa boisson verte.

Parlons argent : « *Les gens travaillent à l'extérieur du campement, même s'il ne faut jamais, absolument jamais laisser le campement vide* ». Donc ils travaillent à l'extérieur, surtout dans les installations du MST. C'est le "Front du Travail" du campement qui négocie les salaires. 30% de ces revenus reviennent au campement sous forme de cotisation pour les frais collectifs. Un Conseil de Contrôle suit la gestion de l'argent et fait des bilans réguliers en assemblée générale. Tous les trois ou quatre mois, la composition de ce conseil est renouvelée.

Et puis il y a aussi les allocations.../...

.../... de l'Etat. Même la nouvelle majorité de droite du Rio Grande do Sul le reconnaît : « *Mieux vaut un paysan en lutte qu'un pauvre en favela : ça coûte moins cher à la collectivité* ». Ces allocations ont tout de même été arrachées de haute lutte par le MST. Tout comme l'accès à l'eau potable. Régulièrement les militants sont amenés à bloquer l'autoroute pour rappeler les autorités à leurs engagements.

Voilà une utilité à être collés à cette Quatre-voies insupportable.

Et l'aide publique ne s'arrête pas à ces aides minimales. Le MST a aussi obtenu des aides fédérales pour accompagner les installations, versées par l'INCRA¹ : théoriquement, dans les 5 mois qui suivent une installation, 750 euros sont versés comme première aide puis, 2 500 euros servent à construire sa propre maison (1 500 pour le matériel, 1 000 pour la main d'œuvre) et enfin, au bout d'un an, 4 000 euros complète l'aide, pour l'investissement en matériel professionnel.

Mais faire activer ces droits est un combat permanent au Brésil. Ainsi l'expropriation de la fazenda voisine a été obtenue de haute lutte. Une dizaine de militants cravatés a réussi à tromper les vigiles et à interrompre la vente aux enchères de la fazenda visée l'an passé. Ensuite, un blocus des bureaux de l'INCRA durant plusieurs mois a réussi à les décider à enchérir : 12 millions de reais (environ 3,7 millions d'euros) pour les quelques 1700 ha.

Du coup, cette étape d'installation, l'objectif concret de ces campements, est désormais en vue pour 110 familles. Dès que le riz aura été récolté, mi-février, elles iront s'y installer (la superficie du terrain ne permet pas d'accueillir plus de famille, sans remettre en question la viabilité des installations). C'est la fin d'une histoire dans ce campement. De nouvelles familles viendront rejoindre celles qui restent. Il est prévu qu'elles débutent rapidement une nouvelle occupation, un peu plus loin, pour continuer la pression.

C'est là le 2ème objectif de ces campements : rendre visible la condition des paysans sans terre. C'est aussi pour cela que les « acapamentos » sont le plus souvent installés au bord des grands axes, et non pas dans des coins reculés. Sans compter que cette visibilité rend un peu plus difficile l'attaque des mercenaires au service des grands propriétaires.

Les heureux élus de l'installation ont été tirés au sort la semaine passée. Paulo et Lounes, qui sont là depuis 3 ans, ne font pas partie des chanceux. Mais ils ne remettent pas en question le principe de la désignation. Alors que nous attendons le passage du car pour retourner à Porto Alegre, un homme nous aborde. Grand sourire édenté, l'œil brillant. « Moi, j'ai été tiré au sort. Pourtant je n'étais pas là depuis longtemps. C'est grâce à dieu. Je vais planter du riz, faire un potager. Et puis je mettrai un gros grillage autour pour me protéger des autres (il explose de rire puis marque un temps d'arrêt). Quand j'ai su que j'allais m'installer, j'ai pleuré pour les autres ».

■
Mathieu COLLOGHAN

1. Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire, le bras financier qui a permis la colonisation des fronts pionniers dans les années 70 et 80, et finance désormais davantage les expropriations et les installations de paysans sans terre.

L'école

**L'éducation, fondement de l'accès
aux droits pour le MST.**



Photo: MC/R&V

ITERRA, l'école Josué de Castro à Veranópolis, Rio Grande do Sul

Le Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre a réussi à organiser les luttes rurales sur 24 des 27 États qui composent le Brésil ; et dans ces 24 États, le MST a systématiquement organisé des écoles. Chaque regroupement organisé possède son école primaire et parfois des classes de niveau collège. Dans chaque État, le MST possède aussi au moins un groupe scolaire collège - lycée - école d'instituteur et, parfois, des classes universitaires. Enfin, le mouvement vient d'inaugurer sa propre université à Sao Paulo.

Un petit groupe d'Alternatifs a pu visiter une de ces écoles, l'école Josué de Castro à Veranópolis (Rio Grande do Sul). L'allure du bâtiment doit saisir les jeunes qui viennent des campements en bâches noires : un grand bâtiment en brique rouge, ouvert de larges fenêtres sur 4 étages. L'école Josué de Castro a pour nous les airs familiers de bâtiments scolaires français. En fait, c'est

une partie d'un couvent laissé à disposition par une communauté proche de la Commission Pastorale de la Terre.

Des références idéologiques internationales, des racines brésiliennes

À l'intérieur, de larges couloirs silencieux se promènent entre les différentes classes et les chambres des étudiants, obscurs ou baignés de lumière au gré des portes fermées ou ouvertes. Cela aussi, pourrait faire familier. Mais sur les murs : une peinture à la mémoire de la révolte de Canudos (une révolte de paysans pauvres du Nordeste à la fin du XIXe), des Quilombos (villages autogérées des nègres marrons brésiliens depuis le XVIIe, Palmares ayant été le plus célèbre), et des citations : Brecht, Gramsci, Rosa Luxembourg. Partout aussi, des posters tirés du recueil de photographies « exode » de Sebastião Salgado, le pho- .../...

.../...-tologue qui a popularisé partout dans le monde les conditions des travailleurs manuels au Brésil et dans toute l'Amérique Latine.

En face du bâtiment central, un deuxième plus défraîchi, accueille les ateliers et la buanderie et, juste derrière, le potager du collège complète l'école.

Toni, membre de la coordination pédagogique de l'école, nous en présente l'organisation, en alignant les points, groupes, segmentations et répartitions par étapes. Un exposé tout à fait structuraliste, où il est de prime abord difficile d'accrocher.

« Il y a 20 ans, lors des premières luttes du MST, nos revendications portaient exclusivement sur la redistribution des terres. Mais très rapidement, ces luttes nous ont amené à déborder de cette simple revendication pour réclamer une réforme agraire mais aussi à revendiquer l'accès à d'autres bien comme l'éducation ou la santé ».

3 fronts, 10 secteurs

« Aujourd'hui, le MST lutte sur trois fronts :

- Les latifundis. La récupération des terres confisquées par les grands propriétaires par la réforme agraire.

- Au delà même de l'accès à la terre, la question du pouvoir et du choix du développement économique et social qui doit être accessible à toutes et tous.

- Enfin, l'accès à la connaissance qui nous paraît tout à fait stratégique. Il s'agit de développer des moyens d'éducation pour les populations défavorisées, d'abord pour rendre transparente pour le plus grand nombre l'opaque société rurale brésilienne. »

« C'est pour cela que l'éducation occupe une place centrale au sein de notre mouvement. C'est l'un des secteurs-clé de notre organisation ».

Les 10 secteurs du MST :

1. La production
2. La formation (politique, idéologique, humaine).
3. L'éducation
4. La communication (journaux, Internet, radio communautaire)
5. La santé (médecine alternative)
6. Les questions de genre (féminisme, anti-machisme)
7. Les finances
8. La jeunesse
9. Le juridique
10. La culture¹ (le secteur le plus récent)

Un enseignement général et technique en alternance

L'école Josué de Castro est à la fois un lycée technique et une école normale d'instituteurs. Le tout en internat. Ce qui paraît une évidence, puisqu'il s'agit de former les jeunes vivant dans les différents campements de l'Etat.



Sur les murs de l'école

Photo:MC/R&V

L'école est gratuite. Elle s'autofinance largement : toutes les tâches de services (ménage, repas) sont prises en charge par les élèves. Les enseignants aussi participent aux tâches non-pédagogiques de l'établissement. L'établissement a sa propre production et les élèves vont aussi travailler régulièrement dans les installations du MST. Enfin, si une partie des enseignants est composée de militants installés à demeure, nombre d'intervenants (spécialistes, universitaires) interviennent bénévolement dans l'école. En plus des tâches de service, les étudiants participent aussi à la gestion de l'école. Ils délèguent la moitié des membres du conseil d'administration de l'école².

Les 350 élèves actuellement dans l'école (entre 150 et 400 selon les saisons) sont répartis dans 8 classes divisées en groupes d'étude. Tout le dispositif scolaire incite les élèves à travailler en groupes, dont la composition change régulièrement.

Le projet pédagogique qui s'adresse ici à des jeunes de 15 ans qui ont déjà ef-

fectué les deux premiers cycles est basé sur l'alternance : des « semestres » de 60 jours à l'école entrecoupées de 3 à 4 mois de travail en installation « afin de ne pas séparer théorie et pratiques ».

Outre les matières classiques, l'école forme à l'administration de coopératives, aux questions sociales, écologiques et de droits liées à la production agricole, à la communication populaire aussi.

Côté filières professionnelles spécifiques, outre l'« école normale d'instituteur », il existe aussi une filière qui forme des auxiliaires de santé adaptés aux possibilités médicales des sans-terre. En effet, faute de couverture sociale suffisante pour les plus pauvres, la médecine alternative basée sur les ressources accessibles dans la nature est la seule implantée dans tous les campements. Ces auxiliaires pourront pour certains devenir ensuite infirmiers, voire médecins en poursuivant leurs études dans le système du MST.

Des règles quasi-monacales

L'emploi du temps des élèves, particulièrement encadré, s'étale du levé (7h) au couché (22h30) six jours par semaine. Il est divisé en 12 « temps » :

- La classe (5 h/jour)
- L'étude en groupe (2 h/jour)
- Le travail pour la communauté (2 h/jour) : jardinage, ménage, entretien
- La participation à la gestion des problèmes courants, administratifs ou humains et le développement de projet pour l'établissement (1h30 ou 2h toutes les 2 semaines)
- Les activités en atelier (2x2h/semaine)
- La lecture (3x2h/semaine)
- CR de lecture (une fois par semaine)
- Informations : lecture et décodage des journaux ou des infos télévisées (½ h/jour)
- Éducation physique (1h/jour)
- Activités culturelles (le samedi soir)
- Options (1h/semaine)
- Enfin l'activité par laquelle commence chaque journée : la « mystica », une célébration selon un rituel païen de la terre et des fruits qu'elle offre. Elle est organisée à tour de rôle par chaque groupe, et peut consister en une danse, une saynète...

Toni continue à nous expliquer les différentes finalités pédagogiques. Ainsi, on lutte contre l'esprit de compétition en insistant sur le travail collectif .../...

.../...ou en ne donnant que deux notes (reçu, collé) pour éviter une mise en concurrence des élèves par les notes. Il insiste aussi sur la dimension empirique de l'apprentissage, sur les nécessaires allers-retours permanents entre pratiques et théories.

Il faudrait, pour aller plus loin, dépasser les intentions et voir concrètement le contenu pédagogique des cours pouvoir suivre au quotidien la vie de cet établissement scolaire.

Une visite d'une demi-journée ne nous permettra pas de se faire une idée plus précise de l'école. Nous promenons dans



La bibliothèque

Photo:MC/R&V

l'établissement impeccable, visitons la crèche pour les enfants d'élèves, les ateliers, le potager, la bibliothèque (baptisée

José Marti, du nom du poète nationaliste cubain), la cuisine nickel. Plane alors l'inquiétude de renouer avec certaines traditions de visites de Sovkhozes radieux et des Kolkhozes en pleine expansion qui encouragèrent certaines cécités.

Même si nos interlocuteurs ne nous ont pas servi de langue de bois, il reste difficile de mesurer les effets concrets de cette école. Si ce n'est ... Si ce n'est que les militants rencontrés dans les campements l'ont tous évoqué comme une étape importante de leur engagement. Si ce n'est que le MST assure l'alphabétisation de toutes les personnes qui passent par ces campements. Si ce n'est que les trente établissements supérieurs du MST ont prodigué, depuis le premier diplômé universitaire (2001), des formations universitaires (pédagogie, agronomie ou philosophie) à des populations en grandes difficultés qui n'auraient jamais eu l'accès à des études secondaires classiques.

■
MC.

1. Ainsi, tous les deux ans, le MST organise-t-il une semaine une « Semaine de la culture », à la fois moment de mobilisation politique, de propagande mais aussi, plus original pour une organisation politique, de véritable création artistique.

2. Le CA gère les questions de formation, d'éducation, les problèmes économiques et de production, la gestion des tâches de service et de restauration (5 repas par jour).

UN NOUVEAU COMLOT DES BLOUSES BLANCHES ?

Le ministre de l'éducation, Tarso Genro mène aujourd'hui une bataille pour que les formations en médecine effectuées à l'étranger soient mieux reconnues au Brésil. L'opposition l'accuse de faire une loi sur mesure pour permettre aux militants des sans terre formés gratuitement à la médecine à Cuba de venir ensuite exercer au Brésil, alors que les « bons » médecins formés au Brésil paient le plus souvent fort cher leurs études, dans des universités privées...

L'installation

Sur les premières « terres conquises » du MST

En arrivant à Passo-Fundo, à environ 400 km à l'Ouest de Porto Alegre, le paysage est redevenu doux et vallonné, contrastant avec les reliefs marqués et la végétation luxuriante de la Serra Gaucha qu'on vient de traverser. Ce n'est pas vraiment le fief des latifundias au Brésil, qu'on retrouve bien davantage dans le Centre-Ouest ou le Nordeste. Pourtant c'est bien là qu'est né le Mouvement des Sans Terre.

Un monument -discret- commémore l'événement à un carrefour de routes vicinales (au lieu-dit Encruzilhada Natalino) : une sculpture métallique représentant un homme et une femme, faits de pièces mécaniques façon Métropolis, brandissant outils aratoires et drapeaux. Sur le socle, le nom du sculpteur (Ale Zanonata), 2 dates : 7/9/79 et 7/9/89, et l'hommage aux « 10 ans de la lutte pour la terre ». Juste à côté, une grande croix, en hommage aux « morts pour la terre ». Ces morts, ils sont particulièrement nombreux d'après la Commission Pastorale de la Terre, qui en dénombre 1379 dans tout le Brésil depuis la fin de la dictature militaire (1985).



Photo:MC/R&V

**12 à 20 ha pour chacune
des 400 familles**

Cette « première lutte victorieuse » a donc débuté durant la dictature. Mario Lill¹, un des responsables du MST, installé sur le premier assentamento² gagné par le mouvement, nous en retrace la genèse. « Des travailleurs ruraux exclus de la terre, il en existe depuis des siècles au Brésil. Cela a été d'abord les indigènes, puis les noirs évincés à la fin de l'esclavage... Mais, comme la structure foncière n'a pas changé depuis la colonisation, l'exclusion des petits agriculteurs, des fermiers et des ouvriers agricoles a connu une nouvelle ampleur au moment de la Révolution Verte, dans les années 1970, avec la mécanisation et la construction de grosses infrastructures. Ainsi, ici, la construction d'un barrage a expulsé 62 familles en 1979. Celles-ci ont alors occupé 2 grandes fermes appartenant à l'Etat, mais en fait exploitées par deux grandes familles proches du régime. Chassées par l'armée, elles se sont retranchées à Encruzilhada.../...

.../...zilhada Natalino pendant près de deux ans, les militaires faisant blocus autour. Grâce au soutien de l'église catholique et de nombreuses ONG, notamment internationales, les militaires ont relâché leur pression. Mais il a fallu attendre la fin de la dictature pour obtenir l'expropriation de la fazenda « Nonni » où nous sommes installés aujourd'hui ».



Photo:MC/R&V

9 300 ha, expropriés pour « activité productive insuffisante³ », ont été redistribués à 400 familles de paysans sans terre. Les expulsés du barrage, et d'autres qui avaient rejoints la lutte. Chaque famille a reçu 12 à 20 ha selon la qualité des sols. En général, chacun a construit sa maison sur son lopin, mais il existe une « agrovilla », sorte de bourg où les maisons sont construites côte à côte, avec une école primaire, une secondaire et un dispensaire.

Loin du kolkhoze

Selon Mario Lill, la plupart des familles installées travaillent individuellement, ce qui n'exclut pas l'entraide, l'adhésion à des coopératives d'approvisionnement ou de collecte... Seulement une vingtaine ont préféré s'associer pour produire. Ce sont celles qui sont installées dans l'agrovilla. La ferme collective produit du lait, des porcs, des cultures diverses : manioc, haricots, maïs, soja, herbe à maté⁴. On est très loin du « modèle khmer rouge » que les médias brésiliens, et même parfois étrangers, accusent le MST de propager.

Les installations communes concernent les infrastructures : les routes surtout, dont beaucoup sont encore en terre battue près de 20 ans après l'installation, ce qui pose des problèmes surtout en saison des pluies (durant l'hiver austral). Manque de moyens, difficiles à obtenir auprès des collectivités locales ou de l'Etat.

Cet assentamento est relativement bien pourvu en écoles et dispensaires, avec même un centre de formation continue,

le CETAP (Centre de Technologies Alternatives Populaires). Ce CETAP reçoit des groupes de tout le Rio Grande do Sul, et même des autres états brésiliens pour des formations sur l'agro-biologie, la gestion des pâturages, la diversité floristique, les petits outils de transformation...

Comme il n'y a pas de session en cette période de carnaval, nous logeons dans l'internat, avec 3 délégués de sans-terre sud-africains, en compagnie desquels les visites sont organisées.



Le CETAP

Photo:MC/R&V

La folie du soja OGM a pris ici aussi

Cette présence du CETAP rend d'autant plus paradoxale la prédominance du soja sur les terres de l'assentamento. A vue de nez, on estime que les 2/3 des terres en sont couvertes, en contradiction avec les préconisations tant du CETAP que du MST de privilégier la diversité des cultures et des productions. C'est confirmé lors de la visite à la coopérative de collecte commune à trois assentamentos (514 familles adhérentes) : le soja représente plus de 70% des tonnages de

graines collectés en 2004.

Comme on aperçoit dans un coin un carton de glyphosate (le désherbant total, principe actif du Round-Up), l'herbicide utilisé avec le soja-OGM de Monsanto, la question vient naturellement. Et la réponse est claire : « 95% du soja cultivé dans la région est OGM » !

« Le prix de vente du soja ces trois dernières années était tellement élevé par rapport au prix des intrants, avec l'importation massive de glyphosate de Chine et les semences de contrebande, et le travail est tellement simplifié par l'OGM, puisqu'il n'y a plus besoin de biner les mauvaises herbes, qu'on n'a pas réussi à lutter contre cette invasion ».

Ce n'est pas faute d'avoir essayé pourtant, avec des débats organisés dans tous les « nucleos » de base, la venue de Sergio, un député pétiste président de l'Université Fédérale, farouche opposant des OGM. « En plus, la légalisation de la commercialisation des OGM par le Gouvernement Lula à partir de 2003 a fait tomber les dernières réticences ».

Ceci dit, la situation est en train de changer. « Avec la baisse de moitié des prix de vente du soja sur les marchés internationaux depuis juin 2004, mais aussi avec le forcing de Monsanto pour récupérer les royalties sur les semences OGM, beaucoup vont désormais retomber sur terre » estime t'on ici. Le recul du maïs, et surtout du lait, pourraient donc être enrayerés cette année.

Nos interlocuteurs ne le disent pas ouvertement, mais ils préfèrent visiblement cela à cette « folie du soja » qui s'était emparée du pays, assentamento compris, depuis deux ans et qui risquait de rayer de la carte toutes les autres productions. « Et quand on a arrêté le lait, il est très difficile d'y revenir : il faut racheter des vaches, des machines à traire... ».

Difficile à avaler dans une région à vocation laitière comme ici !

Malgré tout isolés face au marché

Les coopératives de collecte ont pourtant été montées pour favoriser la diversité des productions. Bien sûr, il existe un silo de stockage de grains. Mais aussi une citerne et un camion de ramassage pour le lait, et une petite usine de fabrication d'« herbe à maté » à partir des feuilles et des branches de cet arbre, qui peut atteindre 10 m de haut, qu'on voit un peu partout dans la région. Néanmoins, les coopératives n'ont pas les moyens de protéger des à-coups des marchés.



Usien à Maté

Photo:MC/R&V

« Pour l'herbe à maté, on a réussi à aller jusqu'au produit fini sous notre propre marque ». Des paquets d'un kilo, verts et rouges (les couleurs du MST), sous la marque « Conquista do Chão⁵ » qu'on retrouve un peu partout dans les commerces de la région, jusqu'à Porto Alegre. Les machines de l'unité sont antédiluviennes, sauf l'ensacheuse moderne.

« Mais c'est là le goulot d'étranglement. Sur une capacité théorique de 300 tonnes par mois, on n'en fait jamais plus de 100 ».



A l'ensacheuse

Photo:MC/R&V

On retrouve cette difficulté à investir dans le lait. « Le prix payé pour le lait est de 0,52 Reais/litre⁶ quand il est de bonne qualité (c'est à dire pas trop acide, et non « mouillé » d'eau). Et ce prix s'améliore plutôt depuis quelques mois ». Malgré un volume collecté qui commence à être important, malgré l'investissement dans un laboratoire pour mesurer l'acidité et le pourcentage de matières sèches du lait, la coopérative reste juste un fournisseur parmi d'autres. Elle a eu beaucoup de difficultés après la faillite de son principal acheteur en 2003, la multinationale Parmalat. Aujourd'hui, les acheteurs sont plus diversifiés. « D'autres assentamentos du MST ont investi dans une usine importante dans l'Etat voisin de Santa Catarina ». Renseignements pris, il s'agit

d'une usine de conditionnement de lait UHT en Tetra-Pak. De gros investissements, donc de gros crédits. Le risque pris semble inquiéter le responsable des coopératives du MST du Rio Grande Do Sul. Pour lui, il vaudrait mieux investir dans de petites unités de transformation à taille humaine, et viser en premier lieu les marchés de proximité.

C'est l'option qu'a choisie Yvette, une des assentados voisine du CETAP. Avec sept autres familles, elle pro-

duit du fromage frais bio qu'elle va vendre au marché de Passo Fundo chaque samedi. Pour elle, c'est vraiment un choix, pas si facile à assumer d'ailleurs. « Cela demande beaucoup plus de travail, et une spécialisation de chacun pour la transformation, pour la vente... D'autre part, on est environnés de voisins qui font de l'OGM : on ne peut pas faire de soja conven-

tionnel si on veut pouvoir continuer à prétendre être en bio, les risques de dissémination sont trop grands. On privilégie donc le pâturage et d'autres cultures ».



Photo:MC/R&V

Le problème est que les marchés de proximité saturent vite. « Tout le monde ne pourrait pas se mettre sur le même marché, c'est à chacun de trouver sa voie » ajoute-t-elle. D'ailleurs, tant dans les magasins du MST à Porto Alegre qu'au supermarché de l'assentamento, on trouve de nombreux produits semi-artisanais, des haricots, des confitures, du miel, des fruits séchés...

Les questions qui se posent aux assentados ne sont pas franchement différentes de celles qui se posent ailleurs aux agriculteurs familiaux : l'accès au conseil, au crédit pour acheter les intrants nécessaires à la campagne ou pour investir, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, l'accès aux soins et à l'éducation pour les enfants, un prix correct et prévisible pour les produits. L'assentamento est une collectivité qui permet souvent d'avoir de meilleures réponses à ces préoccupations que pour une famille isolée. Par exemple, elle peut faire une pression plus forte sur le Muncipe pour améliorer .../...

.../... les routes ou l'accès à l'eau, ou encore pour avoir un dispensaire. Mais la domination de ces communautés par le marché « libre » reste très forte : les multinationales font la loi pour la fourniture et l'écoulement des produits, encore plus quand ils sont exportés comme c'est le cas du soja ou du maïs.



Photo:PC/R&V

Un conseiller de l'assentamento (la coopérative de conseil regroupe deux agronomes, un vétérinaire et un technicien agricole) nous explique « ici, la seule politique agricole, c'est le marché. Il n'y a ni subvention, ni stockage par l'Etat quand les cours sont trop bas... On peut juste se battre pour l'accès à la terre et au crédit bonifié ».

Quel avenir ?

La grande question qui se pose au bout de 20 ans, c'est quel avenir possible pour les enfants. Dans une région où beaucoup de fermes familiales sont abandonnées, le MST parie énormément sur l'éducation (voir article sur ITERRA). Mais cela n'empêche pas les jeunes d'avoir des problèmes, ici comme ailleurs.

Le soir venu, on nous emmène dans un camping au bord d'un lac collinaire, « initiative de l'un des assentados ». Une petite piscine, des jeux, un bar, une scène en plein air. L'idéal pour boire une bière en admirant le coucher de soleil. Mais bientôt un groupe d'adolescents s'approchent, nous défient au baby-foot. Et cela se termine par une démonstration de capoiara, cette danse traditionnelle



Photo:MC/R&V

des esclaves du Nordeste brésilien, sorte de combat simulé, puis de rap. Impressionnant de voir ces garçons et ces filles, de 8 à 15 ans, heureux de montrer ce qu'ils sont capables de faire, avec la plus grande application. D'autant qu'on apprendra ensuite qu'il s'agit là « d'un groupe de jeunes à problèmes ».

L'autre image des jeunes de l'assentamento qu'on aura le lendemain, dans le journal, c'est celle d'une troupe entière de « faucheurs de maïs » qui ont envahi la fazenda voisine, et qui font face à des dizaines de militaires appelés par le propriétaire. Une nouvelle occupation commence...

■ **Emile R.**

1. Mario LILL est célèbre dans le mouvement, en particulier pour avoir passé plusieurs semaines enfermé dans la Moqata avec Yasser Arafat.
2. Assentamento : installation sur des terres conquises.
3. Cette loi sur l'expropriation pour « activité productive insuffisante » date de la Dictature, mais n'a pas été appliquée avant 1985. La Fazenda Nonni élevait environ 1 000 bovins sur ces 9 300 ha...
4. Le maté est une infusion légèrement excitante que tous « gauchos » qui se respecte sirote à longueur de journée. C'est vraiment un élément commun de culture aux habitants du sud du Brésil, d'Uruguay et de la Pampa argentine
5. qui signifie « Conquête de la plaine »
6. Soit environ 0,16 Euro, un peu plus de la moitié du prix moyen payé en France pour du lait de qualité, il est vrai, supérieure.



Le camping

Photo:PC/R&V

¡Autogestão, si!

Cette année, l'Association Nationale des travailleurs d'entreprises autogérées (ANTEAG) du Brésil et le Mouvement national des entreprises récupérées (MNER) d'Argentine co-organisaient deux ateliers sur le thème de l'autogestion des moyens de production. C'est avec satisfaction que nous avons pu observer que des liens se sont tissés entre deux organisations qui ignoraient leur existence il y a deux ans. En effet, lors du précédent FSM, la délégation des Alternatifs avait rencontré l'ANTEAG et elle avait visité une entreprise de métallurgie autogérée regroupant 150 travailleurs dans les faubourgs de Porto Alegre (cf. R&V n°182). Nous avons alors été surpris de découvrir qu'il n'existait aucun lien avec le mouvement des entreprises récupérées du pays voisin et surtout qu'il y avait une méconnaissance sur les expériences en cours. Un peu plus tard, en octobre 2003, séjournant en Argentine pour observer le processus de récupérations d'entreprises par les travailleurs, nous faisons le même constat. Depuis ces deux organisations ont appris à se connaître. Le MNER a été invité à la 11^e rencontre nationale de l'ANTEAG en juillet dernier à São-Paulo

L'atelier du matin a permis de présenter diverses expériences dans ces deux pays mais également au niveau de l'Amérique Latine. Celui de l'après-midi avait pour but de constituer un réseau sud-américain et de définir un programme de travail. Les deux organisations proposent d'organiser un forum latino-américain de l'économie solidaire pour définir des principes de lois communes, d'échanger sur les processus de récupération et sur les diverses expériences.

En Argentine, le mouvement de récupérations d'entreprises se poursuit mais se heurte à beaucoup de difficultés avec les autorités. Pour la Fédération des travailleurs de l'industrie et assimilé (FeTIA) affiliée à la Centrale des travailleurs argentins (CTA) qui regroupent les travailleurs des entreprises récupérées, si le Président Kirchner ne manque pas, dans le discours, d'apporter son soutien à l'économie sociale, cela ne se traduit

pas par des actes. Les expropriations ordonnées par les tribunaux ne se concrétisent pas toujours. Le Gouvernement n'a toujours pas légiféré sur les créances fiscales pour l'acquisition des usines, de technologie et de terrains permettant de constituer des projets définitifs. Les organismes de crédit public et le Ministère de l'économie n'ont toujours pas défini une politique de promotion et de financement sérieux à long terme alors qu'ils concèdent des prêts et des aides aux grandes entreprises du capital concentré. Seule une ligne de crédit a été adoptée pour assister les entreprises récupérées mais elle est très insuffisante. Il n'y a pas non plus de stratégie publique susceptible de répondre aux besoins populaires et permettant des initiatives des travailleurs et des mouvements sociaux. Le mouvement se heurte également aux pouvoirs régionaux et locaux, comme dans le cas de l'entreprise Pimenta, hôtel thermal autogéré dans l'Etat de San Juan où le nouveau pouvoir local ne respecte pas les engagements précédents et la décision de justice et menace de récupérer l'hôtel.

Néanmoins, le mouvement s'organise. Il existe, à présent, une coopérative qui commercialise uniquement les produits des entreprises récupérées ou autogérées et les produits de mouvements de paysans. De même, une école d'économie solidaire a été créée. Des vidéastes et des réalisateurs indépendants ont créé une petite agence de presse indépendante qui diffuse un journal vidéo dans les quartiers, dans les différentes provinces via les syndicats.

Zanón, une des dernières entreprises récupérées - qui ne s'est pas constituée en coopérative de production et pour laquelle les travailleurs continuent de revendiquer l'étatisation de l'entreprise sous contrôle ouvrier - a obtenu un marché conséquent avec Cuba pour reconstruire la vieille ville de La Havane. Celle-ci va être restaurée avec des matériaux et des produits (céramiques de Zanón, portes, fenêtres, ciment, agglomérés, chaussures et vêtements de chantier) fabriqués par les entreprises récupérées.

Au Brésil, l'ANTEAG est une structure plus ancienne que le MNER, elle a été créée en 1991 et n'est pas issue du même processus même si c'est la fermeture d'entreprises qui a conduit des travailleurs à s'organiser et à reprendre la gestion d'entreprises. ANTEAG accompagne des travailleurs qui gèrent des entreprises de production industrielle et de service dans cinq états, ce qui représente un peu plus de 32 000 postes de travail dans différents secteurs : textile, agroalimentaire, alimentation, cuir, chaussures, métallurgie, confection, plastique, collecte sélective, céramique, papier, verre, etc. ; Au début, ANTEAG accompagnait exclusivement des entreprises en faillite et qui était récupérée par les travailleurs; aujourd'hui, elle se consacre au travail « d'incubation d'apprentissages populaires » grâce à la mise en place de politiques publiques plus volontaristes sur les questions sociales. Il est vrai que Paul Singer, Professeur de l'Université de Rio de Janeiro et spécialiste de l'économie solidaire est devenu secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail.

L'ANTEAG a comme principaux objectifs:

- Récupérer et maintenir le travail à travers la participation et le contrôle collectif des travailleurs sur les activités productives ;
- Organiser et représenter au niveau national les travailleurs et les entreprises en autogestion ;
- Promouvoir l'autogestion comme alternative économique et sociale ;
- Restaurer le travail dans sa dimension humaine comme alternative à la précarisation et au chômage structurel.

Pour l'ANTEAG, l'autogestion ne se définit pas uniquement à travers des concepts et des principes. Elle se caractérise comme un mouvement en construction à travers l'expérimentation dans lequel les travailleurs décident de leur place dans la société.

Un intervenant mexicain constate que les travailleurs de son pays assistent passivement au démantèlement des entreprises publiques et indique qu'il serait temps que les travailleurs réagissent avant .../...

.../... de vivre une crise comparable à celle d'autres pays.

Enfin, à Morón au Vénézuéla, depuis le 7 septembre 2004, 400 travailleurs occupaient l'entreprise Venepal : une fabrique de papier qui s'est déclarée en faillite et qui appartient à une multinationale. Ses dirigeants ont participé à l'intronisation de Pedro Carmona lors du putsch d'avril 2002 et ont suivi toutes les consignes de lock-out de la confédération patronale pour faire tomber Chávez. Après plusieurs mois d'occupation, les travailleurs viennent d'obtenir gain de cause. Le gouvernement a décidé d'exproprier l'entreprise, de rembourser les dettes et de confier la gestion aux travailleurs sous la forme de coopérative ouvrière. C'est une première au Vénézuéla qui devrait être suivie d'autres occupations que le gouvernement encourage. Malgré des difficultés et les particularités des pays, la question de l'appropriation sociale des moyens de production est réellement posée en Amérique Latine. Elle se traduit par des initiatives diverses et diffuses et, elle engendre des confrontations directes avec les patrons et les gouvernements. Le FMI a clairement indiqué qu'il ne saurait tolérer que les travailleurs prennent en charge les entreprises en faillite et que se ferment les portes à d'autres capitaux, dit un député argentin, c'est ce qui explique la politique attentiste de Nestor Kirchner. ■

Richard NEUVILLE

Deux ou trois choses que je sais sur Chavèz...

«Un ancien putschiste démagogue, champion des monologues interminables», voilà comment est présenté le président Vénézuélien, Hugo Rafael Chavez Frias, de ce côté de l'Atlantique. Le personnage est bien plus complexe. Un séjour au Vénézuéla et une participation au 5ème FSM m'ont permis d'assister à deux discours de Chavèz, mais aussi de voir sur le terrain à quoi ressemble la «révolution bolivarienne». Ce ne fut certainement pas assez de temps pour faire le tour de la situation vénézuélienne, mais suffisant pour s'en faire quelques idées. Voici donc «deux ou trois choses que je sais» sur la révolution bolivarienne et son leader.

1. Chavèz a le soutien des classes populaires, que ce soit dans son pays ou dans le reste de l'Amérique Latine.

2. Le panthéon politique de Chavèz n'est pas très orthodoxe. Il évoque pêle-mêle la révolution castriste, les qualités des responsables russes et chinois actuels, Victor Hugo, Che Guevara, Peron, Nasser, Tito et, bien sûr, Simon Bolivar.

3. Chavèz agit pour les classes populaires. Dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'alimentation, il mène une politique volontariste et massive de redistribution des dividendes du pétrole vers les secteurs les plus défavorisés de la population.

4. Chavèz a un projet de changement radical et démocratique, une «révolution sociale», contre la bureaucratisme, le clientélisme, et la corruption dans son pays.

5. Chavèz a la légitimité démocratique pour lui. En trois ans, Chavèz a prouvé qu'il était un dirigeant légitime pour son pays : en avril 2002, la population a bravé un putsch pour le ramener au pouvoir. En août 2004, l'échec du référendum révocatoire et l'écrasante victoire des chavistes aux élections régionales d'octobre 2004 ont renforcé sa légitimité.

6. Chavèz a du pétrole. Avec une croissance record (18%), l'économie vénézuélienne, tirée par le prix du baril de pétrole, va bien. Ce qui devrait donner au gouvernement chaviste les moyens de ses projets.

7. Les USA ne veulent pas du bien à Chavèz. Bush a même placé Chavez au tableau des bandits de la planète, entre Ben Laden et Castro.

8. Chavèz a un projet pour l'Amérique Latine. Il ne limite pas ses ambitions politiques au seul Vénézuéla. Il souhaite diminuer l'influence des USA en unifiant l'Amérique du Sud, en commençant par Cuba, le Brésil, l'Argentine, l'équateur et... le Vénézuéla.

Il se passe des choses au Vénézuéla : renationalisation de secteurs entiers de la production (pétrole, électricité, etc.), réorganisation de la propriété et de l'usage des terres à vocation agricoles redistribution des dividendes du pétrole, mise en place de programmes sociaux, d'envergure ...

Tout en gardant un regard lucide sur cette expérience, notons que le Vénézuéla représente une (petite) lueur d'espoir dans ce monde sous domination néo-libérale. Et cela justifie aussi qu'un prochain numéro de Rouge & Vert revienne largement sur le Vénézuéla et le processus révolutionnaire qui s'y déroule. ■

Roland MÉRIEUX

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE, POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

ABONNEMENT

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et Vert Journal.

Et zéro ! Le chèque et la quittance au porteur dans une enveloppe pour Les Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS A ROUGE ET VERT*

(*ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS)

Pour une GAUCHE ALTERNATIVE, égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution.

Pas un "grand soir", mais une révolution

longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques)

et un projet autogestionnaire qui prend en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde,

particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Écologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme.

Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement durable et solidaire est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un

aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation

pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers.

Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur.

Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e

ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.



libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps.

L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste. ■



RIA E LOTERIA
CESSO ★
☎ 3226.7275 ★

